Ministère
de l'Éducation
de la Saskatchewan

Sciences humaines
Matériel d'appui
La Saskatchewan française

Volume 1
La culture canadienne-française et l'éducation fransaskoise

Programmes fransaskois

septembre 1996

Avant-propos

La Saskatchewan française est une collection de documents qui exposent et expliquent la présence française au Canada, plus particulièrement en Saskatchewan.

Les communautés fransaskoises, leurs institutions et leurs personnalités dynamiques y sont évoquées, pour sensibiliser nos élèves à la culture canadienne-française en Saskatchewan.

Cette collection destinée aux élèves fransaskois et à leurs enseignants et enseignantes est le fruit d'une longue collaboration entre M. Laurier Gareau, associé depuis longtemps à la Société historique de la Saskatchewan, et le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan. Elle servira, d'abord, à complémenter en tant que matériel d'appui les programmes d'études fransaskois en sciences humaines pour les niveaux intermédiaire et secondaire.

La Saskatchewan française n'est pas une étude exhaustive de l'histoire des francophones de la province, mais plutôt un point de départ qui permettra, nous l'espérons, aux jeunes Fransaskois et Fransaskoises d'y goûter, pour qu'ils puissent ensuite partir eux-mêmes à la découverte d'autres éléments d'une histoire qu'ils ne connaissent pas encore.

Denis Fournier
Concepteur de programmes

Présence française en Saskatchewan

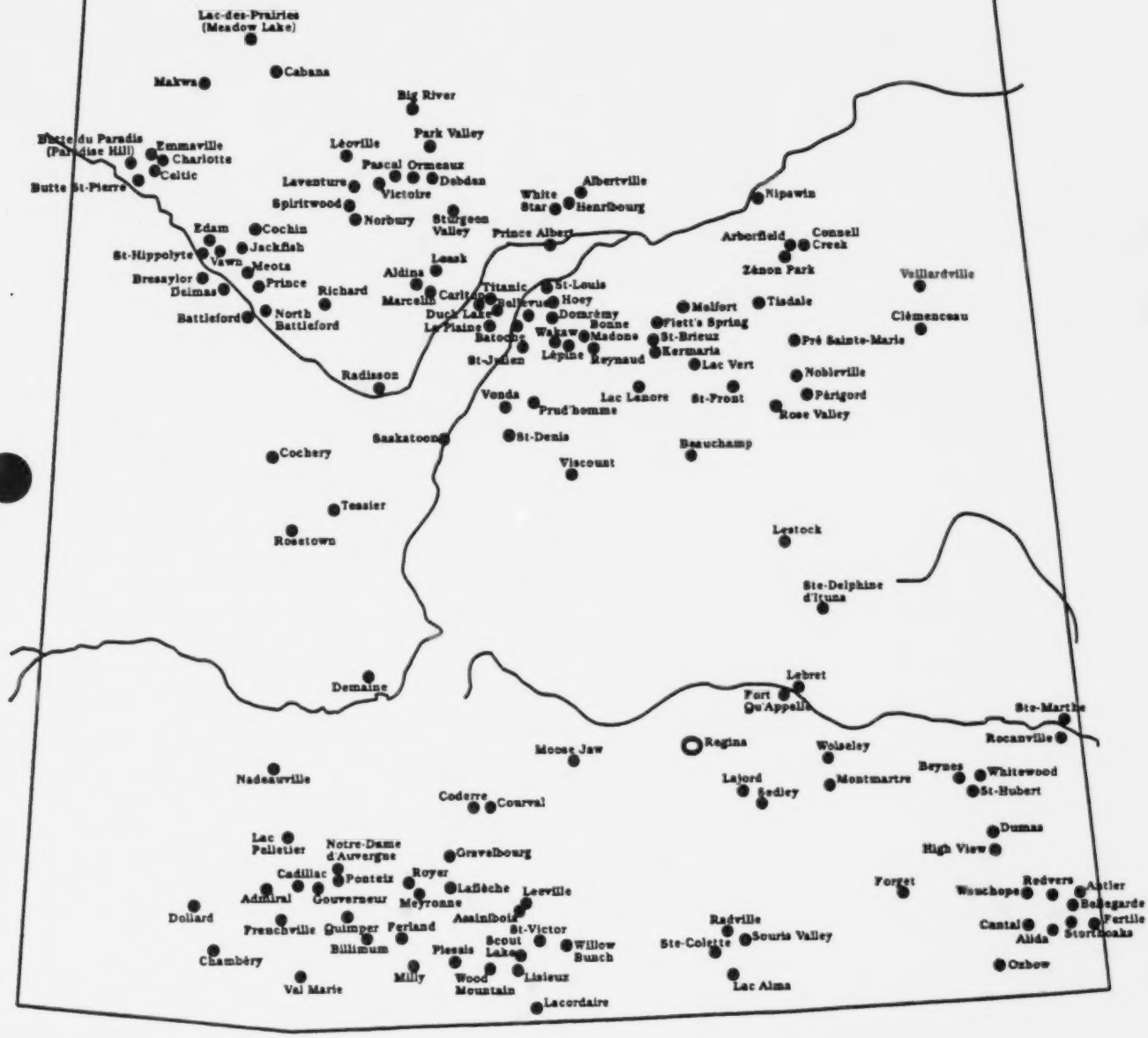


Table des matières

Volume 1: La culture canadienne-française et l'éducation fransaskoise

1. Les Québécois 1
2. Les Acadiens 17
3. Les Métis 33
4. Les Fransaskois 49
5. Les coutumes et les loisirs dans la communauté francophone d'antan .. 63
6. Les Fransaskois et le système scolaire 87
7. Les «Concours de français» de l'ACFC 105
8. L'assimilation 115

La culture canadienne-française
Les Québécois

Les dictionnaires définissent la «culture» comme l'ensemble des connaissances qui permettent à l'esprit de développer son sens critique, son jugement et son goût. L'auteur français, Edouard Herriot (1872-1957), a écrit «La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié.»[1] Cette définition semble limiter le sens de culture au folklore et nous avons souvent tendance à limiter notre interprétation de la culture à des activités folkloriques comme la danse, le chant et le théâtre. Par contre, lorsqu'on parle de culture dans son sens large, le terme englobe beaucoup plus que le folklore. Et ce, même si le folklore a toujours été un élément important des cultures canadienne-française, québécoise, acadienne ou même fransaskoise.

Chapitre un

Le régime français

En 1919, l'auteur français Paul Valéry (1871-1945) a écrit un essai qui commence ainsi: *«Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles.»*[2] Dans cet essai, Valéry fait référence aux civilisations grecques et romaines. Toutefois, comme ces civilisations, notre culture est mortelle. Cela ne veut pas nécessairement dire qu'elle disparaîtra, mais plutôt qu'elle est constamment en évolution, changeant et s'adaptant à son milieu et à son environnement. C'est la raison pour laquelle les cultures québécoises et acadiennes ont des différences, même si elles sont de même souche: de l'ancienne France. C'est aussi la raison pour laquelle la culture fransaskoise a évolué différemment de celle du Québec (même si le folklore reste le même pour les deux groupes).

Plusieurs facteurs, tels que la politique, l'économie et la religion, influencent la culture d'un peuple ou d'un groupe. En étudiant l'histoire politique, sociale, économique et religieuse du peuple québécois, est-il possible de définir sa culture? C'est ce que nous allons essayer de faire dans ce document.

À la fin des années 60, lorsque la révolution tranquille bat encore son plein dans la province du Québec, un auteur issu du Manitoba français, Léandre Bergeron, écrit un volume qu'il intitule *Petit manuel d'histoire du Québec*. Dans ce volume, Bergeron décrit le peuple québécois comme étant un peuple qui: *«subissons le colonialisme. Nous sommes un peuple prisonnier.»*[3] Pour cesser d'être un peuple colonisé, Bergeron croit qu'il est important pour les Québécois de connaître leur histoire. Bien sûr, il est important de connaître l'histoire d'un peuple afin de bien comprendre sa culture, ses croyances et ses moeurs.

Selon Léandre Bergeron, il est possible de différencier trois grandes périodes de colonisation dans l'histoire du Québec: le régime français (1608-1760), le régime britannique (1760-1919) et le régime américain (1920-?). En suivant ce schéma établi par Bergeron, est-il possible de voir l'évolution de la culture québécoise? Oui!

Les Français au Québec

Lorsque les premiers colons français arrivent sur le sol canadien en 1608, leur culture est française, il n'y a pas encore de culture québécoise. Ils arrivent donc avec leur bagage de connaissances acquises en Europe au dix-septième siècle. La démocratie, comme on la connaît aujourd'hui, n'existe pas en France à cette époque. Elle commence seulement à faire des percées en Angleterre, tandis qu'en France, le roi demeure le pouvoir suprême. En France, comme dans tous les autres pays d'Europe, il y a une hiérarchie bien établie avec le roi en haut de la pyramide; il est suivi de la noblesse et enfin, en bas, on trouve le peuple. Au dix-septième siècle, le peuple commence déjà à se diviser en deux groupes, c'est-à-dire les bourgeois d'un côté et les paysans de l'autre.

À cette époque, tout le monde connaît sa place et tout le monde connaît ses responsabilités. Les paysans ensemencent les champs pour nourrir les gens du royaume; les artisans

fabriquent les outils; les bourgeois vendent les produits des autres et la noblesse gouverne le pays.

Arrivés sur le sol canadien, les premiers colons français poursuivent ce mode de vie qu'ils ont connu en France. Ils suivent les mêmes traditions, célèbrent les mêmes fêtes, bref, la culture en Nouvelle-France est une prolongation de celle de la France.

Toutefois, les colons français ne peuvent éviter d'être influencés par leur nouveau milieu. Le climat rigoureux du Canada, par exemple, oblige les nouveaux colons à changer leur façon de s'habiller. Les Indiens du pays initient les Français à de nouveaux mets, comme la viande de pigeon, le maïs, etc. Même le tabac est un produit nord-américain que les colons découvrent en arrivant ici.

En Nouvelle-France, on découvre petit à petit de nouveaux moyens de transport: le canot, le travois, etc. De nouveaux métiers s'ouvrent aux colons français en Amérique du Nord, la traite des fourrures en étant le principal.

Au début, on essaie de transplanter la culture française en Nouvelle-France. On rétablit sur le sol canadien le même système de gouvernement qu'on avait connu en France. On offre des seigneuries à certains membres de la petite noblesse qui acceptent de venir s'établir ici. On retrouve les mêmes liens entre l'État et l'Église qu'on avait connus en France.

Une grande partie du folklore qu'on connaît aujourd'hui est venu de France au début de la colonie. Par exemple, la Sainte-Catherine est une fête française qui vient de Normandie. *«Il était d'usage, autrefois en Normandie, de décorer la statue de sainte Catherine et même de la revêtir des habits à la mode du pays. Cette fonction revenait à la plus âgée des filles de la maison ou du couvent. C'est ainsi qu'avec le temps, l'expression "coiffer Sainte-Catherine" en vint à signifier "rester vieille fille", et que cette sainte fut consacrée, dans l'esprit des gens, patronne de toutes les filles de trente ans et plus qui n'avaient pas encore trouvé de mari.»*[4]

Au Canada, la Sainte-Catherine prend de nouvelles dimensions. Marguerite Bourgeoys, dit-on, avait ouvert sa première école à Ville-Marie (Montréal) un 25 novembre. Chaque année, elle faisait de la tire pour commémorer cet événement. Dans la tradition orale du Québec, on dit aussi que Marguerite Bourgeoys faisait de la tire pour attirer les petits Indiens dans son école. Donc, comme on peut voir, de vieilles traditions sont peu à peu transformées en Nouvelle-France.

La politique

Comme on l'a mentionné plus tôt, la politique est un des éléments qui aide à former et à caractériser une culture. C'est le cas, au Canada, du temps du régime français. Par exemple, en 1627, le cardinal Richelieu, qui dirige la France au nom du roi Louis XIII, fonde la «Compagnie des Cent Associés» car il n'y a qu'une centaine d'habitants français en Amérique du Nord. En créant la «Compagnie des Cent Associés», Richelieu espère augmenter le nombre de colons français en Nouvelle-France.

Chacun des Cent Associés doit fournir au moins 3 000 livres[5] et encourager activement le peuplement de la Nouvelle-France. En retour, les Cent Associés reçoivent tout le pays du pôle Nord jusqu'à la Floride, ainsi qu'un monopole sur la traite des fourrures.

Toutefois, le cardinal Richelieu insiste sur le fait que les associés *«doivent peupler la colonie avec des colons français et catholiques.»*[6] Cette directive du cardinal, et du roi Louis XIII, n'exclut pas nécessairement les Huguenots français; elle vise plutôt à exclure les non-Français. Quant aux Huguenots, même si on ne les exclut pas, on ne les encourage pas nécessairement à immigrer au Canada.

La population en Nouvelle-France n'étant que d'une centaine de personnes en 1627, cette politique du cardinal Richelieu veut dire que, sous le régime français, la Nouvelle-France est avant tout catholique et française. On verra plus loin le rôle que va jouer l'Église catholique dans le développement de la culture canadienne-française du Québec.

Quels fut le résultat du travail de la «Compagnie des Cent Associés»? Au début des années 1660, la Compagnie peut se vanter d'avoir attiré plus de 5 000 immigrants. *«On retrouve parmi ces immigrants des membres des trois groupes sociaux de l'époque: 3 % de nobles, 8 % de bourgeois et le reste en "petites gens"; la plupart de ceux-ci sont venus liés par un contrat (d'ordinaire de trois ans) qui leur assure la traversée, un salaire annuel et même le retour, s'ils désirent rentrer en France à l'expiration du contrat.»*[7]

Les nouveaux immigrants peuvent choisir de retourner en France ou de s'établir définitivement au Canada. La plupart (on dit les deux-tiers) choisissent de retourner en France à la fin de leur contrat. Donc, en 1660, il n'y a pas beaucoup plus de colons installés définitivement en Nouvelle-France qu'il n'y avait en 1627.

Mais, ceux qui décident de s'établir définitivement au Canada vont faire évoluer la culture française petit à petit pour la rendre canadienne-française, puis, par la suite, québécoise. Il est donc important d'examiner qui sont ces Français qui choisissent de s'établir définitivement en Nouvelle-France entre 1608 et 1663.

Le nouvel immigrant est généralement un homme (80 %) et l'âge moyen est de 24 ans. En général, il est célibataire et a reçu peu d'éducation quoique 57 colons puissent signer leur nom. Même si son contrat le lie à la «Compagnie des Cent Associés» pendant trois ans, le colon qui choisit de rester au Canada attend généralement encore deux ans avant d'entrer en possession de son propre terrain. Les hommes célibataires attendent généralement cinq ans après leur arrivée avant de se marier, tandis que pour les femmes, qui ne sont pas encore nombreuses au Canada, le délai n'est que d'un an.

Puisqu'un faible nombre d'immigrants choisit de s'établir définitivement en Nouvelle-France, l'utilité «Compagnie des Cent Associés» est remise en question par le roi de France. En 1663, la population canadienne est d'environ 3 000 habitants, une belle augmentation par rapport aux quelque 100 personnes de 1627. Toutefois, ces 3 000 Français sont noyés au milieu des quelque 90 000 Anglais établis en Nouvelle-Angleterre. Notons que parmi les 3 000 habitants des colonies de Québec, Trois-Rivières et Montréal, le long du Saint-Laurent, en 1663, 42 % sont nés au Canada. Cela veut dire que la population de la colonie commence déjà à s'éloigner de la culture de son pays d'origine.

Même si le système seigneurial est transplanté de France au Canada par le gouvernement, les habitants du Canada ne deviennent pas pour autant des vassaux totalement subordonnés au seigneur comme c'était le cas au Moyen-Âge. Toutefois, ils n'ont pas, comme en Nouvelle-Angleterre, un système leur permettant d'être propriétaires du terrain. Le terrain est au seigneur et l'habitant doit lui remettre une partie de sa récolte. Puisque le système seigneurial existe en Nouvelle-France, il y aura nécessairement deux classes sociales: les seigneurs et les paysans. Ce n'est pas le cas en Nouvelle-Angleterre à cette époque.

Il existe donc entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre des différences politiques qui ont un impact sur le développement culturel des deux nations. Les méthodes de communications jouent un rôle plus important dans l'évolution culturelle des Canadiens français de la Nouvelle-France, que dans celle des Anglais de la Nouvelle-Angleterre.

Les communications

Au dix-huitième siècle, on voit apparaître en Europe, et principalement en Angleterre, la révolution industrielle. Ce phénomène commence à se manifester vers le début du siècle. Tout en modernisant l'industrie britannique, la révolution industrielle entraîne aussi le développement de nouvelles idéologies.

En Nouvelle-Angleterre, ces nouvelles idéologies se propagent rapidement dans les journaux, les revues et les brochures. Tel n'est pas le cas en Nouvelle-France: «*On ne trouve rien de la sorte au Canada, où il n'y a pas de presse écrite, où l'éducation secondaire et collégiale ne fait que débuter et où l'instruction est entre les mains du clergé.*»[8] Les débats qui se déroulent en Nouvelle-Angleterre, en Angleterre et en France à cette époque n'existent pas en Nouvelle-France. L'absence de moyens de communication efficaces veut dire que, dans certains cas, l'évolution culturelle des Canadiens français ne se fait pas aussi vite que celle des Français. C'est une des raisons pour laquelle certaines vieilles traditions françaises continuent d'être propagées au Canada alors qu'elles ont disparu en France.

L'économie

Un autre élément important à considérer est l'économie. Comme on l'a mentionné plus tôt, le climat a eu un effet sur l'évolution de la culture canadienne-française; les habitants ont dû modifier leurs vêtements à cause du climat rigoureux. Le climat et la géographie déterminent aussi le genre de travail des habitants.

En agriculture, par exemple, à cause du climat et de l'état des sols, les semences sont différentes en Nouvelle-France et en Nouvelle-Angleterre. Il y a même une différence entre l'agriculture pratiqué par les colons français du Québec et par les colons français en Louisiane. Les fermiers des colonies de Québec, Trois-Rivières et Montréal récoltent surtout des produits qui ne se vendent pas bien en Europe aux dix-septième et dix-huitième siècles, comme le blé, l'avoine et l'orge. Par contre, les agriculteurs de la Louisiane ensemencent des produits qui sont en grande demande en Europe, comme le tabac, le riz, le coton et l'indigo.

Les fermiers canadiens-français produisent surtout pour subvenir aux besoins de la colonie, comme les fermiers des États du nord de la Nouvelle-Angleterre. Leurs compatriotes de Louisiane, par contre, ont des grandes plantations comme les fermiers de Virginie et des Carolines. Ces différences entre les fermiers du Canada et ceux de Louisiane expliquent aussi pourquoi en Louisiane, les Français sont favorables à l'esclavage tandis que la pratique en est moins commune dans les colonies de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal.

Puisque les produits agricoles de la Nouvelle-France ne se vendent pas bien en Europe, les Canadiens vont nécessairement développer d'autres industries qui seront moins importantes en Louisiane, comme la traite des fourrures, la pêche et l'industrie forestière. Les vieux contes et le folklore de la Nouvelle-France font état de l'importance de ces industries. On retrouve donc des coureurs de bois, des bûcherons ou des pêcheurs comme personnages principaux des contes et des histoires d'antan au Canada.

Il faut aussi reconnaître que la classe dirigeante de la Nouvelle-France est aussi ambitieuse que celle de la Nouvelle-Angleterre. Pierre Boucher, seigneur de Trois-Rivières, publie à Paris en 1664, un volume intitulé H*istoire véritable et naturelle... de la Nouvelle-France*. Dans cet ouvrage, il compare la situation en Nouvelle-Angleterre avec celle de sa colonie. «*Ils construisent des navires de toutes sortes, ils ouvrent des mines de fer, ils ont de belles villes, ils ont des services de diligences*[9] *et de postes*

entre les colonies, ils ont des carrosses comme en France... Cependant, ce pays n'est pas différent du nôtre; ce qui peut se faire là-bas peut se faire ici.»[10]

Boucher, comme d'autres seigneurs de l'époque, ne veut pas que les Français du Canada se limitent à la traite des fourrures et à l'agriculture. Comme les Américains, il croit que les habitants du Saint-Laurent devraient se lancer dans différentes industries. L'arrivée en Nouvelle-France de l'intendant Jean Talon en 1665 permettra à Pierre Boucher de réaliser son rêve, partiellement.

Jean Talon est un de ceux qui contribue à la diversification des industries en Nouvelle-France. Nommé intendant de la colonie par le roi Louis XIV en 1665, Talon encourage les fermiers canadiens à cultiver des plantes non alimentaires comme le chanvre et le lin. Il crée une industrie forestière au Canada et encourage la construction de navires. Il s'occupe du développement de l'exploitation minière et pousse les colons à s'ouvrir au commerce international.

Peuplement

Pour combattre la menace des Iroquois, la France envoie le régiment Carignan-Salières en Nouvelle-France. Puisque le nombre de colons n'est pas encore très élevé, Talon essaie de convaincre les soldats de rester dans la colonie une fois que le danger est passé. Il offre des seigneuries et des récompenses aux officiers.

«Entre 1665 et 1672, la Nouvelle-France connaît sa plus grande vague d'immigration avec l'arrivée de 1500 nouveaux colons qui s'installent le long du Saint-Laurent. Parmi eux, on compte des officiers, dont le tiers des soldats du régiment Carignan-Salières. Plusieurs s'établissent dans la vallée du Richelieu, là où ils avaient été en garnison dans les forts nouvellement construits.»[11]

Pour que ces nouveaux colons soient heureux, l'intendant fait venir des femmes qui deviendront les épouses des soldats et des autres colons célibataires. *«Plus de 1000 jeunes femmes vaillantes, les "filles du roi", viennent au Canada pendant la même période, pour chercher un mari parmi les ouvriers, les commerçants et les anciens soldats.»*[12]

Le choix des «filles du roi» est important par rapport à l'évolution culturelle des Canadiens français. D'où venaient-elles? Qui étaient-elles? Léandre Bergeron, dans *Petit manuel d'histoire du Québec*, les décrit comme suit: *«bâtardes de grandes dames de France, orphelines, prostituées par nécessité.»*[13] La plupart des historiens sont d'accord avec Bergeron sur l'origine des «filles du roi», mais ils ne sont pas tous prêts à la limiter autant. En somme, la plupart des historiens maintiennent que les «filles du roi» étaient les pauvres et les déshéritées de la société française. Comme tant d'autres facteurs, les origines des «filles du roi» influencent l'évolution culturelle des Canadiens français. Souvent, les Canadiens français ont tendance à se voir comme les pauvres et les déhérités de la société canadienne.

Malheureusement, lorsque Jean Talon quitte la Nouvelle-France en 1672, la plupart de ses projets sont abandonnés par le gouverneur Frontenac qui est constamment en désaccord avec le clergé, les bourgeois et les seigneurs. Si le développement économique de la colonie stagne après le départ de Jean Talon, l'évolution culturelle de la population canadienne-française, elle, se poursuit.

Sous le régime français, la Nouvelle-France n'existe qu'en tant que fournisseur de la métropole. Même durant les années de prospérité, toutes les industries du Canada français doivent s'organiser pour ne pas nuire aux industries d'une autre colonie ou de la France. La traite des fourrures demeure la principale industrie.

Avant la cession de la colonie à l'Angleterre en 1763, la nouvelle classe dirigeante semble être composée de bourgeois et de marchands de fourrure. La plupart d'entre eux retournent en France après la perte du Canada. Lors du recensement de 1666, la majorité de la population de Nouvelle-France vit dans les trois grandes villes (Québec, Montréal et Trois-Rivières). L'agriculture ayant été négligée par les gouvernements français de l'époque, il est fort probable qu'en 1763, la majorité des habitants vivait encore en milieu urbain.

Au fur et à mesure que la Nouvelle-France se développe, la culture canadienne-française change. Elle prend au cours des années un caractère plus nord-américain. Sous le régime britannique, de nouvelles influences viennent rediriger cette évolution culturelle.

Chapitre deux

Le régime britannique

Lorsque l'Angleterre prend possession du pays en 1763, elle trouve une société qui est prête à l'accepter, car les dernières années du régime français n'ont pas été favorables aux colons de la Nouvelle-France. L'intendant Bigot a laissé d'énormes dettes et les longues guerres entre Français et Anglais ont créé de l'apathie au Canada.

L'Angleterre, ne voulant pas complètement bouleverser la société canadienne-française, garde les lois existantes, permet aux capitaines de la milice de continuer à exercer leurs fonctions et au clergé catholique de veiller aux besoins spirituels des colons. Ceux qui n'acceptent pas l'autorité britannique retournent en France. Le clergé, pour sa part, accepte de se soumettre au nouveau maître, et, puisque plusieurs dirigeants ont quitté la colonie, la population canadienne-française se tourne de plus en plus vers les membres du clergé.

Sous le régime français, même s'il existait une société dominée par la métropole, les Français nés en Nouvelle-France avaient autant de chance de réussir que les membres de la petite noblesse des vieux pays. C'est le cas pour La Vérendrye, né près de Trois-Rivières, qui va devenir un des grands explorateurs du Canada. Mais le nouveau groupe de «Canadiens» va voir ses ouvertures se fermer progressivement après la conquête.

«Sous le régime français, aucune carrière n'était interdite aux Canadiens. L'empire français comptait sur eux pour continuer à survivre et à prospérer. La situation était toute autre sous le régime anglais. L'administration de l'armée, de la marine et le commerce étranger passaient exclusivement sous le contrôle des Britanniques.»[14] Les Canadiens français acceptent donc de limiter leurs ambitions et de ne pas viser trop haut. De plus en plus, les Canadiens français se retirent à la campagne pour vivre à la ferme; les membres du clergé deviennent leurs nouveaux chefs.

De leur côté, les nouveaux arrivés britanniques ont bien l'intention de transformer le nouveau pays pour le construire à leur image. *«Ils avaient la légitime ambition d'y jeter les bases d'une prospère et permanente colonie britannique qui serait leur patrie et celle de leurs descendants.»*[15] Ils n'ont donc pas l'intention de partager la direction de la colonie avec le nouveau peuple conquis, les Canadiens français. Ils croient même que leurs nouveaux sujets s'assimileront rapidement.

Il y a, toutefois, des liens qui se forgent entre Canadiens français et Britanniques. *«L'élite de la société canadienne démontre un esprit de collaboration avec les vainqueurs. Immédiatement après la conquête, plusieurs jeunes filles ont marié des officiers de l'armée victorieuse. Quelques personnes ont été scandalisées, mais elles représentaient l'opinion de la minorité.»*[16]

La Conquête est donc un autre facteur de l'évolution de la culture québécoise. Bien que les vainqueurs leur permettent de garder leur religion et leur système de justice, les Canadiens français voient une partie de leur vie

transformée. Ils cessent d'être la classe dirigeante; ils passent d'un peuple de gouvernants à un peuple de gouvernés.

Cette évolution se fait lentement. Elle s'accélère entre 1776 et 1783 à cause de la révolution américaine. Là, les Canadiens français choisissent de se joindre à l'Angleterre contre les treize colonies de la Nouvelle-Angleterre. Mais, immédiatement après l'indépendance des États-Unis, les Canadiens français sont presque noyés par l'arrivée des Loyalistes. Plus de 6 000 viennent se réfugier au Québec. Quelques-uns s'établissent au sud du fleuve Saint-Laurent, dans les Cantons de l'Est. Mais, la majorité s'établit au nord des lacs Ontario et Erié. *«Aussitôt arrivés, ils ne veulent rien savoir des Canayens, leur tenure seigneuriale et leurs lois civiles françaises. Les Loyalistes exigent un district séparé avec la tenure et les lois anglaises.»*[17]

L'ancienne province de Québec est donc divisée en deux par l'*Acte constitutionnel* de 1791. Cet acte crée le Bas-Canada et le Haut-Canada. L'*Acte constitutionnel* précise que le peuple Canadien français peut conserver plusieurs droits acquis depuis la Conquête; les lois civiles françaises demeurent en vigueur et le clergé ne perd aucun de ses droits. S'il convient aux Loyalistes du Haut-Canada, l'*Acte* ne plait certainement pas aux Canadiens anglais établis dans le Bas-Canada. La création d'assemblées représentatives des deux nouvelles provinces redonne aux Canadiens français l'occasion de reprendre en main leur propre destinée.

Sur le plan politique, un autre épisode vient marquer l'évolution culturelle des Canadiens français. Il s'agit de la rébellion de 1837-1838. Même si la rébellion a lieu dans les deux provinces, l'impact culturel n'en est pas le même dans les deux. Dans le Haut-Canada, les descendants des anciens Loyalistes se battent pour gagner une plus grande force politique. Au Québec, ou dans le Bas-Canada, il s'agit plutôt d'une lutte entre anglophones et francophones. L'assemblée représentative est élue par le peuple, donc elle est dominée par les Canadiens français. De l'autre côté, le sénat, le comité exécutif et le gouverneur sont nommés, donc ils sont dominés par les Canadiens anglais.

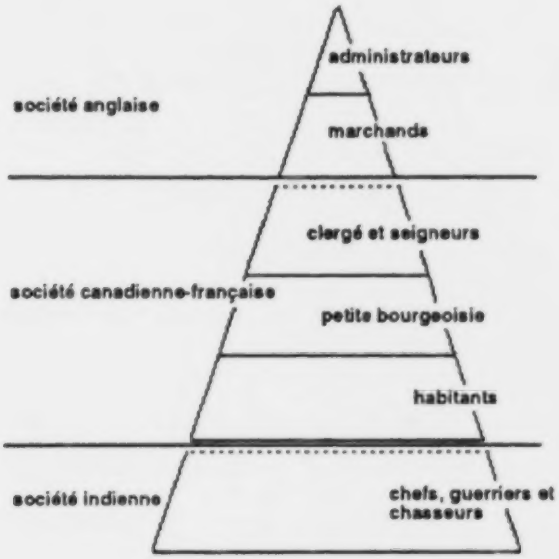
Le conflit mène les Patriotes canadiens-français à prendre les armes. Même s'ils perdent la bataille, la rébellion de 1837-1838 demeure un élément clé de l'évolution culturelle des Canadiens français. La culture québécoise est encore riche des images de cette rébellion: les peintures des soldats-fermiers avec leur tuque et leur fourche, et la chanson «Un Canadien errant».

Le régime anglais nous permet alors de voir une réorganisation sociale du peuple canadien-français. De peuple dirigeant et urbain, les Canadiens français deviennent un peuple soumis et rural. Léandre Bergeron, dans son *Petit manuel de l'histoire du Québec* a créé une pyramide pour montrer la relation anglophone-francophone au Canada sous le régime britannique.

Durant le régime britannique, le Québec se voyant dominé par les Canadien anglais, la culture canadienne-française va évoluer car les Canadiens français commencent à se tourner de plus en plus vers le passé, vers le régime français pour y trouver leurs héros. Selon Léandre Bergeron, *«l'élite qui a collaboré avec le colonisateur anglais après la défaite de la Rébellion de 1837-38 a agi comme toute élite d'un peuple colonisé. Au lieu de lutter pour débarrasser le Québec du colonisateur, elle s'est retournée vers un passé "héroïque" pour ne pas faire face au présent. Elle s'est mise à glorifier les exploits des Champlains, des Madeleines de Verchères, des Saints Martyrs Canadiens pour nous faire croire qu'à une certaine époque nous aussi nous étions de grands colonisateurs.»*[18]

Le peuple canadien-français se retranche alors

sur lui-même pendant les années du régime anglais. Le folklore glorifie les exploits de Dollard des Ormeaux, d'Étienne Brûlé et de Radisson et Groseilliers. Tout en gardant des éléments de la culture du peuple, comme les images du coureur de bois, du pêcheur et du bûcheron, on ajoute maintenant celle du fermier qui protège sa ferme de l'envahisseur anglais armé seulement d'une fourche. Le *Patriote* devient ainsi la nouvelle icône culturelle du peuple.



Pyramide culturelle conçue par l'auteur québécois, Léandre Bergeron.

Chapitre trois

Le Canada français depuis la Confédération

Alors que la population canadienne-française était majoritaire et urbaine au recensement de 1666, elle est complètement différente 200 ans plus tard lors de la Confédération. En 1867, les Canadiens français ne représentent plus que le tiers de la population. De plus, environ 85 % d'entre eux vivent à la ferme ou en milieu rural.

Contrairement à l'Ontario ou aux États-Unis, le Québec est surtout un pays agricole. L'industrialisation du Québec n'a pas encore commencé. Pendant la dernière partie du XIXe siècle, il y a une grande migration vers les villes industrialisées de la Nouvelle-Angleterre. Des milliers et des milliers de Canadiens français quittent le Québec pour aller chercher des emplois dans les villes du New Hampshire, du Massachusetts, du Rhode Island, de New York et du Maine.

C'est qu'au Québec où la revanche du berceau a été fortement encouragée par le clergé et les autres membres de l'élite, il y a des familles qui ont huit, dix, douze et même parfois vingt enfants. Le peuple canadien-français continue d'être composé d'agriculteurs, mais les bonnes terres ont toutes été prises et les jeunes ne voient aucunement comment gagner leur vie dans la province.

Mais le clergé et la petite élite canadienne-française ne veulent pas perdre leur pouvoir sur le peuple. On dénonce alors la migration vers les villes industrialisées. On glorifie de plus en plus le métier d'agriculteur. *«Toute personne qui choisissait de s'en aller en exil aux États-Unis ou qui émigrait vers la ville était dénoncée comme étant un traître ou un déserteur, et le mythe de l'agriculture comme dernier recours pour la nation était perpétué par des romans et des chansons.»*[19]

Puis ensuite, c'est l'industrialisation de l'Est du pays. Là, le peuple canadien-français doit apprendre comment respecter un horaire de travail, comment faire fonctionner les machines de l'usine et comment se soumettre à son patron. Ce dernier apprentissage aurait été plus facile si le patron avait été Canadien français. Mais, ce sont généralement les Canadiens anglais ou les Américains qui occupent les postes de patron.

Les Canadiens français commencent de plus en plus à se voir comme un peuple inférieur; ils sont la main-d'oeuvre des investisseurs américains et canadiens-anglais. Ce sentiment d'infériorité doit être combattu! Le nationalisme québécois commence à prendre de l'ampleur. Ce mouvement de nationalisme se répand d'abord parmi les politiciens, ce qui conduit à l'émergence des *Rouges* ou du parti libéral du Québec.

Ensuite, ce sont les mouvements syndicaux qui prennent de l'ampleur. Avant la Confédération, puisqu'il n'y avait presqu'aucune industrie au Québec, il n'y avait pas vraiment de mouvement syndical. Lorsque l'industrialisation de la province commence, à la fin du XIXe siècle, la population de la province devient de plus en plus syndicalisée.

Tout cela mène inéluctablement à la révolution tranquille des années 60 en commençant par l'élection de Jean Lesage, libéral, en 1960, suivie de la nationalisation de plusieurs industries au Québec et de la laïcisation de

l'éducation. La révolution tranquille est avant tout un mouvement de «nationalisme étatisé». *«Un des principaux effets de ce nationalisme étatisé est l'ouverture aux francophones du Québec de certains secteurs de l'économie à laquelle ils n'avaient pu participer auparavant.»*[20] Le mouvement des caisses de dépôts et Hydro-Québec forment un nouveau groupe de nationalistes «capitalistes» québécois. C'est aussi le cas du service public du Québec.

Tout en continuant d'être fortement influencés par le Canada anglais et les États-Unis, les Canadiens français du Québec commencent à se voir comme une société distincte et bon nombre d'entre eux réclament l'indépendance. La révolution tranquille devient un autre élément de la révolution culturelle québécoise. Même si on continue à écouter, et souvent préférer, la musique américaine, on développe une industrie de la musique au Québec. Le théâtre, nationaliste et québécois, met de côté les grands classiques comme Molière, Racine et Corneille et prend goût aux pièces de Michel Tremblay, de Jean Barbeau, de Françoise Loranger et de Marie Laberge.

Mais, hormis les arts, la culture évolue dans d'autres sens au Québec. L'Église catholique perd beaucoup de son influence après le Concile du Vatican, en 1963. Les Québécois deviennent de plus en plus urbanisés. Et on réclame de plus en plus un statut spécial à l'intérieur de la Confédération canadienne.

La culture québécoise, elle, a été formée par le passé, mais elle continue à évoluer avec le temps. Elle ne peut se réfugier uniquement dans son folklore, elle doit continuer à évoluer avec les changements politiques, économiques, sociaux et idéologiques.

Le peuple québécois d'aujourd'hui n'est pas le même que celui du régime français, ou du régime britannique. Les Québécois d'aujourd'hui ne sont même pas semblables à leurs parents du début du XXe siècle. C'est la nature d'une culture d'être constamment en voie d'évolution, changeant et s'adaptant au temps et au milieu.

Notes et références

1 Paul Robert, — Petit Robert 1. — Paris : Le Robert, 1981. — P. 436

2 René de Chantal ; Alfred Ewert ; Jean-Charles Falardeau ; Henri Légaré. — The French Language and Culture In Canada. — Brandon : Brandon University, 1969. — P. 27

3 Léandre Bergeron. — Petit manuel d'histoire du Québec. — Éditions québécoises. — P. 5

4 Yvon Desautels. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Paulines, 1984. — P. 7

5 Livre: ancienne monnaie de compte, représentant la valeur d'une livre d'or ou d'argent.

6 Guy Frégault. — Canadian Society in the French Regime. — Vol. 3. — Ottawa : Canadian Historical Association, 1964. — Traduction. — P. 3

7 Marcel Trudel. — «Nouvelle-France, de 1603 à 1663». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada. — Vol. 1, n° 3 (1984). — P. 54

8 Guy Frégault. — Canadian Society in the French Regime. — P. 5

9 Diligence: voiture à chevaux qui servait à transporter des voyageurs.

10 Guy Frégault. — Canadian Society in the French Regime. — P. 7

11 Bernard Pothier. — «La guérilla en Nouvelle-France». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada. — Vol. 1, n° 7 (1984). — P. 147

12 Ibid., p. 147

13 Léandre Bergeron. — Petit manuel d'histoire du Québec. — P. 35

14 Michel Brunet. — French Canada and the Early Decades of British Rule, 1760-1791. — Vol. 13. — Ottawa : Canadian Historical Association, 1965. — Traduction. — P. 5

15 Michel Brunet. — «Adieu, mère patrie». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada. — Vol. 2, n° 19 (1984). — P. 435

16 Michel Brunet. — French Canada and the Early Decades of British Rule. — P. 4

17 Léandre Bergeron. — Petit manuel d'histoire du Québec. — P. 67

18 Ibid., p. 4

19 Denis Monière. — Ideologies in Quebec : The historic development. — Toronto : University of Toronto Press, 1981. — Traduction. — P. 143

20 Christian Dufour. — A Canadian Challenge - Le défi québécois. — Halifax : Institut de recherches politiques et Oolichan Books, 1990. — P. 91

Bibliographie

Bergeron, Léandre. — Petit manuel d'histoire du Québec. — Éditions québécoises

Brunet, Michel. — French Canada and the Early Decades of British Rule, 1760-1791. — Vol. 13. — Ottawa : The Canadian Historical Association, 1965

Brunet, Michel. — «Adieu, mère patrie». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada. — Vol. 2, n° 19 (1984)

de Chantal, René ; Ewert, Alfred ; Falardeau, Jean-Charles ; Légaré, Henri F. — The French Language and Culture In Canada. — Brandon : Brandon University, 1969

Desautels, Yvon. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Paulines, 1984

Dufour, Christian. — A Canadian Challenge - Le défi québécois. — Halifax : Institut de recherches politiques et Oolichan Books, 1990

Frégault, Guy. — Canadian Society in the French Regime. — Vol. 3. — Ottawa : Canadian Historical Association, 1964

Garigue, Philippe. — La vie familiale des Canadiens français. — Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1962

Miquelon, Dale. — Society and Conquest : The Debate on the Bourgeoisie and Social Change in French Canada, 1700-1850. — Toronto : Copp Clark Publishing, 1977. — (Issues in Canadian History)

Monière, Denis. — Ideologies in Quebec : The historic development. — Toronto : University of Toronto Press, 1981

Monet, Jacques. — The Last Cannon Shot : A Study of French-Canadian Nationalism, 1837-1850. — Toronto : University of Toronto Press, 1969

de Nevers, Edmond. — L'avenir du peuple canadien-français. — Montréal : Fides 1964

Nish, Cameron. — The French-Canadians, 1759-1766 ; Conquered? Half-Conquered? Liberated. — Toronto : Copp Clark Publishing Company, 1966. — (Issues in Canadian History)

Paquet, Gilles ; Wallot, Jean-Pierre. — Lower Canada at the Turn of the Nineteenth Century : Restructuring and Modernization. — Vol. 45. — Ottawa : Canadian Historical Association, 1988

Pothier, Bernard. — «La guérilla en Nouvelle-France». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada. — Vol. 1, n° 7. (1984)

Rioux, Marcel ; Martin, Yves. — French-Canadian Society. — Vol. 1. — Toronto : MacMillan of Canada, 1964

Robert, Paul. — Petit Robert. — Paris : Le Robert, 1981

Sloan, Thomas. — Quebec, The Not-so-quiet Revolution. — Toronto : Ryerson Press, 1965

Trudel, Marcel. — «Nouvelle-France, de 1603 à 1663». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada. — Vol. 1, n° 3 (1984)

Wade, Mason. — Les Canadiens Français de 1760 à nos jours. — Traduit par Adrien Venne. — Ottawa : Cercle du livre de France, 1966

Young, Brian ; Dickinson, John A. — A Short History of Quebec : A Socio-Economic Perspective. — Toronto : Copp Clark Pitman, 1988

La culture canadienne-française
Les Acadiens

La culture québécoise commence à évoluer dès l'arrivée, au Canada, des premiers colons et elle se métamorphose au cours des années. Est-ce que ce même phénomène se produit avec les autres groupes francophones hors Québec? Les Acadiens ont-ils, eux-aussi, développé leur propre culture?

Chapitre un

L'expérience acadienne

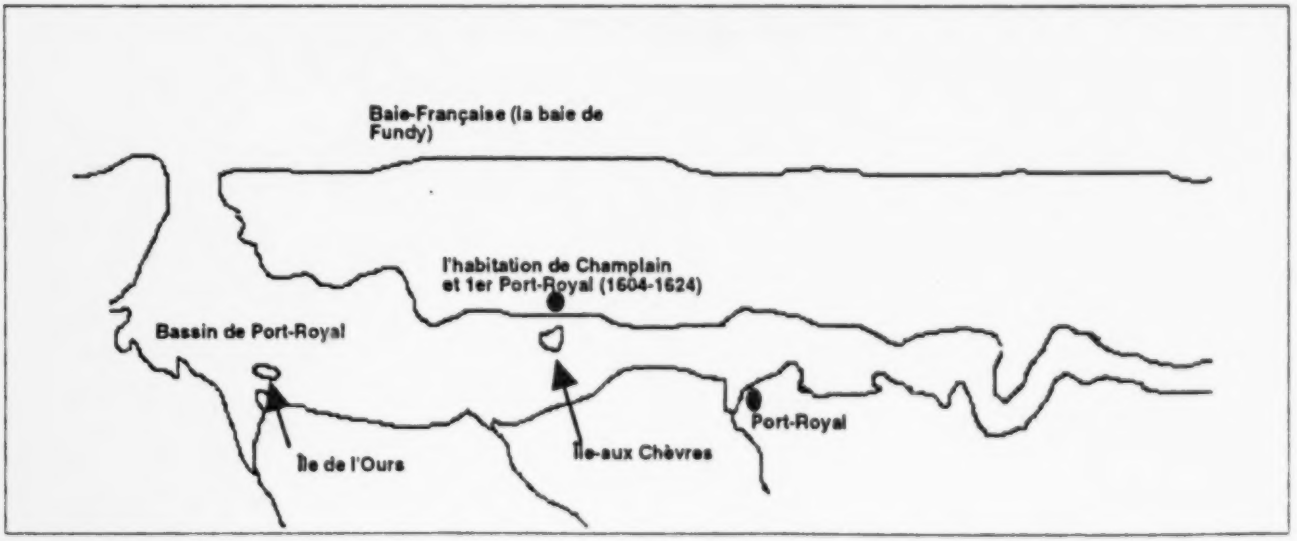
L'histoire de l'Acadie précède celle du Québec. Les Français ont donné le nom d'Acadie au territoire qui comprend aujourd'hui la Nouvelle-Écosse, une partie du Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et le Maine. *«Les termes amérindiens* quoddy *(langue malécite), signifiant terre fertile, ou* algatig *(langue micmac), lieu de campement, ont sans doute inspiré Verrazano qui révèle avoir baptisé ce pays* Arcadie *en 1524 à cause de la beauté des arbres.»*[1]

Le régime français en Acadie

C'est en 1604 que le Sieur de Monts, le baron de Poutrincourt et Samuel de Champlain viennent établir un poste de traite en Acadie. Le groupe d'hommes qui les accompagne construit des habitations sur l'île Sainte-Croix, dans la baie de Fundy. Poutrincourt a plus de chance que les autres membres de cette expédition, car à l'automne de 1604, de Mont le renvoie en France avec une cargaison de fourrures.

Le premier hiver en Acadie est particulièrement difficile pour le groupe de Français: *«Les vents mugirent dans la baie et à travers la lande déserte. La température tomba. Le gel bloqua la baie, empêchant les colons de se rendre sur le continent. À court d'eau douce et de bois de chauffage, ils se terrèrent dans leurs abris, en attendant le printemps. Un à un, la mort vint les prendre, par le scorbut et par le froid. Au printemps, il ne restait que la moitié des hommes.»*[2]

N'ayant pas prévu un tel climat, les hommes ne se sont pas approvisionnés en viande pour l'hiver. *«Au printemps, les Indiens Etchemins, qui campaient autour de la Baie de*



Port-Royal et la baie de Fundy.

Passamquoddy, vinrent leur apporter de la viande fraîche, en échange d'outils de fer.»[3] Le printemps suivant, des renforts arrivent de France. Champlain et de Monts décident de déménager de l'autre côté de la baie, à un endroit qu'ils appellent Port-Royal.

Comme il va le faire à Québec quelques années plus tard, Champlain fait construire un fort qu'il appelle «L'habitation».

Parmi les premiers colons d'Acadie, il y a deux hommes qui exercent, pour la première fois en Amérique du Nord, des métiers anciens.

Voyant la nécessité pour la colonie d'être autosuffisante, Champlain et de Monts encouragent l'agriculture. Louis Hébert, un cousin germain du baron de Poutrincourt, est apothicaire (pharmacien). En 1606, de Poutrincourt fait semer les premières graines d'Acadie. *«Dès le lendemain de l'arrivée, M. de Poutrincourt fit cultiver un parc de terre pour y semer du blé et planter la vigne, à l'aide de l'apothicaire (Louis Hébert), homme qui outre l'expérience de son art, prend plaisir au labourage.»*[4] Louis Hébert devient ainsi le premier fermier d'Amérique du Nord.

Un autre colon qui est parmi les premiers arrivants d'Acadie est un avocat de Paris, Marc Lescarbot. En 1606, Champlain, de Poutrincourt et Louis Hébert quittent Port-Royal pour explorer le littoral. Durant leur absence, Lescarbot reste sur place comme chef de L'habitation, à Port-Royal. *«Le 14 novembre, les explorateurs sont de retour à Port-Royal. Lescarbot leur réserve un accueil triomphal: les bâtisses sont décorées de guirlandes de verdure, qui en cachent la rusticité. Il fait même dresser un théâtre, qu'il nomme* Théâtre de Neptune, *où l'on représente quelques scènes.»*[5] Le *Théâtre de Neptune* devient ainsi le premier théâtre d'Amérique du Nord.

Cette même année, Samuel de Champlain crée *l'Ordre du Bon-Temps* à Port-Royal afin de maintenir le moral de ses hommes durant l'hiver. Tous les hommes qui mangent à la table de Poutrincourt deviennent, à tour de rôle, maître d'hôtel, c'est-à-dire responsable du repas. Les hommes prennent cette responsabilité au sérieux et la colonie mange bien cet hiver-là.

Malgré cela, quatre hommes meurent du scorbut et au cours de l'été 1607, on décide d'abandonner Port-Royal. *«Le 11 août 1607, tous s'embarquaient pour la France et laissaient au chef indien de la région, du nom de Membertou, la garde du fort.»*[6] Ce n'est qu'en 1610 que des colons français reviennent en Acadie. Entre temps, Samuel de Champlain fonde la colonie de Québec sur la rive du fleuve Saint-Laurent.

C'est le baron de Poutrincourt qui obtient, en 1610, la permission du roi de France de revenir en Acadie pour relancer le projet de colonisation. Le baron encourage ses hommes à se lancer dans différentes entreprises plutôt que de se limiter à la traite de fourrures. Ainsi, il est reconnu comme le père du premier moulin à eau d'Amérique du Nord.

Il est peut-être bon que le baron de Poutrincourt ait encouragé les siens à être indépendants, car au cours des 150 années suivantes, les Acadiens deviendront des pions, passant constamment des mains des Anglais à celles des Français.

Même si la première colonie d'Acadie ne dure pas longtemps, plusieurs de ses entreprises aident à forger la culture acadienne, y compris l'oeuvre théâtrale de Marc Lescarbot.

L'Acadie et les guerres entre la France et l'Angleterre

Les guerres, toutefois, seront l'élément clé du développement culturel de l'Acadie. Rien d'autre ne semble avoir autant marqué l'évolution culturelle des gens. On en parle dans des

romans, comme *Pélagie la charrette* d'Antonine Maillet, et dans les chansons populaires et traditionnelles.

Trois ans seulement après son rétablissement, la colonie d'Acadie est détruite par un aventurier anglais de l'état de Virginie. *«Samuel Argall, un aventurier de la Virginie, colonie anglaise qui comptait déjà 3 000 colons à l'époque, surprit les colons de Saint-Sauveur et de Port-Royal et détruisit tout sur son passage.»*[7] Les Acadiens ne sont même pas présents pour défendre leur colonie. *«Les colons français étaient absents, au travail des champs ou aux affaires avec les Indiens. Argall et ses hommes envahirent le village, tuèrent les animaux domestiques, dérobèrent tout ce qu'ils purent et mirent le feu aux bâtiments.»*[8]

Immédiatement après qu'Argall a causé ces dégâts, le roi d'Angleterre décide que l'Acadie lui appartient. Il nomme le territoire *Nova Scotia*, c'est-à-dire Nouvelle-Écosse, et le donne à Sir William Alexander, un lord écossais. Alexander décide de peupler son nouveau territoire, mais les Acadiens y sont toujours. Des escarmouches ont lieu entre les colons acadiens et les Écossais qui viennent s'établir à Port-Royal.

Finalement, la France et l'Angleterre signent un traité de paix et l'Acadie est remise au roi de France en 1632. Vingt-deux ans plus tard, en 1654, l'Acadie est à nouveau conquise par l'Angleterre. Cette fois, les Anglais ne semblent pas trop intéressés à coloniser la Nouvelle-Écosse, ils s'en servent plutôt comme territoire de pêche et de traite des fourrures.

C'est durant cette période que les Acadiens commencent à forger des liens avec les marchands et les pêcheurs du Massachusetts. Lorsque le territoire acadien est à nouveau rendu à la France en 1670, on continue à développer des liens commerciaux entre les deux colonies. *«Le commerce entre l'Acadie et le Massachusetts, même s'il était défendu, fut assez florissant au XVIIe siècle pour que des individus des deux colonies s'y engagent.»*[9]

L'Acadie est de nouveau aux mains des Anglais de 1690 à 1697, avant d'être rendue à la France par le traité de Ryswick, puis elle est cédée définitivement à l'Angleterre par le traité d'Utrecht en 1713. Cette année-là, le contact entre la France et l'Acadie est rompu pour toujours. Ainsi, le régime français prend fin dans les Maritimes. L'Acadie cesse d'exister comme territoire; elle ne survit que dans la conception idéologique et nationaliste du peuple français des Maritimes.

L'héritage français des Acadiens semble en être un d'oubli et d'abandon. La France, lorsqu'elle est propriétaire de la colonie, ne se porte jamais vraiment à sa défense. Durant les dernières années, les Acadiens sont souvent abandonnés à leur propre sort malgré des possibilités d'attaques de la part des habitants du Massachusetts. *«La France n'investit pas les sommes d'argent nécessaires pour faire venir d'autres colons et améliorer le système de défense de la colonie acadienne.»*[10]

Ce sentiment d'oubli et d'abandon pousse nécessairement le peuple acadien à développer un sens d'indépendance. Contrairement aux Canadiens français de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal, les Acadiens apprennent vite qu'ils ne peuvent pas compter sur la métropole (Paris) et ils prennent alors des mesures pour survivre indépendamment. C'est ainsi qu'ils peuvent justifier leur commerce avec les colonies américaines. *«Pour les Acadiens, c'était là le moyen d'écouler une production excédentaire de céréales (blé, avoine), et de fourrures pour recevoir en échange des produits manufacturés (couteaux, aiguilles, vaisselle, tissus, etc.) ainsi que des denrées des Antilles (sucre, mélasse, rhum).»*[11]

Donc, un des premiers éléments qui marque le développement de la culture acadienne est le sentiment d'être oublié et abandonné par la mère patrie, tout en étant soumis à de nombreuses guerres qui n'apportent jamais rien à l'Acadie.

Le grand dérangement

Comme nous venons de le voir, l'Acadie est cédée définitivement à l'Angleterre par le traité d'Utrecht de 1713. Pourquoi les Acadiens n'ont-ils pas quitté la Nouvelle-Écosse pour aller s'établir, cette fois, le long du Saint-Laurent, ou à Louisbourg (sur l'Île du Cap-Breton) qui est resté territoire français?

Il y a deux raisons pour lesquelles ils sont restés dans leur pays. Premièrement, les autorités anglaises ne leur permettent pas de quitter le territoire. Deuxièmement, la reine Anne d'Angleterre avait promis que les Acadiens pourraient garder leurs terres. *«C'est notre vouloir et bon plaisir que tous ceux qui tiennent des terres sous notre gouvernement en Acadie et Terre-Neuve, qui sont devenus nos sujets par le dernier traité de paix, et qui ont voulu rester sous notre autorité, aient le droit de conserver leurs dites terres et tenures et d'en jouir sans aucun trouble, aussi pleinement et aussi librement que nos autres sujets peuvent posséder leurs terres ou héritages.»*[12]

Toutefois, il arrive que les gouverneurs de Nouvelle-Écosse ne suivent pas toujours les ordres de Londres. On enlève souvent des terres aux Acadiens. On leur demande de prêter serment d'allégeance à l'Angleterre; les Acadiens demandent à leur tour le droit de continuer à pratiquer leur religion et, en cas de guerre entre la France et l'Angleterre, de ne pas être obligés de prendre les armes contre leur ancien souverain. Il y a malentendus sur malentendus entre les Acadiens et les autorités anglaises.

Malgré ces mésententes, les Acadiens réussissent à vivre en paix pendant plus de quarante ans. C'est la première fois depuis la fondation de la première colonie à Port-Royal qu'ils vivent en paix si longtemps. Ils restent même neutres durant la guerre de la Succession d'Autriche (1744-1748).

Cependant, bien que les Acadiens ne participent pas à la guerre de 1744-1748, les autorités anglaises se méfient quand même d'eux. Ils craignent toujours un soulèvement acadien, surtout que les Anglais et les Écossais sont en minorité en Nouvelle-Écosse. Donc, lorsque la paix se rétablit en Europe en 1748, l'Angleterre lance une campagne de colonisation de l'ancienne Acadie. *«Londres demeuraient insatisfaite de la situation en Nouvelle-Écosse, colonie anglaise avec toutes les caractéristiques d'un territoire français. La solution s'imposait: "britanniser" la colonie en y amenant un grand nombre de colons d'origine anglaise.»*[13] Depuis la cession du territoire à l'Angleterre en 1713, on a essayé, sans succès, d'encourager des colons du Massachusetts à venir s'établir en Nouvelle-Écosse. On recrute alors des colons en Angleterre et en Allemagne. Plus de 2 000 personnes arrivent en 1749.

Avec l'arrivée de ces nouveaux colons anglais, les Britanniques décident de faire valoir leur autorité sur les Acadiens. La capitale du territoire est déménagée de Port-Royal (rebaptisée Annapolis Royal par les Anglais) à Halifax. Puis, arrive le gouverneur, Charles Lawrence.

Lawrence envisage une colonie anglaise sans Acadiens. Selon lui, les Acadiens refusent d'agir comme des sujets britanniques. *«Ils acceptaient encore l'autorité des missionnaires; ils aidaient les Amérindiens et fournissaient des vivres aux soldats des forts Beauséjour et Louisbourg.»*[14] En 1755, après avoir demandé, à nouveau, aux chefs acadiens de prêter serment au roi d'Angleterre, Lawrence décide de les déporter.

Environ 7 000 seront déportés dans des colonies américaines (2 000 au Massachusetts). La déportation se poursuit jusqu'à la fin des hostilités en Amérique du Nord, en 1763. Ensuite, certains Acadiens déportés seront rapatriés en France, en Louisiane et dans les Antilles. D'autres iront au Québec, maintenant colonie anglaise comme la Nouvelle-Écosse. Enfin, beaucoup reviendront dans le territoire de l'ancienne colonie d'Acadie.

Mais, ce ne sont pas tous les Acadiens qui subissent la déportation. *«Certains Acadiens résistèrent à la déportation, par la rébellion ou l'évasion.»*[15] Ceux qui choisissent l'évasion vont se réfugier à l'Île Saint-Jean (aujourd'hui Île-du-Prince-Édouard) et dans le territoire qu'on connaît aujourd'hui comme la province du Nouveau-Brunswick. D'autres vont trouver refuge sur l'île du Cap-Breton dans la région du fort de Louisbourg.

La migration des Acadiens vers d'autres régions des Maritimes a même commencé avant 1755. *«De 1749 à 1755, plus de 3 000 Acadiens, venant surtout du Bassin des Mines, émigrent dans l'Île Saint-Jean. L'abbé Le-Loutre, de son côté, s'occupe d'établir les Acadiens réfugiés dans l'isthme de Shédiak (Chignectou): il fonde pour eux deux colonies, l'une à Tintamarre, à l'embouchure de la rivière du même nom (aujourd'hui Tantramarre); l'autre, au fond de la Baie de Cocagne.»*[16]

Un deuxième événement qui a une influence sur le développement de la culture acadienne est donc le grand dérangement, ou la déportation de 1755-1763. Être arrachés de leur foyer, placés sur des navires et envoyés aux quatre coins du monde ne peut que marquer les Acadiens. Mais, ce peuple est de nature à survivre. Les Acadiens ne sont-ils pas les descendants des premiers colons français en Amérique du Nord? Leurs ancêtres n'ont-ils pas été victimes du froid, du scorbut et des guerres entre Anglais et Français?

Le retour à la patrie

Comme nous venons de le mentionner, certains Acadiens s'arrangent pour ne pas être déportés. *«Les Acadiens qui s'étaient cachés dans les bois avoisinant leurs terres, décidèrent de tenter leur chance dans le nord du Nouveau-Brunswick.»*[17] Parmi ceux qui sont déportés, certains se rendent en Louisiane et d'autres au Québec. Certains choisissent même de rester dans les colonies américaines et de s'intégrer à la culture anglaise et américaine.

Mais nombreux sont ceux qui rêvent de revenir au pays, dans l'Acadie de leur jeunesse. *«En 1766, une caravane de 200 familles vivant dans le Massachusetts, s'en vint à pied, à travers les bois. Une trentaine de familles s'installèrent dans la région de Frédéricton, sur la rivière Saint-Jean. Elles n'avaient pas les titres de leurs terres et durent les abandonner quand arrivèrent les Loyalistes. Ces Acadiens se dirigèrent alors vers le nord. Ce sont les fondateurs du Madawaska actuel.»*[18] Les Acadiens qui reviennent de leur exil vont créer de nouvelles paroisses acadiennes dans les régions de Moncton, de Baie-Sainte-Marie, de Yarmouth et de Bathurst.

La vie de ces colons rapatriés n'est pas facile. *«Ces Acadiens, enfin de retour au pays, vivaient dans le dénuement le plus complet. Ils n'avaient qu'un but, se faire oublier. Sans ressources, sans instruction, ils vécurent dans l'isolement et l'abandon le plus complet.»*[19]

L'expérience de la déportation, de l'exil en Nouvelle-Angleterre et du rapatriement sur le sol de l'Acadie forge aussi la culture acadienne. Le roman d'Antonine Maillet, *Pélagie la charrette*, raconte le voyage de retour de Pélagie. D'autre part, cette expérience crée, dans la culture acadienne, un sentiment de crainte vis-à-vis des anglophones. *«Chez les Acadiens, l'Anglais fut longtemps un personnage qui inspirait la peur.»*[20] Cette crainte des anglophones s'explique facilement par des événements

comme la déportation et la perte des terres acadiennes en faveur des Loyalistes. Comme on l'a mentionné plus tôt, les Acadiens tentent de survivre dans l'isolement et l'abandon le plus complet.

Ce n'est qu'au XIXe siècle que les Acadiens commenceront enfin à s'affirmer, qu'ils exigeront leur système d'éducation et qu'ils mettront sur pied leurs institutions nationales. Mais, les souffrances qu'ils viennent de vivre, le grand dérangement et leur retour en Acadie, influencent l'évolution de leur culture.

Chapitre deux

La vie quotidienne acadienne

Deux métiers prédominent en Acadie depuis le grand dérangement: la pêche et l'agriculture. Ces métiers ont grandement influencé la culture acadienne.

L'agriculture ou les «défricheurs d'eau»

Nous avons parlé auparavant du rôle de Louis Hébert, le premier fermier d'Amérique du Nord. Lorsque les premiers colons arrivent de France, ils doivent, comme les Hollandais, s'approprier les terres basses de la mer. *«Les premiers colons à Port-Royal s'étaient aperçus de la richesse de ces terres et avaient inventé une façon de les endiguer pour les préserver des inondations des marées. De longues digues furent donc construites le long des rivières déversant dans le bassin d'Annapolis et, à mesure que les colons se dispersaient à travers la province, dans la région du bassin des Mines et de Beaubassin.»*[21]

La construction des digues est un travail qui peut seulement se faire quand la marée est basse. Donc, comme au Québec, et par la suite dans l'Ouest, les Acadiens apprennent vite l'importance de la coopération. Des corvées sont organisées pour bâtir les digues. Une fois que ces digues sont construites, et que le sel s'est écoulé (quelques saisons sont nécessaires), les fermiers ensemencent des céréales, du foin et des légumes sur ces terres fertiles.

À cause de cette pratique qui consiste à approprier les terres fertiles de la mer, les Acadiens ont été nommés «Les défricheurs d'eau». *«Même s'il est resté très semblable à son frère de Nouvelle-France, il est un domaine exclusif au fermier acadien, duquel il demeure le spécialiste incontesté et c'est la culture des marais.»*[22]

Le fermier acadien a souvent été accusé d'être paresseux. Pourtant, la culture des marais est plus difficile et demande plus de travail que la culture des champs, car il faut bâtir les aboiteaux (digues) avant même de commencer à cultiver le terrain. Ce n'est certainement pas un métier pour un homme paresseux.

Les Acadiens apprennent vite l'importance de la coopération: la culture des marais devient un travail qui requiert toute la communauté. *«Les terres marécageuses étaient généralement réparties entre les membres d'un village ou d'une communauté. L'entretien des aboiteaux sera donc à caractère très social. Lorsqu'il y a une brèche dans une levée et que la marée montante menace d'inonder, chacun, sans se préoccuper de savoir si c'est sa partie de la levée qui est brisée, va avec ses voisins la "rapiécer". Car le danger menace tous les fermiers puisque chacun est propriétaire d'une partie du pré.»*[23]

Dans ces marais, on ensemence des céréales et des légumes de toutes sortes comme des choux, des navets et des pois. *«À l'automne, ils amassaient des tas de ces légumes dans les champs et les couvraient de foin; la neige venait ensuite les recouvrir. Ainsi, les légumes restaient frais jusqu'au printemps, et les habitants pouvaient en prendre quand ils en avaient besoin.»*[24]

Dans certaines régions, on utilise les marais seulement pour le foin. *«Légèrement salé, ce fourrage est excellent pour la diète des vaches. De plus, autre avantage, il reste vert tard dans la saison.»*[25]

Avant la déportation, les Acadiens étaient surtout fermiers. Lorsqu'ils reviennent en Acadie après le grand dérangement, ils s'établissent cette fois dans la région nord du Nouveau-Brunswick et deviennent principalement pêcheurs. De plus, les méthodes agricoles ont changé au cours des années. *«Ce métier de "défricheur d'eau" vieux comme l'Acadie et en quelque sorte unique à celle-ci, est aujourd'hui en train de disparaître et avec lui une science teintée de poésie.»*[26]

La pêche

Lorsque les Acadiens regagnent leur pays d'origine, après le grand dérangement, ils ne peuvent reprendre leur ferme car elles sont maintenant entre les mains des Anglais et des Écossais, des Allemands et des Américains. Plusieurs d'entre eux choisissent alors d'aller s'établir dans le nord-est du Nouveau-Brunswick. Là, ils fondent de nouvelles communautés avec des noms comme Shediac, Bouctouche, Tracadie, Shippagan et Caraquet.

La plupart vivent dorénavant de la pêche. La morue est pendant longtemps le seul poisson acheté par les compagnies anglaises, mais les Acadiens pêchent aussi le saumon, le maquereau et le hareng. Mais puisque c'est la morue que les Anglais veulent, c'est ce poisson qu'on pêche. *«Toujours vendue salée ou séchée, on l'exporte dans des barils.»*[27]

À cause de son importance économique et sociale, la pêche devient un élément clé de la culture populaire acadienne. Il n'est donc pas surprenant de trouver des références à la pêche et à la mer dans les contes, les chansons (et les complaintes[28]) et dans le théâtre de l'Acadie.

Parfois, les récits de la mer sont tirés d'un lointain passé, mais dans d'autres cas il peut s'agir d'un événement qui est arrivé récemment. Voici deux extraits de complaintes acadiennes. Une raconte l'histoire de Firmin Gallant, mort en mer en 1862, tandis que l'autre relate l'histoire d'un bateau qui chavire en 1959 à Baie-Sainte-Anne au Nouveau-Brunswick.

«La complainte de Firmin Gallant (23 juin 1862)

1. *C'est dans notre petite île*
   Nommée du nom de Saint-Jean,
   De Rustico quelques milles,
   J'entrevois un cher enfant.
   Dans une petite barque,
   Du rivage bien éloigné,
   Qui par beaucoup de recherches
   Ses filets s'en va chercher.
3. *Survint une vague haute,*
   Le bateau a chaviré.
   À moins d'un mille de la côte
   Ce cher enfant s'est noyé.
   Étant au fond de l'abîme
   Ce cher enfant a crié:
   "Dieu qui mesurez l'abîme,
   "Oh! daignez (me) délivrer."»[29]

Cette complainte compte un total de onze couplets. L'auteur, bien sûr, ne révèle pas le nom du cher enfant avant le dernier couplet.

«Le désastre de Baie-Sainte-Anne (20 juin 1959)

1. *La chanson que je m'en va's vous chanter,*
   C'est sur le malheur qui est arrivé.
   C'était un vendredi soir,
   Les pêcheurs ont été driver,[30]
   La tempête s'est élevée
   Il y en a la moitié qui sont noyés.»[31]

Puisque ces complaintes viennent de la tradition orale et qu'elles n'ont été écrites que récemment, il peut souvent y avoir plusieurs versions d'une même complainte.

Dans la tradition acadienne, comme au Québec, on va également trouver des complaintes à

propos de la vie en forêt, des départs de la maison familiale, mais nombreuses sont celles qui chantent les malheurs de la mer. C'est que la pêche est très importante pour les Acadiens.

L'architecture

Dès le début de la colonie, comme c'est le cas au Québec à cette époque, les premières maisons permanentes sont construites dans le style «pièces sur pièces». C'est le style qu'on retrouvera plus tard dans l'Ouest canadien, chez les Métis, et que ces derniers appellent «style de la Rivière-Rouge».

Toutefois, durant une longue période au temps du grand dérangement, les Acadiens sont constamment chassés et harcelés par les Anglais et ils ne peuvent que rarement prendre le temps de bâtir une maison «pièces sur pièces». Ils vivent donc dans des maisons *«construites à la hâte, très rustiques, chauffées à l'aide de foyers de pierre et ouvertes à tous vents malgré le peu de fenêtres.»*[32]

Ce n'est qu'après l'arrivée des Loyalistes et la création du Nouveau-Brunswick, en 1784, que les Acadiens reçoivent les titres de propriété de leur terre et qu'ils peuvent reconstruire leur village, comme avant la déportation de 1755. *«De nombreux petits villages naîtront, constitués de maisons plus solides possédant plus d'ouvertures, cloisonnées à l'intérieur, chauffées avec un poêle: on y sent plus de permanence.»*[33]

Il est intéressant de noter que le style de construction de maisons «pièces sur pièces» disparaît d'Acadie vers les années 1840, au moment même où se style devient populaire chez les Métis de l'Ouest canadien. Après 1840, dans l'Ouest, on construira la plupart des bâtiments dans le style de la Rivière-Rouge (pièces sur pièces), surtout les postes de traite des fourrures. Le fort Carlton est construit dans le style de la Rivière-Rouge.

Toutefois, les Métis sont encore un peuple nomade, vivant de la traite des fourrures et de la chasse au bison. La plupart de leurs maisonnettes sont très rustiques, construites dans les styles américains (saddle-back) ou en queue d'aronde. À partir du milieu du XIXe siècle, ils commencent à s'établir définitivement le long des rivières Rouge et Assiniboine, au Manitoba. Là, ils vont se construire des maisons plus permanentes dans le style de la Rivière-Rouge (pièces sur pièces).

En Acadie, les années 1840 marquent une certaine renaissance; on ouvre des collèges, on crée un premier journal et certains hommes se lancent en politique. Cette renaissance se manifeste également dans l'architecture. *«Plus spacieuse, construite différemment et beaucoup plus confortable, la maison acadienne connaît une évolution sans précédent. L'habitation de pièces sur pièces est maintenant disparue.»*[34]

Comme au Québec, et par la suite dans l'Ouest canadien, la vie sociale des Acadiens semble se dérouler dans la cuisine. Les gens ont tendance à se regrouper autour du poêle pour chanter, danser et conter des histoires. Notons que les salons n'apparaissent pas dans les maisons acadiennes avant 1860.

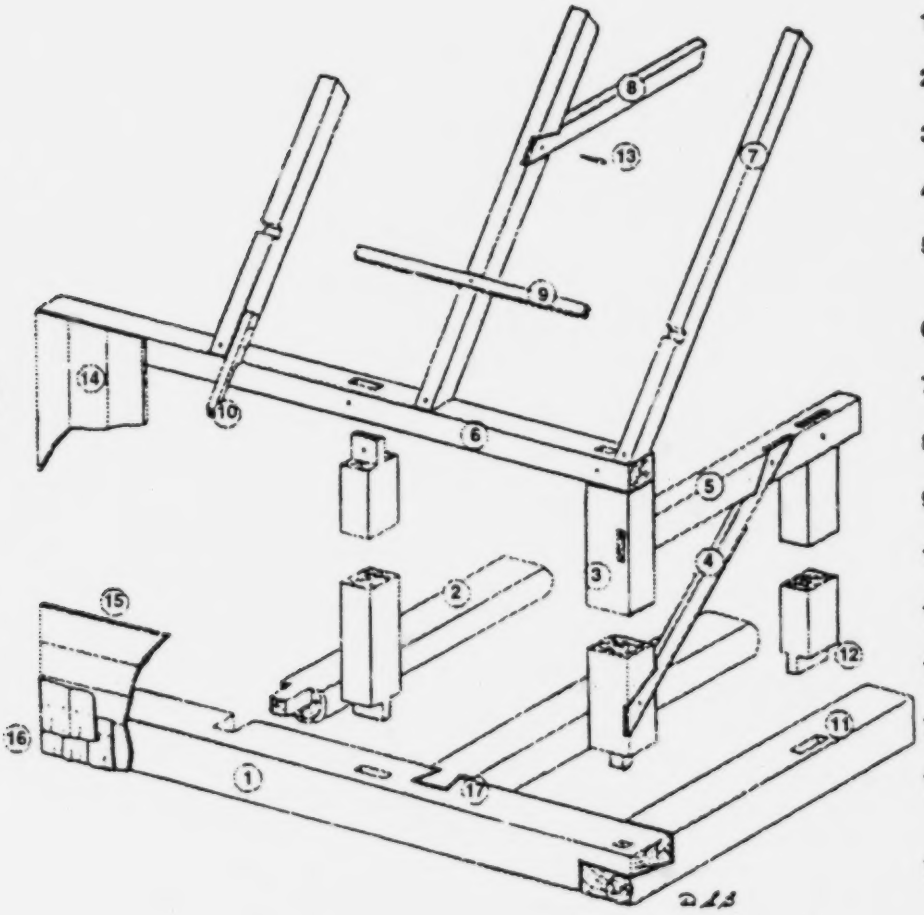
À cause de leur isolement, et plus tard de la déportation, les Acadiens ne peuvent pas faire venir de meubles de France, quoique certains d'entre eux, les plus riches, en ont sans doute fait venir des colonies de la Nouvelle-Angleterre. Les Acadiens sont alors obligés de fabriquer leur propre mobilier. On dit: *«L'économie de moyens sera la règle d'or; le besoin et la disponibilité des matériaux les seuls critères.»*[35] C'est-à-dire que les Acadiens n'ont que le strict minimum dans leur maison et ce qu'ils ont dépend de la disponibilité des matériaux comme le bois, le métal, etc.

Après la déportation et après le retour des Acadiens en 1784, la plupart des meubles sont faits de pin, un bois qu'on trouve en abondance

dans le nord du Nouveau-Brunswick. *«Assemblés à tenons et mortaises, d'une extrême simplicité, les meubles acadiens sont généralement fabriqués par l'usager.»*[36]

Comme c'est le cas pour la construction des maisons, le mobilier est déterminé par le contexte historique. Par exemple, avant 1784, on trouve peu de meubles dans une maison acadienne. *«Jusqu'en 1784, très peu de meubles, une table, quelques bancs, les lits... On se sert d'un coffre aussi bien pour s'asseoir que pour ranger: les pièces de mobilier sont à ce titre souvent polyvalentes.»*[37]

Comme toute autre société, cependant, les Acadiens ne manquent pas d'être touchés par l'industrialisation de la fin du XIXe siècle: *«La venue de meubles de facture industrielle fera inévitablement disparaître en le dévalorisant le meuble de fabrication domestique.»*[38]



Construction d'une maison dans le style pièces-sur-pièces tel qu'utilisé en Acadie au XVIIIe siècle. Reproduit du livre *Les Défricheurs D'eau* avec la permission du Village historique acadien, Caraquet, Nouveau Brunswick.

1. **Sole ou sablière inférieure**
2. **Solive de plancher**
3. **Poteau vertical**
4. **Bras de force**
5. **Poutre horizontale et solive de plafond.**
6. **Sablière inférieure**
7. **Chevron**
8. **Entrait**
9. **Panne**
10. **Copau**
11. **Mortaise**
12. **Tenon**
13. **Cheville**
14. **Recouvrement extérieur - vertical**
15. **Recouvrement extérieur - horizontal**
16. **Lambris de bardeau**
17. **Joint à queue d'aronde**

Chapitre trois

Le nationalisme acadien

Après le grand dérangement, il n'est pas surprenant que les Acadiens, de retour au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, essayent de se soustraire au regard d'une population anglophone qu'ils considèrent comme une ennemie. Ils choisissent alors *«des régions isolées, évitant de se faire connaître ou d'attirer l'attention sur eux. Ils y réussirent si bien qu'ils finirent par s'ignorer eux-mêmes.»*[39] Le poète américain, Henry Wadsworth Longfellow, auteur du poème *Évangeline* (1847), dit des Acadiens: *«les pères sont revenus de l'exil pour mourir dans leur pays natal.»*[40] Ils reviennent, selon Longfellow, pour mourir dans l'oubli.

Il est intéressant de noter qu'on voit le début d'une «Renaissance» acadienne à peu près au moment de la publication du poème *Évangeline*. C'est vers le début des années 1850 qu'on voit un réveil chez les Acadiens. Certains sont élus à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, ou même au Parlement canadien. C'est à ce moment qu'on commence à s'intéresser à l'éducation des jeunes.

En 1854, c'est l'ouverture du séminaire Saint-Thomas à Memramcook, dont la mission est de donner un enseignement supérieur aux Acadiens. En 1864, on voit la fondation du collège Saint-Joseph. Enfin, en 1867, année de la Confédération canadienne, c'est la création du journal français acadien, *Le Moniteur Acadien*.

Le congrès national de 1881

Même s'il reconnaît l'importance de chacun de ces événements sur le développement culturel et nationaliste des Acadiens, l'historien Émery Leblanc est d'avis que la «Renaissance» ne commence pas vraiment avant 1881. *«Mais c'est à partir du congrès national de 1881 que les Acadiens ont commencé à vivre comme entité distincte.»*[41]

Comme ce sera le cas en Saskatchewan en 1912 avec la fondation de l'ACFC, c'est un événement survenu au Québec qui pousse le peuple acadien à se regrouper en association nationale. En 1880, c'est la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec qui invite le peuple acadien à la célébration de sa fête nationale. *«Vous viendrez, aussi, Acadiens courageux et fidèles, race indomptable que ni la guerre ni la proscription n'ont pu courber ni détruire, rameau plein de sève, violemment arraché d'un grand arbre mais qui renaît et reparaît au soleil de la liberté.»*[42] En 1912, c'est la grande convention de la Société du Parler Français à Québec qui pousse les Franco-Canadiens de la Saskatchewan à se regrouper.

Un autre point commun qu'on retrouve entre les Acadiens de 1880 et les Franco-Canadiens de la Saskatchewan de 1912, c'est que les délégations, dans les deux cas, sont formées de prêtres et d'hommes politiques. Les femmes sont exclues, dans les deux cas.

Un an plus tard, les 20 et 21 juillet 1881, un grand congrès a lieu à Memramcook. Plus de 5 000 Acadiens participent à ce premier congrès national. Un comité de 12 hommes essaie de choisir une date pour «la fête nationale des Acadiens». Certains veulent le 24 juin, la Saint-Jean-Baptiste. D'autres veulent le 15 août, fête de l'Assomption.

Le lendemain, après un débat houleux, on s'accorde pour choisir le 15 août comme jour de la fête nationale des Acadiens. Débats houleux? Au point même que des Acadiens accusent d'autres d'être vendus ou assimilés: *«les esprits s'échauffaient et on en vint aux personnalités, reprochant par exemple à certains Acadiens d'angliciser leur nom ou d'épouser des anglaises.»*[43]

Trois ans plus tard, lors d'un deuxième congrès national à Miscouche, sur l'Île-du-Prince-Édouard, les délégués ont adopté la proposition suivante: *«Que le drapeau tricolore soit le drapeau national des Acadiens-français. Comme marque distinctive de la nationalité acadienne, on placera une étoile, figure de Marie, dans la partie bleue, qui est la couleur symbolique des personnes consacrées à la sainte Vierge.»*[44]

Donc, comme on peut voir, petit à petit les Acadiens se munissent d'outils qui favorisent le développement de leur culture: journal, association nationale, drapeau, écoles.

Dans le domaine de l'éducation, l'établissement de séminaires, comme celui de Memramcook et le collège Saint-Joseph, mènent en 1961 à la création de l'Université de Moncton.

Comme en Saskatchewan, une autre structure sociale permet au peuple Acadien de survivre et éventuellement de grandir et de développer sa culture: c'est l'Église. Comme c'est le cas au début du XXe siècle en Saskatchewan, les curés sont les chefs spirituels et politiques des Acadiens. Comme les Acadiens ont leurs abbés Le Loutre, Doucet et Cormier, nous en Saskatchewan nous avons nos Myre, Baudoux, Mathieu, Royer et Gravel.

La culture acadienne compte 300 ans d'histoire, de peines et de joies. Elle continue à s'adapter de jour en jour, empruntant ici et là. Vibrante, cette culture se traduit par des chants, des romans, des histoires de ses fils et de ses filles. *Réveille* chanté par Édith Butler rappelle le grand dérangement de 1755, mais *UIC* du groupe 1755 raconte aussi les peines et les misères des Acadiens d'aujourd'hui. Et, bien sûr, il y a les chansons de la mer: les complaintes, comme *La complainte de Pierre à Eusèbe.*

«Approchez-vous si vous voulez entendre
Une complainte qui vous fera comprendre,
Que l'homme n'est pas pour toujours ici-bas,
Mais qu'un seul pas peut le conduire au trépas.»[45]

Notes et références

1 Jean-Claude Dupont. — Héritage d'Acadie. — Montréal : Éditions Leméac, 1977. — P. 19
2 Rosemary Neering ; Stan Garrod. — La vie en Acadie. — Toronto : Fitzhenry & Whiteside, 1978. — (Collection Une nation en marche). — P. 7
3 Léopold Lanctôt, o.m.i. — L'Acadie des origines 1603-1771. — Montréal : Éditions du Fleuve, 1988. — P. 10
4 Ibid., p. 14
5 Ibid., p. 15
6 Jean Daigle. — «L'Acadie, colonie perdue». — Horizon Canada. —Vol. 1, n° 5. — St-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada,1984. — P. 98
7 Ibid., p. 9
8 Rosemary Neering ; Stan Garrod. — La vie en Acadie. — P. 9
9 Jean Daigle. — «L'Acadie, colonie perdue». — P. 102
10 Ibid., p. 103
11 Ibid., p. 102
12 Émery Leblanc. — Les Acadiens. — Montréal : Éditions de l'Homme, 1963. — P. 18-19
13 Jean Daigle. — «La déportation des Acadiens». — Horizon Canada. — Vol. 1, n° 12. — St-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada,1984. — P. 267
14 Ibid., p. 268
15 Ibid., p. 269
16 Léopold Lanctôt, o.m.i. — L'Acadie des origines 1603-1771. — P. 141
17 Émery Leblanc. — Les Acadiens. — P. 21
18 Ibid., p. 21
19 Ibid., p. 21-22
20 Jean-Claude Dupont. — Héritage d'Acadie. — P. 55
21 J. Alphonse Deveau. — L'abbé Le Loutre et les Acadiens. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1983. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 21-22
22 Cécile Chevrier. — Les Défricheurs d'eau. — Caraquet : Village Historique Acadien, 1978. — P. 24
23 Ibid., p. 25
24 J. Alphonse Deveau. — L'abbé Le Loutre et les Acadiens. — P. 26
25 Cécile Chevrier. — Les Défricheurs d'eau. — P. 25
26 Ibid., p. 25
27 Ibid., p. 27
28 Complainte: n.f., chanson populaire d'un ton plaintif dont le sujet est en général tragique ou pieux. C'est le récit chanté, jusqu'à un certain point mimé, d'un malheur connu que l'on aime se remémorer.
29 Jean-Claude Dupont. — Héritage d'Acadie. — P. 46
30 Driver: v.intr. De l'anglais. Pêcher avec une ligne en mouvement fixée à l'arrière d'une barque.
31 Jean-Claude Dupont. — Héritage d'Acadie. — P. 49
32 Cécile Chevrier. — Les Défricheurs d'eau. — P. 38
33 Ibid., p. 38
34 Ibid., p. 38
35 Ibid., p. 39
36 Ibid., p. 39
37 Ibid., p. 39
38 Ibid., p. 39
39 Émery Leblanc. — Les Acadiens. — P. 25
40 Ibid. p., 25
41 Ibid. p., 26
42 Ibid. p., 26
43 Ibid. p., 29
44 Ibid. p., 37
45 Jean-Claude Dupont. — Héritage d'Acadie. — P. 52

Bibliographie

Blanchard, J.-H. — Histoire des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard. — Summerside : William S. Crue, 1976

Breton, Raymond ; Savard, Pierre. — The Quebec and Acadian Diaspora in North America. — Toronto : Multicultural Society of Ontario, 1982

Chevrier, Cécile. — Les Défricheurs d'eau. — Caraquet : Village Historique Acadien, 1978

Conseil de la Vie française en Amérique. — Les Acadiens. — Québec : Conseil de la Vie française en Amérique, 1987

Daigle, Jean. — «L'Acadie, colonie perdue». — Horizon Canada. — Vol. 1, n° 5. — St-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada, 1984

Daigle, Jean. — «La déportation des Acadiens». — Horizon Canada. — Vol. 1, n° 12. — St-Laurent : Centre d'Étude en Enseignement du Canada, 1984

Deveau, J. Alphonse. — L'abbé Le Loutre et les Acadiens. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1983. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

Dupont, Jean-Claude. — Héritage d'Acadie. — Montréal : Éditions Leméac, 1977

Hautecoeur, Jean-Paul. — L'Acadie du discours. — Québec : Presses de l'Université Laval, 1975

Lanctôt, Léopold, o.m.i. — L'Acadie des origines 1603-1771. — Montréal : Éditions du Fleuve, 1988

Leblanc, Émery. — Les Acadiens. — Montréal : Éditions de l'Homme, 1963

Neering, Rosemary ; Garrod, Stan. — La vie en Acadie. — Toronto : Fitzhenry & Whiteside, 1978. — (Collection Une nation en marche)

Surette, Paul. — Petcoudiac : Colonisation et destruction 1731-1755. — Moncton : Éditions d'Acadie, 1988

La culture canadienne-française
Les Métis

La culture québécoise, comme on l'a vu, a commencé à évoluer dès l'arrivée des premiers colons. Est-ce que la même chose s'est produite pour les autres groupes francophones du pays tels que les Métis ou les Franco-Ontariens? Les Manitobains et les Franco-Colombiens ont-ils la même culture? Étudions un peu l'histoire du peuple métis, l'évolution de leur mode de vie et de leur culture.

Chapitre un

Les origines du peuple métis

Qui sont les Métis? Lorsque les premiers explorateurs européens arrivent sur le sol d'Amérique, plusieurs d'entre eux prennent des Indiennes pour femme. Chez les Métis, à la question: «Quand a été le début du peuple métis?», on répond, en plaisantant: «Neuf mois après l'arrivée du premier homme blanc.»

Au début, les Anglais leur donnent le nom de «half-breed», mais ce ne sont pas tous les Métis qui ont 50 % de sang blanc et 50 % de sang indien. Au début, oui, ils étaient des «half-breed», mais lorsqu'une personne n'a que 25 % de sang blanc, est-elle encore une «half-breed»?

Les Français, eux, leur ont donné le nom de «Sang mêlé» et ensuite celui de «Bois-brûlé» à cause de la couleur de leur peau. Plus tard encore, vers le milieu du XIXe siècle, ils commencent à s'appeler «Métis». Ce terme vient peut-être de l'espagnol «mestizo» ou encore du latin «miscere» (mélanger). Aujourd'hui, il est difficile de déterminer qui est Métis, ou plutôt qui a du sang indien. On dit même que tous les descendants de canadiens-français ont du sang indien dans les veines.

Au début de l'exploration de l'Ouest canadien, des Français, comme La Vérendrye, s'aventurent jusqu'aux Rocheuses. Ils ouvrent des postes de traite dans le nord-ouest de l'Ontario, et, au Manitoba, dans la région du lac Winnipeg. Partant de la baie d'Hudson, des Anglais, comme Henry Kelsey, suivent les rivières et se rendent jusque dans les Prairies. Francophones et anglophones, tous sont à la recherche des riches pelleteries. Au fur et à mesure qu'ils avancent vers l'ouest, ils prennent des Indiennes pour femmes.

Donc, le Métis est le descendant d'une alliance entre Blanc (Français ou Anglais) et Indienne. À cause de ce mélange, les Métis ont adopté des éléments des cultures de toutes ces sources. On les retrouvera dans leur langage, leurs coutumes et leurs traditions.

Au cours des premières années de colonisation du pays, les Métis s'identifient à un des deux groupes dont ils sont issus. Dans l'Est du pays, bon nombre de Métis sont assimilés par les sociétés canadiennes-françaises et américaines, parce que les Européens deviennent vite le groupe dominant. Mais dans l'Ouest, la situation est différente. Ici, il n'y a pas de société européenne dominante. Au début, les peuples indiens sont majoritaires. Ensuite, ce seront les Métis qui formeront la majorité. Donc, dans le Nord-Ouest, le Métis se range d'abord du côté de la famille de sa mère. Il se joint à la tribu indienne et est adopté comme un de ses membres. Mais, qu'adviendra-t-il lorsque les Métis seront le groupe dominant, au milieu du XIXe siècle?

Dès le début du XIXe siècle, les Métis commencent à se considérer de plus en plus comme un peuple unique. Ils se différencient des Européens et des Indiens. C'est à ce moment qu'ils commencent à s'identifier comme «les Bois-brûlés», et plus tard comme la «nation métisse».

Les origines

Une alliance entre Blanc et Indienne peut prendre différentes formes: *«Dans certains cas, un attachement permanent se développait entre le couple. Certains des traiteurs de fourrures retournaient en Nouvelle-France ou en Angleterre avec leurs femmes indiennes; quoique ces unions n'étaient rarement heureuses puisque les femmes venaient à s'ennuyer, elles ne pouvaient pas parler la langue du pays et elles étaient mises au ban de la société. Mais plus souvent, le coureur de bois ou un membre d'une compagnie de traite des fourrures prenait une femme indienne pour partager son lit seulement aussi longtemps qu'il demeurait dans le Nord-Ouest.»*[1] Lorsqu'il est rappelé dans son pays, le coureur de bois laisse derrière lui sa femme indienne et ses enfants métis.

La mère indienne, *«quoique soumise à son mari, comme l'était d'ailleurs la femme chez les peuples primitifs, était traitée avec des égards qui en faisaient une compagne plus encore qu'une servante.»*[2] Elle est donc appelée à jouer un rôle plus important que la femme blanche. Elle partage le travail et les responsabilités quotidiennes. Pendant que les hommes s'occupent de chasse et de pêche, les femmes cueillent les fruits sauvages, elles transportent l'eau, préparent les repas et elles entretiennent le feu. Mais, ce sont aussi les femmes qui débitent les carcasses de bisons, préparent la viande et le pemmican et préparent les fourrures.

La plupart des Métis français sont de fervents catholiques, comme leurs ancêtres canadiens-français. Mais, avant l'arrivée des missionnaires, les hommes blancs et les Métis avaient adopté les traditions du mariage indien. *«Le mariage chez les Indiens prenait des formes diverses selon les tribus. En général, ce n'était guère plus qu'un marché entre le jeune homme et les parents de la jeune fille ou même parfois entre les parents des deux conjoints.»*[3]

Ces mariages viennent à être connus sous le nom de «mariage à la mode du pays». Avec l'arrivée des missionnaires, vers le milieu du XIXe siècle, les Métis n'abandonnent pas complètement ces mariages à la mode du pays, surtout que les missionnaires ne sont pas toujours présents pour bénir les mariages. Il est donc commun au XIXe siècle que des Métis s'unissent d'abord «à la mode du pays», puis qu'ils fassent bénir leur mariage quelques mois plus tard lorsque le missionnaire vient dans la colonie ou dans la prairie. Il en est toujours ainsi à la fin des années 1870 lorsque Louis Riel épouse Marguerite Monette dit Belhumeur.

Puisque les Métis, comme leurs ancêtres indiens, n'ont pas laissé de documents écrits à propos de leur histoire, il faut se fier aux contes et aux histoires transmis oralement. Ou, il faut se fier aux documents laissés par les Blancs, missionnaires et autres. Pour cette raison, on a parfois tendance à accorder un lieu de résidence à des Métis qui en réalité vivaient ailleurs.

À cette époque, les missionnaires tiennent des registres des mariages, des baptêmes et des décès. Au début, les missionnaires s'établissent à la Rivière-Rouge. Mais, il y a des Métis qui vivent ailleurs: à la Montagne de Bois, dans la vallée de la Saskatchewan ou encore au lac Rabasca (lac Athabasca). De temps à autre, ces Métis se rendent à Saint-Boniface dans la colonie de la Rivière-Rouge où ils font bénir leur mariage par le curé et baptiser leurs enfants. Les missionnaires inscrivent ces mariages et baptêmes dans leurs registres, donnant l'impression que ces Métis vivent à la Rivière-Rouge. Il est alors très difficile de savoir où et quand certains Métis sont nés.

Plus tôt, nous avons mentionné que certains hommes blancs abandonnent leur femme indienne ou métisse et leurs enfants lorsque leur contrat avec la compagnie de traite des fourrures prend fin et qu'ils retournent au Bas-Canada ou en Europe. Qu'advient-il alors des

femmes abandonnées? Beaucoup d'entre elles retournent dans la tribu de leur mère. «Dans *certaines tribus la veuve d'un guerrier, ou la femme abandonnée par son mari, avait le privilège de se choisir un nouvel époux parmi les prisonniers de guerre. Dans d'autres tribus, les femmes croyaient à l'efficacité de philtres spéciaux qui devaient leur garantir l'amour et la fidelité du mari: pratique d'une valeur à peu près semblable à celle de la bague et du jonc chez les blancs.»*[4]

La nation métisse

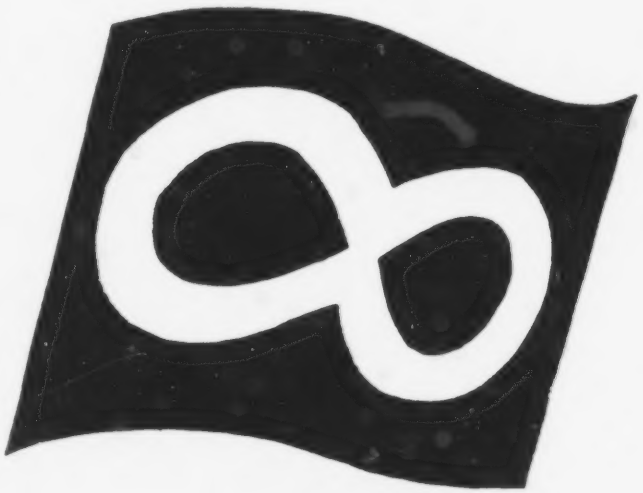
Le peuple métis, comme les Canadiens français du Saint-Laurent et les Acadiens, emprunte des éléments culturels ici et là. Ils empruntent des éléments de la culture et du mode de vie de leur père, Français ou Écossais. D'autres éléments seront empruntés à leur mère indienne.

Au début du XIXe siècle, on voit émerger la nation métisse. Entre 1760 et 1821, c'est la grande épopée des voyageurs et des coureurs de bois. La Nouvelle-France a été cédée à l'Angleterre et les deux grandes compagnies rivales, la Compagnie de la Baie d'Hudson et la Compagnie du Nord-Ouest, se font concurrence pour les riches pelleteries de l'Ouest.

Les Métis, ayant assez de force physique pour endurer la vie de voyageur et de coureur de bois, se lancent dans la traite des fourrures. *«Les hommes, chez les Métis, sont en général de haute taille. Les uns possèdent même la structure de colosses. Leur visage, aux pommettes saillantes sous des yeux d'un noir éclatant, est généralement cuivré, souvent couronné d'une longue chevelure noire comme du jais ou garni d'une barbe touffue. Leur physionomie est empreinte de noblesse et de fierté.»*[5]

Ils suivent l'exemple de leur mère indienne, s'adonnant au nomadisme. Pas question de se lancer dans l'agriculture. Les Métis *« se rapprochaient donc par leur mode de vie, également dominé par le nomadisme, également étranger à toute occupation sédentaire»*[6] de leurs ancêtres indiens. Ce n'est qu'au XIXe siècle qu'il y aura quelques expériences agricoles à la Rivière-Rouge, quoique les Métis aient de grands potagers pour se fournir en légumes.

La plupart des Métis s'adonnent à la traite et au transport des fourrures. Jusqu'en 1821, ils n'ont aucun problème pour se tailler une place dans la société du Nord-Ouest. Toutefois, avec l'arrivée des colons de Lord Selkirk au début du XIXe siècle et la fusion, en 1821, des deux compagnies de traite des fourrures, le rôle et l'importance des Métis se transforment. Lorsqu'il n'y a plus qu'une seule compagnie de traite des fourrures, beaucoup de Métis se retrouvent sans emploi. D'autre part, avec l'établissement des colons de Lord Selkirk sur des terres et l'arrivée de colons de l'Est, beaucoup des Métis commencent à penser à s'établir en permanence à la Rivière-Rouge. Ils établissent alors leur ferme comme c'est la coutume au Québec, sur un lot de rivière.



Le drapeau métis, un huit à l'horizontale sur un fond bleu, a été utilisé pour la première fois lors de la bataille des Sept-Chênes, le 19 juin 1816.

Tout au long du XIXe siècle, les Métis développent, petit à petit, le sentiment d'être un peuple unique, une nation. À cette époque, ils ont à leur tête des hommes comme Cuthbert Grant, Louis Riel, père et Louis Riel, fils. Cette idée de nation est renforcée par certaines victoires politiques et militaires.

Cette conviction d'être une nouvelle nation commence dès le début du XIXe siècle, lorsque les colons de Selkirk arrivent à la Rivière-Rouge, en 1812. Le conflit qui règne entre la Compagnie de la Baie d'Hudson et la Compagnie du Nord-Ouest continue à coûter cher aux deux Compagnies. Étant un des principaux actionnaires de la Compagnie de la Baie d'Hudson, Lord Selkirk obtient une concession de terre à la Rivière-Rouge pour l'établissement d'Écossais. Cette décision de Selkirk ne plaît pas aux actionnaires de la Compagnie du Nord-Ouest.

Lorsque les colons arrivent en 1812, leur gouverneur, Miles Macdonnell, commence à imposer des règlements qui choquent les Métis. Il émet une proclamation interdisant l'exportation du pemmican de la colonie. «Pl*usieurs Métis gagnaient leur vie en vendant du pemmican et ils étaient ulcérés par cette proclamation.*»[7] Plus tard, il soulève à nouveau la colère des Métis: *«Mais le gouverneur Macdonnell souleva à nouveau la fureur des Métis en interdisant qu'on chasse le bison, à dos de cheval, sur le territoire entourant la jeune colonie.»*[8]

Puisque c'est la guerre entre les employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson et ceux de la Compagnie du Nord-Ouest, les *Nor'Westers*[9] se mêlent à ce conflit entre Métis et Écossais, du côté des Métis. *«Ils leur insufflèrent la conviction qu'ils étaient les seuls véritables maîtres du Nord-Ouest et qu'ils n'avaient pas à obtempérer à une autre loi que la leur.»*[10]

Le conflit conduit les Métis et les Écossais à prendre les armes le 19 juin 1816. La bataille des Sept Chênes coûte la vie à vingt-et-un colons et soldats écossais, et beaucoup d'historiens voient cette bataille comme un tournant pour les Métis. Dorénavant, ils n'ont plus à chercher à s'intégrer aux Indiens ou aux Européens: ils se voient comme la «nation métisse».

Au cours des années suivantes, ils remportent d'autres victoires: contre le monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson (l'affaire Sayer en 1849) et contre Ottawa (la création du Manitoba en 1870).

La période entre 1816 et 1870 est «les belles années» du peuple métis; c'est l'époque des chasses annuelles au bison, du frétage et de la traite des fourrures. C'est aussi le début de l'établissement des Métis dans des villages permanents de la Rivière-Rouge (Saint-Boniface, Saint-Vital, Pembina, etc.) et quasi-permanent en Saskatchewan (Petite-Ville et Montagne de Bois).

Chapitre deux

Le mode de vie

Les Métis pratiquent le nomadisme: *«Le Métis était habituellement nomade, autant par sa mère habituée à la vie libre des plaines, que par son père, friand de courses et d'aventures... Le travail de la terre n'avait aucun charme pour lui.»*[11] Toutefois, les Métis ne sont ni paresseux, ni irresponsables. Ils ont bien du travail pour s'occuper: *«les Métis s'occupaient de la construction de leurs maisons, meubles, traîneaux, charrettes, canots, etc.»*[12] De plus, leurs services sont souvent recherchés en tant que voyageurs, arpenteurs, et guides. *«On s'adressait de préférence au Métis parce qu'il pouvait servir d'interprète auprès des Sauvages et parce qu'il était plus digne de confiance que ces derniers.»*[13]

Lorsqu'ils décident enfin de s'établir en permanence à un endroit, les Métis choisissent souvent le meilleur terrain. Louis Riel écrit: *«Les établissements métis ont été les jalons de la civilisation future. Ils ont été si bien choisis qu'ils deviennent partout les centres sur lesquels s'appuie l'émigration pour coloniser et rayonner dans tous les sens.»*[14] Il avait raison car ce sont les Métis qui ont été les premiers à s'établir là où naîtront de grandes villes, comme Winnipeg, Prince Albert, Edmonton et Calgary.

La chasse au bison

Mais entre 1821 et 1870, ce sont la chasse au bison et le *frétage* qui constituent les principales occupations des Métis. Ils deviennent les fournisseurs de viande (pemmican) de l'industrie de la traite des fourrures. Et, avec leurs charrettes de la Rivière-Rouge, les Métis deviennent transporteurs d'approvisionnement des postes de traite de l'Ouest et du Nord, et transporteurs de fourrure vers les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson à la Rivière-Rouge.

La chasse au bison est donc la principale occupation des Métis, et leur favorite: *«Le gibier le plus important était le buffle ou bison, car cet animal fournissait non seulement la nourriture, mais encore une bonne partie du vêtement et de l'abri.»*[15] À cause de son importance pour la survie de leur communauté, les Métis ne partent pas à la chasse de façon désordonnée: *«Autant pour se tenir en garde contre les Indiens malveillants, les Métis, à la veille d'une grande chasse au bison, se réunissaient et s'organisaient.»*[16]

Les Métis sont fiers de s'appeler des «hommes libres». Toutefois, pour que la chasse soit une réussite, il est important d'imposer des lois. Ces lois sont simples mais elles doivent être respectées par tous les membres du groupe.

«En fait, ils ne faisaient qu'entériner une fois de plus les règlements établis lors des chasses précédentes, règlements qui restèrent à peu près inchangés jusqu'aux dernières chasses au bison, quarante ans plus tard.

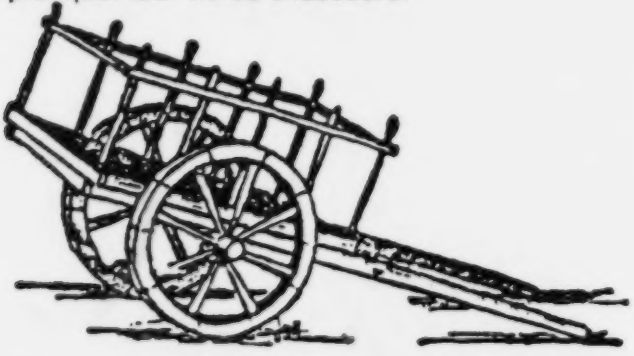
1. *Nul ne doit chasser le dimanche.*
2. *Nul groupe ne doit s'écarter du convoi, ni le précéder, ni traîner en arrière.*
3. *Nul groupe ou individu ne doit chasser le bison avant le signal.*
4. *Chaque capitaine et ses hommes, à tour de rôle, doivent patrouiller à l'intérieur du camp et monter la garde.*
5. *Dans le cas d'une première infraction, la selle et la bride du contrevenant seront*

lacérées.

6. *Dans le cas d'une deuxième infraction, le manteau du coupable sera saisi et lacéré.*
7. *Dans le cas d'une troisième infraction, le coupable sera fouetté.*
8. *Toute personne trouvée coupable de vol, même si c'est une peccadille, sera amenée au milieu du campement et le crieur criera son nom trois fois, y adjoignant chaque fois le mot "voleur".»*[17]

Plus tard, lorsqu'ils sont établis dans la vallée de la Saskatchewan, à Saint-Laurent et à Batoche, les Métis continuent de se gouverner en utilisant les règlements de la chasse. Toutefois, avec l'arrivée dans l'Ouest de la Police montée en 1874, les Métis devront se soumettre à la loi du pays. Un incident survient en 1875 lorsque Gabriel Dumont juge certains chasseurs indépendants coupables d'avoir violé les règlements métis de la chasse. Les chasseurs se plaignent auprès du juge de paix, Lawrence Clark, qui demande à la Police montée d'arrêter Dumont. Bien que le chef Métis puisse se justifier, les résidants de Saint-Laurent acceptent dorénavant de se soumettre à la loi du pays.[18]

Lorsque le bison disparaît, les Métis commencent à penser à changer leur mode de vie. Mais beaucoup d'entre eux choisissent de se diriger vers le nord où ils peuvent continuer à pratiquer leur vie de chasseurs.



Une charrette de la Rivière-Rouge.
Source: Dépliant publicitaire, Maison Alexandre McGillis, Saint-Victor, Saskatchewan

Le frétage

Suivant les traces de leur père canadien-français, les Métis deviennent d'habiles voyageurs sachant manier les canots d'écorces de bouleau, les barques York et les charrettes. Les Métis deviennent les principaux transporteurs de biens dans le Nord-Ouest. *«C'est dans le groupe des Bois-Brûlés que se recruteront de plus en plus les conducteurs de charrettes qui, bientôt, parcourront la Prairie: activité qui répondait à leurs habitudes de vie aussi fidèlement que la profession de "voyageur" où leurs pères s'étaient longtemps distingués.»*[19]

Une fois qu'ils ont gagné le droit de «commerce-libre» avec les Américains et qu'ils ont brisé le monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson avec l'affaire Sayer en 1849, les Métis créent dans l'Ouest un vaste réseau de pistes pour leurs charrettes. Ces pistes vont de Saint-Boniface et Fort Garry jusqu'à Edmonton en passant par Batoche et Fort Carlton, et de Prince Albert jusqu'aux États-Unis en passant par la Montagne de Bois et la Montagne de Cyprès.

Lorsque l'industrie du *frétage* est remplacée par les chemins de fer, les Métis doivent chercher d'autres emplois. Toutefois, plusieurs continuent dans cette industrie, devenant camionneurs ou travaillant pour les compagnies de chemin de fer.

L'architecture

Étant un peuple nomade, les Métis ne procèdent pas immédiatement à la construction d'une habitation, comme l'avait fait Samuel de Champlain à Port-Royal en 1604 et ensuite à Québec en 1608. Ce n'est que lorsqu'ils commencent à abandonner la vie nomade, vers le milieu du XIXe siècle, que les Métis se préoccupent de bâtir une maison.

Lorsqu'ils sont sur la route, lorsqu'ils se promènent dans la prairie à la recherche des bisons, ou transportant approvisionnement et fourrures d'une place à l'autre, leur logis est une tente en peau, de forme conique. Comme leurs ancêtres maternels, les Métis ont adopté le tipi comme habitation.

En une journée, une caravane de charrettes de la Rivière-Rouge peut faire jusqu'à 30 kilomètres. *«Chaque soir, les éclaireurs désignaient le lieu du campement, autant que possible à proximité de l'eau et du bois. On formait un grand cercle avec les charrettes qui servaient de barricades contre les attaques toujours à redouter des Indiens. À l'intérieur du cercle, se trouvait le camp proprement dit, les tentes, le mobilier, et les animaux attachés à des pieux. Enfin, tout au centre, un feu allumé, à la chaleur duquel les femmes faisaient cuire le repas de la famille.»*[20]

Mais, lorsqu'ils commencent à s'établir dans des campements d'hiver permanents, Légaré à la Montagne de Bois, les Dumont à la Petite Ville et les Trottier à la Prairie Ronde (voir *Gabriel Dumont*), ils commencent à se bâtir des maisons de rondins. *«Leurs habitations bordaient les rivières et les lacs, sous l'abri de pointes boisées. Les chaumières où les Métis passaient l'hiver étaient construites de troncs d'arbres équarris, enclavés les uns dans les autres en queue d'aronde. La hache était le seul outil utilisé pour ce travail.»*[21]

Dans son *Histoire de Willow Bunch*, l'abbé Clovis Rondeau décrit les maisons métisses: *«Ces premières demeures n'avaient, certes, rien d'un palais; mais elles étaient suffisantes et, jusqu'à un certain point, confortables... Ces cabanes étaient construites en rondins de bois de tremble, plâtrées en dehors; et à l'intérieur, bien enduites et étanchées avec la terre glaise du pays. Cette terre est, en effet, ténue comme de la farine, et lorsqu'elle a séché, devient d'une dureté et d'une consistance remarquables.»*[22]

Dans certains cas, il est même question d'ajouter une couche ou deux de chaux sur les murs intérieurs et extérieurs. *«Les toits triangulaires étaient couverts de chaume, d'écorce ou d'argile. Une seule porte au centre, entre deux fenêtres à panneau de peau parcheminée, permettait aux habitants et à la lumière de pénétrer dans l'unique pièce du logis, souvent dépourvue de plancher.»*[23]

Plus tard, d'abord à la Rivière-Rouge et ensuite en Saskatchewan, les Métis veulent bâtir des logis plus permanents, et plus grands. Ils choisissent alors des maisons dans le style de la Rivière-Rouge. Ce style de construction, qu'on a aussi nommé *pièces sur pièces*, a été emprunté par les Métis à leurs ancêtres québécois et même acadiens. Ce type de construction était commun au Québec au XVIIe et au XVIIIe siècles. Dans le Nord-Ouest, la Compagnie de la Baie d'Hudson avait utilisé ce genre de construction pour les bâtiments de ses forts.

Vers 1880, à Batoche, plusieurs riches commerçants se font bâtir des maisons dans le style de la Rivière-Rouge. *«Les maisons spacieuses de Xavier Letendre, Salomon Venne et Emmanuelle Champagne illustrent bien le premier type. Il s'agit de constructions de rondins habituellement recouvertes de planches, avec une toiture en bardeaux. La maison de Letendre est en deux sections de deux étages, et mesure environ 9,75 m sur 13,4; les murs intérieurs sont revêtus de panneaux de bois ou de crépi.»*[24]

Donc, vers la fin du XIXe siècle, les Métis deviennent de plus en plus sédentaires et cela se révèle par le type de maison qu'ils construisent. Au fur et à mesure qu'ils abandonnent la vie nomade, les habitations deviennent de plus en plus luxueuses.

Alors qu'au début du XIXe siècle, la plupart des maisonnettes des Métis n'avaient qu'une seule pièce, ce n'est plus le cas vers la fin du siècle.

«Les *demeures devinrent plus spacieuses, continrent plusieurs pièces: cuisine, petit salon, chambres à coucher; des escaliers conduisirent au grenier que l'on aménagea; les bardeaux remplacèrent le chaume, l'écorce et l'argile; la vitre aux fenêtres remplaça le parchemin.*»[25]

L'habillement

Lorsque la «nation métisse» commence à prendre forme au début du XIXe siècle, les Métis sont obligés de se suffire pour leur habillement. Il n'est pas question d'aller au magasin pour acheter une nouvelle chemise, un pantalon ou des souliers.

L'habit du Métis, comme celui de ses ancêtres maternels, est donc fabriqué de peau (bison) ou de fourrures. «*Les Amérindiens des Plaines portaient des vêtements de peau de cerf de Virginie (chevreuil), de wapiti et d'antilope. Des mocassins à semelle épaisse, habituellement en peau de bison, protégeaient leurs pieds. Par temps froid, ils s'enveloppaient les épaules dans une grande couverture, également en peau de bison... Les femmes portaient des robes de cuir de cerf de Virginie (chevreuil), d'antilope ou de wapiti, des guêtres*[26] *et des mocassins. Les enfants s'habillaient comme leurs parents, mais ils étaient généralement nus en été.*»[27]

Lorsque des traiteurs blancs commencent à arriver à la Rivière-Rouge, surtout après l'arrivée des colons de Lord Selkirk, les Métis commencent à adjoindre à leur habit traditionnel des vêtements fabriqués ailleurs. «*Pendant les longs mois d'hiver, les hommes s'enveloppent dans leurs longs capots bleus, mettent leurs belles ceintures fléchées multicolores et se promènent sur les routes de la colonie dans leurs carrioles tirées par leurs meilleurs chevaux.*»[28]

Vers la fin du XIXe siècle, le changement est presque complet: «Les *vêtements traditionnels du milieu du XIXe siècle sont pour la plupart détrônés par les habits "européens" à partir des années 1870.*»[29] À la Rivière-Rouge, les Métis essaient de suivre les modes les plus récentes de Montréal et de Saint-Paul au Minnesota. Mais dans les campements d'hiver en Saskatchewan, on continue à porter des vêtements traditionnels jusqu'au début du XXe siècle (châle, ceinture fléchée et «capot» de poil de chat). Aux pieds, les Métis portent des mocassins qu'ils nomment «souliers à cuir mou». *La préparation du cuir mou à soulier était une affaire assez compliquée. Il fallait en enlever le poil, puis assouplir la peau nue en la fumant et en la frottant, jusqu'à ce qu'elle devint souple comme du drap et douce comme du chamois.*»[30]

Les femmes ont abandonné les robes de peau pour des robes de coton ou de laine. Le fréteur métis, Louis Goulet a décrit le costume de la femme: «*les femmes portaient aussi des souliers mous, surtout brodés, des mitasses, une longue jupe de robe qui descendait jusqu'aux pieds, surmontée d'une espèce de justaucorps appelé basque, à manches bouffantes entre le coude et l'épaule, qui se terminaient en pointes montant à la hauteur des oreilles. Le velours était le plus porté.*»[31]

Donc, petit à petit l'habillement du Métis se transforme, allant du costume traditionnel de l'Indien à celui de ses ancêtres paternels d'Europe. C'est le cas à Batoche entre 1880 et 1910. «*Des photographies montrent que les hommes s'habillaient davantage à l'européenne (ou à la nord-américaine); ils portent souvent "la ceinture à flèche des vieux halfbreed(s)" mais le soulier "français" était porté le dimanche par les fréteurs-cultivateurs et les journaliers, et quotidiennement par les commerçants, les fonctionnaires et les autres "gens de bureau".*»[32] Pendant la semaine, les fréteurs-cultivateurs portent toujours les vieux mocassins traditionnels.

Les Métis ne vont pas acheter chemises, pantalons et chaussettes dans un magasin:

«Peu de gens achètent le prêt-à-porter, sauf peut-être quelques personnes à l'aise. Les femmes métisses sont habiles avec le fil et l'aiguille, et les vêtements sont faits à la maison.»[33]

Les loisirs

Les Métis avaient bien compris l'importance de la coopération. *«La vie de famille était respectée, les moeurs pures, l'honnêteté et la charité une religion. La colonie des premiers Métis constituait une grande famille où la paix, l'hospitalité et la camaraderie réglaient leur existence.»*[34]

Il ne faut pas grand-chose pour pousser les Métis à faire la fête, même si leurs curés n'aiment pas ça: ils adorent danser et chanter. Les mariages sont une occasion de se regrouper. *«Les Métis aiment s'amuser et prendre un p'tit coup; chez eux, la générosité et l'hospitalité sont de règle. Les "musiques" sont indispensables aux veillées: violons, accordéons, "ruine-babines" (harmonicas), tambours, guitares, bombardes (guimbardes) ainsi qu'une batterie composée de cuillers, assiettes ou bols de bois ou de fer blanc, etc.»*[35] On disait même qu'elle était rare la maison métisse où il n'y avait pas de violon.

«On danse des reels, gigues, stepdances, cotillons, quadrilles (danses carrées), châtises et des menuets, surtout chez les plus anciens. Ces danses ont pour noms "two-step", "seven step", "châtise", "drops of brandy" (danse du crochet), "reel O'Cats", "reel à huit" (eight hand reel), "danse aux mouchoirs", "pair of fours", "danse du lièvre" (rabbit dance), cette dernière accompagnée de petits cris.»[36] Certaines de ces danses métisses viennent du Québec, de la vieille France et des États-Unis, tandis que d'autres viennent d'Écosse et d'Angleterre. On invente aussi des nouvelles danses à la Rivière-Rouge et à Batoche.

Les Métis aiment aussi chanter. Certaines chansons, transmises de pères en fils, viennent du Québec.[37] D'autres, sont des chansons écrites par les Métis eux-mêmes. Comme les Québécois et les Acadiens, les Métis composent des complaintes. Le poète métis, Pierre Falcon, par exemple, a écrit une complainte pour marquer la victoire des Bois-Brûlés à la bataille des Sept-Chênes.

«Chanson de la Grenouillère par Pierre Falcon

Voulez-vous écouter chanter
Une chanson de vérité?
Le dix-neuf de juin la bande des Bois-Brûlés
Sont arrivés comme des braves guerriers.

En arrivant à la Grenouillère
Nous avons pris trois prisonniers:
Trois prisonniers des Arkanys
Qui sont ici pour piller notre pays.

Étant sur le point de débarquer
Deux de nos gens se sont mis à crier:
Deux de nos gens se sont mis à crier:
"Voilà l'Anglais qui vient nous attaquer!"»[38]

Il y a aussi d'autres occasions de se rencontrer. À Batoche, vers la fin du XIXe siècle, on organise un pique-nique annuel. *«Le pique-nique s'accompagne de courses de buggy, de jeux pour les enfants, de tirages, ainsi que de concours de "tir au poignet" (bras de fer) et de tir d'armes à feu pour les hommes. Les femmes exposent leurs travaux à l'aiguille et au crochet, des dentelles, broderies et couvertures piquées, ainsi que des catalognes et des ceintures fléchées.»*[39]

Dans d'autres régions, ce sont les rodéos qui retiennent l'attention des jeunes hommes et des femmes aussi. Même quand il n'y a pas de rodéos, les jeunes hommes aiment montrer leurs prouesses à cheval: *«Sur un autre parcours de la plaine les cavaliers s'élancent comme dans une classe de manège dont chaque membre s'évertuerait à surpasser l'autre*

en virtuosité. Les uns piquent leur coursier des deux, jetant un objet sur l'herbe, reviennent sur leurs pas à la même vitesse pour ramasser l'objet sans modérer d'allure. D'autres vont à fond de train, sautent sur le sol, et du même bond, remontent à dos de cheval et répètent l'acrobatie de l'autre côté de leur cheval, toujours sans ralentir.»[40]

Même le vieux chef métis, Gabriel Dumont, s'adonne à ces passe-temps. Pendant environ deux ans, Dumont se présente en spectacle avec Buffalo Bill Cody et son «Wild West Show».

La nourriture

Les Métis étant, avant tout, un peuple nomade vivant des profits de la chasse, ils mangent beaucoup de viande. Le Métis Louis Goulet en fait état dans ses mémoires: *«Les repas étaient ce qu'il y avait de plus simple, composés principalement de viandes: chair de buffalo cuite, fumée, séchée; mais le plus souvent apprêtée sous forme de pemmican; chair de poisson, venaison, séchée ou fumée, galettes, tartes aux petits fruits sauvages, secs ou cuits en confiture. Nous avions des tourtières de différentes sortes.»*[41]

Même quand le bison disparaît vers la fin du XIXe siècle, la viande demeure un des mets préférés: *«Suite à la disparition du bison, la viande "dite sauvage" le remplace, entre autres, le chevreuil, l'ours, les poules de prairie, le faisan et le canard. On y mange aussi des* jackrabbits *(lièvres) et moins souvent, surtout les jours maigres, du poisson (e.g. le doré et l'esturgeon) "boucanné".»*[42]

Lorsqu'ils commencent à s'établir dans des campements permanents, à la Petite Ville et à Prairie Ronde pour n'en nommer que deux, les Métis commencent à planter des légumes dans leur grand potager, au printemps, avant de partir pour la chasse annuelle. Les légumes sont récoltés à l'automne au retour des chasseurs et de leur famille. C'est aussi le cas lorsque la chasse au bison devient une chose du passé.

«Le jardin potager est un élément important de l'alimentation. Les Métis cultivent en grandes quantités les patates (pommes de terre), carottes, choux de Siam (rutabagas), choux, navets, pa[illegible], citrouilles, oignons, haricots, concombres et laitue. Le maïs multicolore (blé d'Inde indien) est très populaire.»[43] L'hiver, les légumes étaient entreposés dans des caveaux intérieurs. Il est intéressant de noter qu'à l'emplacement de la Petite Ville, à environ quinze kilomètres au sud de Batoche, les caveaux sont la seule chose qui indique encore l'emplacement de l'ancien campement métis.

Le parler métis

Alors que la culture métisse se développe, influencée par une multitude d'événements sociaux, politiques et économiques, la langue française parlée par les Métis évolue à son tour. Dans le parler Métis, les «t» sont prononcés «ch», et la langue métisse devient alors la «langue méchif». *«Ce parler est présentement en voie de disparition dans une bonne partie des localités où il se parlait autrefois et ne semble résister à l'assimilation que dans certains petits villages du Manitoba.»*[44]

Le parler méchif est avant tout un dialecte oral, mais on peut en retrouver des exemples écrits dans les récits de Guillaume Charette, *L'espace de Louis Goulet* et dans les mémoires de Louis Schmidt publiés au début du siècle dans le *Patriote de l'Ouest.*

Voici quelques exemples du parler méchif tirés de *«Les gens libres - Otipemisiwak» Batoche, Saskatchewan, 1870-1930*, de Diane Payment:

«Savez-vous tu (Savez-vous que)
- Que viens-tu cri (chercher)
- Agréillez-vous (préparez-vous)

- Nous nous sommes fait galvander (poursuivre)
- Ça dit ça (on dit cela)
- Aller rôder (visiter)
- Aller aux graines (cueillir des fruits sauvages)
- Camper (coucher dehors)
Jongler (penser)
-Wow boy (arrête)»[45]

D'après ces exemples, il est possible de déduire que l'anglais a eu une influence sur le parler méchif (Wow boy). Mais, il y a d'autres influences comme les langues indiennes *«tanchi (bonjour), nanti (apporter) et mishatim (cheval) du cris»*[46] ou l'ancien français *«estampe* (estamper) *pour fer à marquer (le bétail), jaquette* (jaquete) *pour pyjamas»*.[47] Il est donc facile de comprendre ces influences; l'ancêtre maternel était indien, et, des mots de vieux français venant des ancêtres paternels ont subsisté dans le langage méchif parce que les Métis, pendant longtemps, ont vécu isolés, loin de la société canadienne-française.

Malheureusement, beaucoup des Métis ont choisi de s'assimiler au groupe dominant composé d'anglophones: *«Graduellement, pour échapper à la discrimination ou pour s'identifier à la majorité, plusieurs optent pour l'anglais.»*[48] Il est aussi possible que les Métis ont tellement entendu dire qu'ils parlaient mal le français qu'ils ont tout simplement abandonné cette langue. *«Une fois qu'ils se sont aperçus qu'ils ne parlaient pas le français comme les autres (Français et Canadiens français), qu'ils avaient beaucoup d'expressions particulières, là ils se sont lancés sur l'anglais.»*[49]

Hélas, l'assimilation veut dire que nous perdons graduellement un langage français qui est imagé et coloré, un langage qui utilise souvent la syntaxe indienne: *«votre fils son livre (le livre de votre fils), Marie sa vache (la vache de Marie) et c'est ma fille son mari, ça (c'est le mari de ma fille).»*[50]

Conclusion

Tous ces éléments, politiques, sociaux et économiques font que les Métis développent une culture différente de celle de leurs cousins du Québec et de l'Acadie, et même différente de celle des Indiens de l'Ouest. Au cours des décennies, des siècles même, ils développent un mode de vie qui est unique, mais qui subit l'influence du Québec, de la France, de l'Angleterre et de l'Écosse, des tribus indiennes et des Canadiens anglais et Américains.

La culture métisse est bien vivante, même si le langage est en voie de disparition, car cette culture s'étend bien au delà de la langue.

Notes et références

1 D. Bruce Sealey ; Antoine S. Lussier. — The Metis, Canada's Forgotten People. — Winnipeg : Manitoba Métis Federation Press, 1979. — P. 5
2 Auguste-Henri de Trémaudan. — Histoire de la nation métisse dans l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1979. — P. 33
3 Ibid., p. 33
4 Ibid., p. 34
5 Ibid., p. 48
6 Marcel Giraud. — Le Métis canadien. — Vol. 1. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1984. — P. 85
7 D. Bruce Sealey. — Cuthbert Grant et les Métis. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1979. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 6
8 Ibid., p. 7
9 Nor'Westers: nom donné aux employés de la Compagnie du Nord-Ouest.
10 D. Bruce Sealey. — Cuthbert Grant et les Métis. — P. 7
11 Auguste-Henri de Trémaudan. — Histoire de la nation métisse dans l'Ouest canadien. — P. 49
12 Ibid., p. 50
13 Ibid., p. 51
14 Ibid., p. 52
15 Ibid., p. 58
16 Ibid., p. 59
17 George Woodcock. — Gabriel Dumont, le chef des Métis et sa patrie perdue. — Traduit par Pierre Desruisseaux, François Lanctôt. — Montréal : VLB Éditeur, 1986. — P. 44
18 George Woodcock. — Gabriel Dumont. — Edmonton : Hurtig Publishers, 1975. — P. 103-110
19 Marcel Giraud. — Le Métis canadien. — P. 755
20 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970. — P. 9
21 Auguste-Henri de Trémaudan. — Histoire de la nation métisse dans l'Ouest canadien. — P. 52
22 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — P. 31
23 Auguste-Henri de Trémaudan. — Histoire de la nation métisse dans l'Ouest canadien. — P. 52
24 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — Batoche, Saskatchewan, 1870-1930. — Ottawa : Environnement Canada, Service des parcs, 1990. — P. 47
25 Auguste-Henri de Trémaudan. — Histoire de la nation métisse dans l'Ouest canadien. — P. 54
26 Guêtre: jambière de cuir qui couvre les jambes, du dessus du pied jusqu'au genou.
27 James Cass. — Mistatin, Les Amérindiens des plaines. — Éditions Études Vivantes, 1985. — (Collection Les Peuples Autochtones du Canada). — P.1
28 George Woodcock. — Gabriel Dumont, le chef des Métis et sa patrie perdue. — P. 32
29 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 48
30 Guillaume Charette. — L'espace de Louis Goulet. — Saint-Boniface : Éditions Bois-Brûlés, 1976. — P. 67
31 Ibid., p. 68
32 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 49
33 Ibid., p. 49
34 Auguste-Henri de Trémaudan. — Histoire de la nation métisse dans l'Ouest canadien. — P. 55
35 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 57
36 Ibid., p. 57
37 Marie-Louise Perron. — Chants que les anciens m'ont donnés : Vieux chants

français de la Saskatchewan. — Regina : Commission culturelle fransaskoise, 1989

38 D. Bruce Sealey. — Cuthbert Grant et les Métis. — P. 9

39 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 60

40 Guillaume Charette. — L'espace de Louis Goulet. — P. 43

41 Ibid., p. 20

42 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 51

43 Ibid., p. 53

44 Robert Papen. — «Un parler français méconnu de l'Ouest canadien : le métis». — Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest. Colloque. (3e, 1983, Regina). — Actes du colloque. — P. 123

45 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 64

46 Robert Papen. — «Un parler français méconnu de l'Ouest canadien : le métis». — P. 132

47 Ibid., p. 132

48 Diane Paulette Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 65

49 Ibid., p. 65

50 Robert Papen. — «Un parler français méconnu de l'Ouest canadien : le métis». — P. 129

Bibliographie

Cass, James. — Mistatin, Les Amérindiens des plaines. — Éditions Études Vivantes, 1985. — (Collection Les Peuples Autochtones du Canada)

Charette, Guillaume. — L'espace de Louis Goulet. — Saint-Boniface : Éditions Bois-Brûlés, 1976

Giraud, Marcel. — Le Métis Canadien. — Vol. 1-2. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1984

Papen, Robert. — «Un parler français méconnu de l'Ouest canadien : le métis». — Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest. Colloque. (3e, 1983, Regina). — Actes du colloque

Payment, Diane Paulette. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — Batoche, Saskatchewan, 1870-1930. — Ottawa : Environnement Canada, Service des parcs, 1990

Perron, Marie-Louise. — Chants que les anciens m'ont donnés : Vieux chants français de la Saskatchewan. — Regina : Commission culturelle fransaskoise, 1989

Rondeau, Clovis, abbé ; Chabot, Adrien, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970

Sealey, D. Bruce. — Cuthbert Grant et les Métis. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1979. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

Sealey, D. Bruce ; Lussier, Antoine S. — The Metis, Canada's Forgotten People. — Winnipeg : Manitoba Metis Federation Press, 1979

de Trémaudan, Auguste-Henri. — Histoire de la Nation Métisse dans l'Ouest Canadien. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1979

Woodcock, George. — Gabriel Dumont, le chef des Métis et sa patrie perdue. — Traduit par Pierre Desruisseaux et François Lanctôt. — Montréal : VLB Éditeur, 1986

Woodcock, George. — Gabriel Dumont. — Edmonton : Hurtig Publishers, 1975

La culture canadienne-française
Les Fransaskois

La culture québécoise commence à évoluer dès l'arrivée, au Canada, des premiers colons. Le même scénario se reproduit en Acadie et dans l'Ouest avec les Métis. En est-il de même pour les Fransaskois? Dans cet article, nous allons parler surtout des Fransaskois, mais il sera aussi question des francophones des provinces voisines. Même s'il y a des différences entre les Fransaskois, les Franco-Albertains et les Franco-Manitobains, il y a aussi beaucoup de similarités.

Chapitre un

La culture et nos cousins de l'Ontario, du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique

La culture canadienne-française, comme nous l'avons vu dans les documents portant sur le Québec, l'Acadie et les Métis, a évolué différemment dans les différentes régions du pays. Chaque groupe a été influencé par différents facteurs. La politique, l'économie, la société sont tous des facteurs qui influencent le développement de la culture d'un groupe.

Ces mêmes facteurs ont aussi influencé les francophones de l'Ontario et de l'Ouest canadien. En Ontario, par exemple, plusieurs communautés francophones se trouvent à proximité du Québec, comme celles de la vallée de l'Outaouais. L'influence du Québec sur les Franco-Ontariens est donc plus forte qu'elle ne l'est dans l'Ouest, en Saskatchewan par exemple. Par contre, il y a des éléments qui permettent à la communauté franco-ontarienne de se développer différemment de ses voisins du Québec.

La crise scolaire de 1912 a longtemps marqué la population canadienne-française de l'Ontario. *«Le Règlement 17, loi publiée en 1912, interdisait brutalement l'enseignement en français dans les écoles de l'Ontario. Même si la résistance que la population francophone de la province a manifesté à l'égard de cette mesure trouvait ses fondements essentiellement dans une attitude nationaliste et conservatrice, elle demeure une page importante et exemplaire dans l'histoire des luttes franco-ontariennes.»*[1]

C'est-à-dire que même si au départ, la résistance franco-ontarienne à ce règlement prend ses racines dans les mouvements nationalistes du Québec dirigés à cette époque par Henri Bourassa, cette résistance se transforme au cours des années et forme le noyau de la culture franco-ontarienne. Cette culture liée à la résistance franco-ontarienne se manifeste à nouveau durant les années 1980. Le cas de Penetanguishene en est un exemple.

Le cas des écoles a aussi marqué l'évolution de la culture franco-manitobaine. Louis Riel n'avait-il pas gagné, en 1870, l'égalité du français et de l'anglais à l'Assemblée législative, devant les tribunaux et dans les écoles? Alors que la communauté anglophone est minoritaire en 1870 comparativement aux Métis et aux francophones, cela n'est plus le cas en 1890. *«En 1890, la législature adopta une loi qui changeait radicalement le système d'éducation; le système double d'écoles publiques confessionnelles était réduit en un système unique d'écoles soi-disant neutres, mais non-confessionnelles.»*[2] Les parents qui veulent que leurs enfants reçoivent une éducation catholique doivent fonder leurs propres écoles privées. Ils doivent cependant continuer à payer des taxes pour entretenir le système public. La plupart des francophones et des Métis de langue française étant catholiques, ils désirent que leurs enfants reçoivent une éducation religieuse et ils sont donc obligés de payer des taxes à un système qu'ils ne fréquentent que rarement.

La communauté francophone du Manitoba réussit à faire changer cette loi en 1896 par le compromis Greenway-Laurier: *«Il permettait l'enseignement de la religion dans une école publique pendant une demi-heure après les heures de cours.»*[3] Vingt ans plus tard en 1916, la population fanatique anti-française réussit à

faire interdire l'enseignement du français dans les écoles publiques du Manitoba.

Comme en Saskatchewan, les francophones doivent fonder une association pour défendre leurs intérêts. Il s'agit de l'Association des Canadiens français du Manitoba. *«De 1916 à 1966, cette association, indépendante de tous les organismes publics, a joué le rôle d'un ministère de l'instruction publique pour l'enseignement du français.»*[4]

La communauté franco-manitobaine se développe aussi différemment de celle de la Saskatchewan. La plupart des paroisses canadiennes-françaises étant groupées autour de Saint-Boniface, il est facile de regrouper les francophones. En Saskatchewan, les distances énormes entre les centres francophones rendent presque impossible les regroupements sociaux, politiques et économiques.

Donc, même si en Saskatchewan nous avons connu aussi nos crises scolaires, la dynamique culturelle a été différente de celle du Manitoba et de l'Ontario.

Comme on le dit du Canadien français de la Saskatchewan, on dit du peuple franco-albertain qu'il était déterminé à survivre et à participer pleinement au développement de l'Ouest. *«D'abord, ces Canadiens français étaient déterminés à garder intactes les institutions en provenance du Québec. Ensuite, leur idéal était de se créer une nouvelle patrie. Enfin, ils croyaient que, par leur action dans la société de l'Ouest, ils pourraient rendre l'Ouest vraiment biculturel.»*[5]

Ne pouvons-nous pas dire la même chose de nos ancêtres fransaskois? Toutefois, des différences politiques (créditistes en Alberta et néo-démocrates en Saskatchewan), économiques (le pétrole en Alberta et le blé en Saskatchewan) et même géographiques (les Rocheuses en Alberta et la Prairie en Saskatchewan) sont tous des éléments qui mènent les Franco-Albertains et les Fransaskois à développer des éléments culturels différents, une façon de penser et d'agir qui sera différente.

Enfin, si nous nous rendons sur la côte du Pacifique, nous allons à nouveau trouver des différences avec nos cousins franco-colombiens.

La communauté francophone de Victoria date de l'époque de la ruée vers l'or dans la vallée Fraser, en 1856. Lorsque le gouverneur Douglas annonce la découverte d'or en avril 1856, des milliers d'hommes quittent la Californie pour se rendre en Colombie-Britannique. Auparavant, lors de la ruée vers l'or de Californie en 1849, 4000 Français environ étaient venus de France pour s'établir en Californie. *«La France était alors en pleine révolution et connaissait des difficultés financières. Ceci explique qu'entre novembre 1849 et avril 1851 quatre mille Français émigrèrent en Californie.»*[6]

En 1856, plusieurs de ces hommes viennent à Victoria. *«Les Français formaient la population étrangère la plus remarquable et la plus importante, tant au point de vue du nombre qu'au point de vue des éléments qui la composaient.»*[7] Dans le groupe français de Victoria, à la fin des années 1850, il y a des capitalistes, des médecins et des architectes, comme il y a de simples ouvriers.

Dès 1858, le groupe français a déjà son propre journal, *Le Courrier de la Nouvelle Calédonie*, qui témoigne de l'importance numérique du groupe. On organise même une chorale francophone, *La Société des Enfants de Paris*, sous la direction artistique de George Sandrie.

Un nombre important de Canadiens français du Québec ont aussi suivi la ruée vers l'or en Californie en 1849 et certains de ces Canadiens français vont eux aussi à Victoria en 1856. Ainsi, un jeune Québécois, Antoine Marcelin, séjourne à Victoria en 1866 avant de se diriger vers Edmonton, puis ensuite vers le Dakota. En

1890, Antoine Marcelin s'établit en Saskatchewan et fonde le village qui porte son nom.[8]

L'histoire d'un autre groupe francophone de Colombie-Britannique, celui de Maillardville, est complètement différente de celle du groupe de Victoria. Maillardville est fondé au début du siècle. *«En 1909, la compagnie Fraser Mills y établit une scierie et va recruter des travailleurs au Québec, notamment dans les Cantons de l'Est et dans l'Outaouais.»*[9]

Une centaine de familles québécoises viennent s'établir à Maillardville cette année-là. Chacune de ces familles canadiennes-françaises arrive en Colombie-Britannique avec le même métier ou objectif: l'industrie forestière.

Durant la grande sécheresse et la crise économique des années 1930, des francophones de la Saskatchewan vont rejoindre les descendants des premiers habitants de Maillardville. Ce nouveau groupe est formé principalement de fermiers chassés de leurs terres par une longue sécheresse, la terre fertile de leur ferme ayant été balayée vers le Manitoba par les grands vents.

Cette population variée va former la base de la culture franco-colombienne qu'on connaît aujourd'hui.

Donc, dans chaque province canadienne, différents facteurs influencent le développement culturel des francophones. Un élément de notre culture, la langue, fait que nous sommes toujours francophones, quoiqu'il y ait des différences régionales au niveau de la langue parlée.

Mais, à part la langue française, tous ont évolué différemment, si bien que la culture des Québécois va être différente de celle des Franco-Colombiens et que notre culture fransaskoise va être différente de celle des Acadiens et des Franco-Ontariens.

Bien sûr, nous allons avoir beaucoup de similitudes avec nos voisins du Manitoba et de l'Alberta.

Chapitre deux

La colonisation de l'Ouest canadien

En 1871, le premier ministre, John A. Macdonald, instaure un système d'arpentage pour le Nord-Ouest, un système qui doit permettre à des milliers de colons de venir se réfugier dans l'Ouest canadien. Il s'agit du système américain de *townships*. Le Nord-Ouest canadien devient ainsi un énorme échiquier, chaque case de cet échiquier représentant un *township* ou canton, d'une dimension d'environ 10 kilomètres carrés (6 milles sur 6) divisé en 36 sections de 640 acres chacune. Chaque section est à nouveau subdivisée en quatre carreaux de 160 acres.

En 1872, le gouvernement canadien adopte la Loi des Terres du Dominion (*Dominion Land Act*) qui permet à un colon d'obtenir gratuitement une terre *(homestead)* de 160 acres dans le Nord-Ouest. Le colon n'a qu'à payer le coût d'inscription fixé à 10 $. Au bout de trois ans, si le colon a répondu à toutes les exigences de la Loi des Terres du Dominion, c'est-à-dire s'il a défriché un certain nombre d'acres et a construit une maison sur son homestead , il reçoit ses *lettres patentes*, c'est-à-dire le titre de sa propriété.

Ce n'est qu'à partir de 1896 et l'élection des libéraux de Sir Wilfrid Laurier que le Canada se lance dans une campagne agressive de peuplement des vastes prairies du Nord-Ouest. Entre 1896 et le début de la sécheresse des années 30, plus d'un million de colons viennent s'établir en Saskatchewan. Sous la direction du ministre de l'immigration, Clifford Sifton, les compagnies de chemin de fer et le gouvernement commencent une vaste campagne publicitaire en Europe dans le but de recruter des milliers de colons.

C'est l'Église catholique, appuyée par certaines compagnies d'immigration, les compagnies de chemin de fer et le Gouvernement, qui prend en main la colonisation canadienne-française de l'Ouest. *«Dès la création de la province du Manitoba en 1870, l'Église de Saint-Boniface prend en main le peuplement des Territoires du Nord-Ouest; son but est de créer des blocs compacts de paroisses, comme autant d'enclaves françaises et catholiques.»*[10]

Comme on l'a vu dans l'article traitant de la culture au Québec, après la Conquête, les Canadiens français sont devenus en majorité des fermiers. Au début du siècle, dans l'Ouest canadien, l'Église catholique tente toujours de propager le mythe de «l'agriculturisme». On cherche alors des jeunes qui accepteraient de venir s'établir sur un *homestead* en Saskatchewan. *«Si la jeune population du Québec ne parvient plus à trouver de bonnes terres dans la province natale, sa destinée l'oblige à venir s'établir dans l'Ouest plutôt que de s'exiler dans les centres manufacturiers des États-Unis.»*[11]

Au début, on tente d'établir les colons de langue française le long des rivières Rouge et Assiniboine, au Manitoba. Bien sûr, en 1870, on ne croit pas que les terres du sud des Territoires du Nord-Ouest puissent servir à l'agriculture, car, l'expédition Palliser a conclu que ce territoire était presque un désert. En plus de penser aux régions des rivières Rouge et Assiniboine, le clergé tourne aussi son attention vers le *parkland*, au centre de la Saskatchewan, mais on ne tarde pas à chanter la gloire des prairies du sud de la Saskatchewan.

Mgr Adélard Langevin, l'archevêque de Saint-Boniface, recrute des missionnaires-colonisateurs qui iront recruter des colons de langue française: les abbés Jean-Isidore Gaire et Paul Le Floc'h iront en France et en Belgique, et les abbés Louis-Pierre Gravel et Philippe-Antoine Bérubé iront au Québec et en Nouvelle-Angleterre.

Entre 1901 et 1931, ils viennent par milliers de France, de Belgique, de Suisse, du Québec et de Nouvelle-Angleterre tenter leur chance en Saskatchewan. Alors que la population de langue française n'est que de 2 634 en 1901, elle est de plus de 50 000 en 1931.[12]

Malheureusement, le rêve du clergé catholique *«de créer des blocs compacts de paroisses»*[13] ne se réalise pas. L'immigration française est lente; les prêtres québécois n'encouragent pas nécessairement le départ de leurs paroissiens vers l'Ouest canadien. Selon eux *«les Canadiens français seront fatalement appelés à disparaître, trop éloignés de la mère patrie et forcés à lutter constamment pour leur survivance religieuse et linguistique contre une majorité anglaise mal intentionnée.»*[14]

La politique fédérale ne plaît pas toujours aux Canadiens français: *«Ils reprochaient aussi aux autorités de l'immigration de vouloir détourner le peuple canadien-français de sa mission colonisatrice dans l'Ouest; le passage Liverpool-Regina, grassement subventionné par le gouvernement, ne coûtait-il pas moins cher qu'un billet Lévis-Regina?»*[15]

Pour cette raison, le clergé catholique ne réussit à établir que quelques petits noyaux français dans les régions de Bellegarde, Montmartre, Radville, Willow Bunch, Ferland, Ponteix, Gravelbourg et Laflèche dans le sud; Zénon Park, Saint-Brieux, Albertville, Debden, Bellevue, Domrémy, la Trinité, Duck Lake, Marcelin, Léoville, Delmas, Edam et Vawn dans le nord.

Trop souvent, ces communautés francophones sont éloignées l'une de l'autre et elles doivent se prendre en charge pour éviter d'être *«fatalement appelées à disparaître»*.[16] Elles deviennent ainsi une série de petits îlots isolés dans la vaste prairie de la Saskatchewan. Malheureusement, ces petits îlots francophones de la Saskatchewan ont énormément de difficulté à survivre car ils sont soumis aux pressions de l'assimilation, surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945) et depuis l'avènement de nouvelles technologies qui permettent une communication rapide: voitures, radio, télévision, informatique.

L'avènement de ces nouvelles technologies fait tomber les murs du château fort de la vie française: la famille. La voiture permet à un jeune Fransaskois de Bellevue, par exemple, de quitter facilement son foyer francophone pour aller voir un film anglais à Prince Albert, ou un concert rock à Saskatoon. Autrefois, on pensait longtemps à ce voyage de 50 kilomètres (la distance Bellevue à Prince Albert) avant de l'entreprendre.

Au lieu de passer de longues heures à écouter les histoires de nos grands-pères et de nos grands-mères, des histoires qui souvent venaient de France, de Belgique ou du Québec, le jeune Fransaskois d'aujourd'hui passe plutôt de longues heures devant la télévision, à regarder des émissions en anglais et en provenance des États-Unis.

Au lieu d'écouter des chansons françaises, et même de participer à des soirées de la Bonne Chanson, comme il le faisait autrefois, l'adolescent d'aujourd'hui écoute plutôt la radio qui lui offre la musique rock la plus récente. Cette musique rock, il la trouve rarement à Radio-Canada.

Mais, est-ce que ce sont ces éléments qui vont former la culture fransaskoise? Est-ce qu'il y a véritablement une culture fransaskoise? Ou, est-ce que nous sommes, comme certains veulent

nous le faire croire, un peuple sans histoire et sans culture?

Dans les articles portant sur la culture québécoise, acadienne et métisse, nous avons pu voir que l'évolution de ces cultures était influencée par plusieurs facteurs sociaux, économiques, politiques et même géographiques. Nous, Fransaskois, avons-nous été influencés par des facteurs politiques? Économiques? Sociaux? Lesquels? Comment?

Chapitre trois

La culture de nos grands-parents

Ils sont venus, jadis, du Québec: de la Beauce et des Cantons-de-l'Est, de l'Abitibi et du lac Saint-Jean, de la Gaspésie et de l'Outaouais. Et, ils sont aussi venus de France: de Bretagne, de Normandie, de Saintonge, de Provence, d'Artois et d'Auvergne. Ils ont été recrutés en Belgique et en Suisse et on a essayé de les rapatrier du Rhode Island, du Connecticut, du Massachusetts, du Maine, du Minnesota et du Michigan.

Nos ancêtres sont venus en Saskatchewan par différents moyens (paquebots, trains, charrettes de la Rivière-Rouge, bateaux à vapeur) et de différents lieux (des usines de textile de New Bedford, de Providence et de Woonsocket, des régions aurifères de Californie, de Colombie-Britannique et du Klondike, des Alpes suisses, du port de mer de Saint-Malo et des plaines de Belgique).

Peu importe leur point de départ, ils quittent familles et amis pour s'aventurer dans un pays lointain, pour commencer une nouvelle vie comme fermiers, petits commerçants, bûcherons, mineurs et instituteurs. Nombreux ont été ceux qui ont réussi et se sont installés définitivement dans l'Ouest canadien, mais il y en a aussi qui ont choisi de regagner leur pays d'origine.

En quittant familles et amis, les futurs Fransaskois emmènent avec eux un peu de la culture de leur pays d'origine. Ainsi, les recrues belges et françaises qui suivent l'abbé Jean-Isidore Gaire vers la terre promise, en 1892, en vue de fonder les paroisses de Bellegarde, Cantal et Wauchope, apportent certaines de leurs valeurs sociales, économiques et politiques avec eux. De même, les recrues bretonnes de Saint-Brieux apportent certaines de leurs valeurs avec elles lorsqu'elles embarquent sur le «Malou» en 1904. Il en est de même pour les Québécois de Ham-Nord qui suivent l'abbé Bérubé jusqu'à Debden en 1910, et pour les Franco-Américains qui, eux, le suivent jusqu'à Arborfield la même année. Chacun, qu'il soit Canadien français, Belge, Suisse ou Français, arrive en Saskatchewan avec un bagage de valeurs culturelles, sociales et économiques.

Pour quelle raison, les cercles locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste ont-ils un énorme succès à Willow Bunch et à Gravelbourg, mais presque aucun à Saint-Brieux? Serait-ce parce que la majorité des colons de Willow Bunch et de Gravelbourg sont originaires du Québec où la Saint-Jean-Baptiste est une fête nationale, tandis que les immigrants de Saint-Brieux viennent de Bretagne où la fête nationale est à une autre date.

Les valeurs culturelles d'un jeune cultivateur canadien-français de Ham-Nord ne peuvent se comparer à celles de son cousin qui vient de passer dix ans dans une ville industrielle de la Nouvelle-Angleterre. Le rôle du clergé ne sera pas consiédé de la même façon par l'arrière-petit-fils du Français qui était à la Bastille en 1789, par le petit-fils du Patriote de la Rébellion de 1837-1838 et par le fils du Métis qui, en 1885, s'est battu contre un cousin canadien-français venu du Québec.

Au niveau de la langue aussi, il y a des différences entre les immigrants français, même si tous parlent la langue de Molière. L'accent du

Breton est différent de celui du Méchif; certains mots sont différents: alors que dans la région de Montréal on dit canard pour une bouilloire, dans la région de Québec on dit une *bombe*. Et, l'Auvergnois, que va-t-il dire: bouilloire, bombe, canard? Et le Belge?

Puisque au départ, les francophones ne se disent pas tous «Canadiens français», on commence à se dire «Franco-Canadiens»: *«Ici dans l'Ouest, la population de langue française étant constituée d'éléments aux origines diverses, un terme nouveau s'imposait pour les représenter tous. Canadiens de la province de Québec et des autres provinces, Franco-Américains, Acadiens, Français, Belges, etc., ce sont tous autant de nuances que le terme général "franco-canadien" parce que tous parlent la belle langue française.»*[17] En 1913, l'Association francophone fondée l'année précédente à Duck Lake prend le nom d'Association Franco-Canadienne de la Saskatchewan.

Une fois rendus dans l'Ouest canadien, les nouveaux colons français trouvent des facteurs culturels, sociaux et économiques différents d'une région à une autre. Au niveau de l'habitation, on peut construire une maison en bois rond dans le nord, ou plutôt dans le centre de la province. Mais, dans le sud, les arbres sont plutôt rares. Le colon, s'il ne peut pas se permettre de faire venir des planches de Winnipeg, par exemple, doit accepter de vivre un certain temps dans une maison de tourbe, un *soddie* comme on l'appelle en Saskatchewan. D'autres acceptent de vivre un an, parfois deux, dans une tente. Pascal Bonneau, le premier commerçant de Regina, passe l'hiver 1882 dans une tente avec sa famille.

Dans d'autres cas, ces facteurs seront les mêmes d'une région à une autre, mais il faudra apprendre à en parler dans un vocabulaire nouveau, pour ne pas dire étranger. La terre sur laquelle on s'installe porte le nom populaire de *homestead* au lieu de l'équivalent français «concession». À l'automne, en attendant l'arrivée des «batteux», le colon coupe le blé en utilisant un *binder* pour ne pas dire une «lieuse»; cet équipement agricole fait des *sheaves* «gerbes de blé» que le fermier place ensuite en *stouques* «meulons». Donc, notre ancêtre apprend peu à peu un tout nouveau langage.

Au début, ce langage doit en dérouter plusieurs, mais plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les moissonneuses-batteuses arrivent des États-Unis en Saskatchewan, le Canadien français n'hésite même pas avant d'adopter le terme anglais *combine*. C'est la nature de l'évolution d'un peuple, d'une culture.

La famille et la communauté

Au début de la colonisation, avant le transport rapide, la télévision et les disques compacts, chacun des éléments culturels ancestraux peuvent être transmis de père en fils et de mère en fille, car la famille revêt un caractère spécial. *«Le principal château fort de la vie française, c'est encore la demeure familiale. C'est là que parents et enfants se retrouvent à la fin de la journée et se retrempent dans une atmosphère française.»*[18]

Avant la création du premier journal de langue française en Saskatchewan, *Le Patriote de l'Ouest*, et même après, beaucoup de Franco-Canadiens s'abonnent à des journaux et à des revues françaises du Québec et de France. Puisqu'il est difficile de se procurer des livres en français en Saskatchewan, le journal publie régulièrement des feuilletons.

Pour que les jeunes puissent avoir accès à des livres en français, on ouvre même des bibliothèques dans certaines communautés fransaskoises. C'est le cas à Wauchope où le cercle local de la Société Saint-Jean-Baptiste crée une bibliothèque pour les francophones de la région vers 1910. Ailleurs, comme à Willow Bunch, la Société Saint-Jean-Baptiste organise

des conférences où des orateurs locaux présentent à la population des discours sur différents sujets.

Puisque plusieurs de leurs communautés demeurent majoritairement françaises (Debden, Zénon Park, Saint-Brieux et Saint-Front, Bellevue, Domrémy et Saint-Louis, Saint-Denis, Prud'homme et Vonda, Delmas, Vawn, Jackfish et Saint-Hippolyte, Ponteix, Dollard et Lac Pelletier, Ferland, Milly et Meyronne, Gravelbourg et Laflèche, Willow Bunch, Scout Lake, Lisieux et Saint-Victor, Montmartre, Forget et Radville, Wauchope, Bellegarde, Storthoaks et Cantal, Whitewood et Saint-Hubert), les Franco-Canadiens de la Saskatchewan peuvent encore organiser des activités en français sans gêner les étrangers.

Beaucoup d'activités ont lieu en français dans les communautés franco-canadiennes de la province: des concerts, des soupers paroissiaux, des parties de cartes et, bien que le clergé s'y oppose, des danses.

Mais malgré cela, on commence, dès le début de la colonisation, à adopter des éléments culturels des colons étrangers: des mets comme les perogies, des habitudes, des expressions. On commence à considérer ces éléments comme faisant partie intégrante de notre culture franco-canadienne.

La politique et l'économie

D'autres facteurs mènent à l'évolution culturelle des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Même si on reconnaît que le château fort de la vie française est la famille, nos ancêtres francophones ne pouvaient pas s'isoler dans leur maison. Ils étaient venus dans l'Ouest canadien et ils devaient accepter de se conformer à certaines normes de leur nouveau pays d'adoption.

Même si, au début, certaines communautés françaises sont homogènes, c'est-à-dire que tout le monde est d'origine française, tout le monde ne vient pas de la même région ou d'un pays francophone commun. Par exemple, Saint-Isidore de Bellevue a été peuplé majoritairement par des Canadiens français du Québec, plus particulièrement de la région de Saint-Jacques de l'Achigan (les Gareau, les Gaudet et les Grenier). Mais, dès le début du siècle, il y a à Bellevue des Français de France (les Duval et les Cousin) et des Franco-Américains (les Deault et les Éthier). Chacune de ces familles apporte certaines valeurs culturelles qui sont échangées entre les gens de Bellevue.

D'autre part les francophones étant minoritaires dans la province, il est inévitable qu'ils aient à communiquer avec les autres groupes ethniques de la province. Leur culture est donc influencée par le mode de vie, la pensée et la philosophie des autres groupes comme les Ukrainiens, les Polonais, les Allemands et même les Anglais.

Puisque les francophones de la Saskatchewan ne peuvent pas s'isoler de la société qui les entoure, ils adoptent des habitudes d'autres groupes. Donc, tout ce qui se passe dans la province influence l'évolution culturelle des francophones.

La politique et l'économie sont deux facteurs qui jouent un rôle important dans l'évolution culturelle des Franco-Canadiens de la Saskatchewan.

Côté politique, les luttes sans fin pour la reconnaissance du droit à l'enseignement en français conduisent à la fondation de plusieurs associations franco-canadiennes - ACFC, Association des commissaires d'écoles franco-canadiens (ACEFC), l'Association Interprovinciale (dont le but était de recruter des enseignants francophones au Québec) et plus récemment l'Association provinciale des parents

francophones (APPF). L'histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan est marquée par une série de crises scolaires et de procès pour assurer le droit à l'enseignement en français.

Mais, il y a aussi des éléments de fierté dans cette lutte pour l'éducation. Tout francophone peut être fier du travail accompli par les pionniers de l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan pour mettre sur pied les «Concours de français». En grande partie, c'est cette fierté qui nous permet de résister à l'assimilation.

Côté économique, la sécheresse et la crise de 1929-1939 a marqué toute une génération. Même si la sécheresse était pire dans le sud, dans la région de Ponteix par exemple, qu'elle ne l'était dans le nord, à Debden, il n'empêche que les deux régions ont été influencées par cette catastrophe. À cause des difficultés financières que nos ancêtres ont connues durant cette période, les francophones de la Saskatchewan sont généralement plus prudents aujourd'hui dans leurs investissements que ceux dont les ancêtres ont vécu la crise ailleurs.

On voit donc que plusieurs facteurs sont venus influencer et nourrir le développement culturel des francophones de la Saskatchewan.

Savez-vous, par exemple, que ce n'est qu'au début des années 1970 que les francophones ont commencé à s'appeler «Fransaskois»? Et cette désignation n'a pas été adoptée à bras ouverts par les Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Ce n'est vraiment que durant les années 1980 que le terme a commencé à être utilisé communément.

Savez-vous que ce n'est qu'en 1979 que les Fransaskois se sont donnés un drapeau? Et, comme pour le nom «Fransaskois», on a été réticent à lever haut notre drapeau.

Tous les jours, différents facteurs influencent nos vies, notre façon de penser. Tous les jours, notre culture change. Le folklore (les danses, les contes et les chants traditionnels) sera toujours là. C'est cette partie de notre culture qui est venue d'ailleurs, qui a été apportée par nos ancêtres. Mais, la culture fransaskoise ne s'arrête pas là. Il y a bien d'autres facteurs qui font que nous sommes qui nous sommes.

Nous ne sommes plus des Québécois, des Français, des Franco-Américains ou des Acadiens, pas plus que ceux qui sont issus de mariages mixtes ne sont Ukrainiens, Anglais ou Allemand. Nous sommes Fransaskois! Nous sommes fiers d'être Fransaskois.

Notes et références

1 Création collective La Corvée. — La parole et la loi. — Ottawa : Prise de parole, 1980. — P. 6
2 Lionel Dorge. — Le Manitoba, reflets d'un passé. — Saint-Boniface : Éditions du Blé, 1976. — P. 113
3 Ibid., p. 115
4 Ibid., p. 116
5 Marie Moser. — «Le groupe canadien-français d'Edmonton et des environs : ses caractéristiques selon l'Ouest canadien (1898-1900)». — Aspects du passé franco-albertain. — Edmonton : Salon d'histoire de la francophonie albertaine, 1980. — P. 77
6 Présence francophone à Victoria, C.B., 1843-1987. — Victoria : Association historique francophone de Victoria, 1987. — P. 13
7 Ibid., p. 13
8 Richard Lapointe. — «Antoine Marcelin». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 260
9 Dictionnaire de l'Amérique française. — Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 1988. — P. 231
10 Richard Lapointe. — «Avant-propos». — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Laurier Gareau. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. xiii
11 Ibid., p. xiii
12 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 79
13 Richard Lapointe. — «Avant-propos». — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Laurier Gareau. — P. xiii
14 Ibid., p. xiv
15 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 69
16 Richard Lapointe. — «Avant-propos». — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Laurier Gareau. — P. xiv
17 «L'Association Franco-Canadienne de la Saskatchewan». — Le Patriote de l'Ouest. — (30 janv. 1930)
18 Richard Lapointe. — «Avant-propos». — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Laurier Gareau. — P. xv

Bibliographie

Moser, Marie. — «Le groupe canadien-français d'Edmonton et des environs : ses caractéristiques selon l'Ouest canadien (1898-1900)». — Aspects du passé franco-albertain. — Edmonton : Salon d'histoire de la francophonie albertaine, 1980

Création collective La Corvée. — La parole et la loi — Ottawa : Prise de parole, 1980

Dictionnaire de l'Amérique française. — Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 1988

Dorge, Lionel. — Le Manitoba, reflets d'un passé. — Saint-Boniface : Éditions du Blé, 1976

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Avant-propos de Richard Lapointe. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Lapointe, Richard. — «Antoine Marcelin». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

«L'Association Franco-Canadienne de la Saskatchewan». — Le Patriote de l'Ouest. — (30 janv. 1930).

Présence francophone à Victoria, C.B., 1843-1987. — Victoria : Association historique francophone de Victoria, 1987

Les coutumes et les loisirs dans la communauté francophone d'antan

Photo: Henri Poulin

Des membres de l'équipe de lacrosse de Zénon Park.

Les pionniers ont travaillé à la sueur de leur front pour défricher et mettre en culture les terres de l'Ouest canadien. Souvent, ils étaient isolés les uns des autres, vivant dans leur petite maison de bois rond, ou de tourbe, chacun sur son homestead. Il n'est donc pas surprenant que les pionniers aient cherché toutes les occasions possibles de se rencontrer, se divertir, s'amuser. Et puisque l'argent était rare, dans bien des cas, il fallait que ces loisirs soient peu coûteux.

Chapitre un

Thème: Coutumes ancestrales

Toute société a sa façon de se divertir, de s'amuser. Les jeux d'un groupe culturel ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux d'un autre groupe. Au Québec, au temps de nos ancêtres, plusieurs coutumes, telles que le charivari, permettaient aux gens de se divertir.

Avant la conquête en 1760, et même après, on organisait un charivari lorsqu'un couple se mariait sans inviter les voisins, ou lorsque un veuf ou une veuve épousait un célibataire ou se remariait trop vite après le décès de son premier conjoint, ou encore lorsque l'âge des époux était inégal (l'homme étant de vingt ans plus vieux que sa femme). Quand les voisins apprenaient la nouvelle d'un tel mariage, *«des bandes de jeunes gens et de jeunes filles s'amenaient en défilé jusque devant la maison des nouveaux mariés. Munis d'instruments hétéroclites: vieilles chaudières, trompettes d'étain, cornes de bélier, bombardes, violons, tambours, la joyeuse troupe menait un véritable tintamarre. L'assemblée réclamait le paiement d'une taxe. Et pour la circonstance, on avait composé des chansons qui ridiculisaient le nouveau couple.»*[1]

En Acadie, on organise encore un charivari le jour de la fête des Acadiens, le 15 août. À Caraquet, par exemple, tout le monde monte dans sa voiture vers 15 h et défile dans la rue principale de la ville. Les participants créent un véritable tapage avec des klaxons, des vieux seaux, des trompettes, etc.

Le charivari ne semble pas faire partie de nos traditions. Toutefois, à l'occasion de la deuxième Fête fransaskoise à Saint-Laurent, en 1981, on avait organisé un charivari. Plus de cinquante jeunes, déguisés en clowns, avaient défilé sur le terrain de la fête pendant une demi-heure, derrière la vieille voiture de Normand Denis de Saint-Denis. Comme leurs ancêtres québécois, ces jeunes s'étaient munis de trompettes, tambours, etc., pour faire du bruit.

La veillée est une autre occasion de se rencontrer au Québec de nos ancêtres. Tout le monde est invité. *«Les familles, alors assez nombreuses, s'amènent en bloc. On n'est pas regardant et comme on dit, "plus il y a de compagnie, plus on s'amuse".»*[2] Nos ancêtres cherchent toutes les occasions de se réunir, pour chanter, danser et *«prendre un "petit boire"»*. Le «petit boire» est *«un petit coup de gros gin pour les hommes. Les femmes acceptent un thé chaud ou encore de la bière d'épinette maison.»*[3]

Bien sûr, au Québec de nos ancêtres, les occasions de se réunir ne manquent pas. Au début de l'année, il y a le Jour de l'An, la Fête des Rois et le Mardi gras, le temps des sucres au printemps, la fête du mai, la Saint-Jean-Baptiste, l'épluchette de blé d'Inde au début de l'automne, la Sainte-Catherine et Noël. Et, il y a de nombreuses noces, anniversaires, etc. qu'il faut fêter à tout prix.

Jour de l'An

La veille du Jour de l'An, un petit groupe d'hommes, de femmes et d'enfants de la région se réunissent pour faire la «guignolée». Ils se rendent d'une maison à l'autre pour recueillir des dons destinés aux pauvres. En arrivant à un

foyer, ils chantent ce chant:
«Bonjour le maître et la maîtresse
Et tous les gens de la maison,
Nous avons fait une promesse
De venir vous voir une fois l'an.
Une fois l'an ce n'est pas grand'chose
Qu'un petit morceau de chignée,
Un petit morceau de chignée
Si vous voulez.»[4]

Le père de famille offre un petit coup aux «guignoleux» comme on les appelle, la mère leur prépare des petites choses pour les pauvres, telles que vieux vêtements ou «mangeaille» et le groupe repart en chantant pour se rendre à la maison suivante.

Le lendemain matin, Jour de l'An, toute la famille se réunit chez les grands-parents. L'aîné demande à son père la bénédiction paternelle. Tous les membres de la famille se mettent à genoux devant le grand-père qui étend les mains au-dessus de la tête de ses enfants. Puis il dit une petite prière de bénédiction. Ensuite, les membres de la famille s'embrassent et s'offrent des voeux de nouvel an. *«La formule se terminait presque toujours par "Et le paradis à la fin de tes jours!"»*[5]

Avant de se rendre à la messe, les membres de la famille échangent des cadeaux, car à cette époque on les échange le Jour de l'An et non pas à Noël comme on le fait aujourd'hui. *«Sauf dans les familles aisées, les présents étaient plutôt modestes et surtout pratiques. On offrait du linge, des fruits, parfois des bonbons ou des jouets aux plus jeunes.»*[6] Après la messe, on commence la ronde des visites chez les parents et les voisins. Ces rondes de visites peuvent se dérouler sur plusieurs jours, jusqu'à la Fête des Rois, le 6 janvier.

Mardi gras

La période entre la Fête des Rois et le début du Carême s'appelle «les Jours gras». Les veillées et les noces se multiplient durant cette période. Avant la Conquête, on semble préférer se marier après les fêtes de Noël. Par exemple, entre 1670 et 1759, environ 40 % des mariages de la famille Gareau, au Québec, ont eu lieu entre le 6 janvier et le 15 février.

Le Carême commence le mercredi des Cendres. Puisque les gens devaient jeûner et se priver pendant les quarante jours du Carême, ils voulaient s'amuser avant. C'était surtout le cas le Mardi gras, la veille du mercredi des Cendres. Tout le monde se rendait chez un voisin ou un parent et on faisait la fête. *«Durant la journée et la soirée, c'était la coutume d'avoir la visite des "mardi gras". Il s'agissait de personnes qui s'affublaient de vêtements bizarres et colorés, et qui cachaient leur visage derrière des masques comiques ou terrifiants. Ils allaient de porte en porte, dansant, mangeant et buvant.»*[7] Cette coutume s'est poursuivie jusqu'à nos jours, entre autre à la Nouvelle Orléans.

Le temps des sucres

Au Québec, une des récoltes les plus précieuses est celle du sucre d'érable. Chaque printemps, aux mois de mars et avril, on récolte la sève des érables pour en faire du sirop ou du sucre. Autrefois, tous les membres de la famille devaient participer à la récolte du sucre d'érable. On fait d'abord un entaille dans le tronc de l'arbre, puis on installe un seau sous cette entaille. Un arbre peut produire de 20 à 25 seaux de sève dans une journée. *«La cueillette s'effectuait à l'aide d'un traîneau surmonté d'un grand tonneau de bois et qu'on conduisait sur une trace préparée d'avance.»*[8] Les seaux de sève sont vidés dans le grand tonneau.

Lorsque le tonneau est rempli, on se rend à la Cabane à Sucre où on fait bouillir la sève pour en faire du sirop, de la tire et du sucre. Même si le sucre et le sirop fait partie de l'alimentation familiale durant l'année, la journée des sucres tourne généralement en «partie de plaisir» durant laquelle on chante et on mange.

La fête du mai

En 1675, Frontenac organise la défense de la Nouvelle France. Il nomme des capitaines de milice pour chaque village ou paroisse. Ce capitaine de milice devient bientôt aussi important que le curé et le seigneur. On emprunte ensuite une fête à la France. Le 1er mai de chaque année, les gens de la région viennent planter un mât devant la maison du capitaine. Plus tard, c'est devant la maison du seigneur qu'on plantera le mât le 1er mai.

Le capitaine, ou le seigneur, est ensuite invité à noircir le mai. Deux des plus importants habitants lui apportent un fusil et une assiette garnie d'une bouteille d'eau-de-vie. «*Après les toasts appropriés, le seigneur s'amenait sur le seuil de la porte du manoir... le seigneur déchargeait son fusil sur l'arbre. Puis c'était au tour de tous les membres de sa famille.*»[9] Ensuite, tous les habitants, chacun leur tour, tirent sur le mât. Plus on tire, plus le mât est noir, plus le compliment est flatteur pour le capitaine ou pour le seigneur.

Ensuite, tout le monde mange, boit et chante. Cette coutume disparaît au XIXe siècle.

La Saint-Jean-Baptiste

Le soir du 23 juin, veille de la Saint-Jean-Baptiste, on dressait autrefois un bûcher devant l'église paroissiale. Le curé était ensuite invité à venir le bénir. Après avoir dit quelques prières devant le bûcher, le curé l'allumait avec son cierge. Lorsque le feu avait pris, la fête commençait. Saint-Jean-Baptiste devient alors le patron des Canadiens français.

En 1834, Ludger Duvernay organise la Société Saint-Jean-Baptiste. Cette Société commence à organiser des défilés, des banquets et des bals le soir du 24 juin. «*En 1874, la fête nationale connaît un succès exceptionnel, grâce à l'invitation lancée à tous les Canadiens-français du Canada et des États-Unis. Le défilé s'étend sur presque trois milles et se poursuit pendant trois heures.*»[10]

Au début du XXe siècle, en Saskatchewan, on voit apparaître, dans plusieurs villages, des cercles locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste. Mais Saint-Jean-Baptiste n'est pas nécessairement le patron de tous les francophones qui viennent s'établir dans l'Ouest, tels ceux qui arrivent de France, de Belgique et de Suisse. Petit à petit, les cercles locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste disparaîssent. C'est seulement au cours des dernières années que certaines écoles ou centres culturels ont essayé de faire revivre la Saint-Jean en Saskatchewan.

L'épluchette de blé d'Inde

L'automne est le temps des récoltes. Autrefois, lorsque le maïs était prêt à être récolté, nos ancêtres invitaient leurs voisins pour une veillée. Au début de la soirée, on effeuillait les épis de blé d'Inde. Tout en effeuillant le maïs, on racontait des histoires et des contes ou on chantait de vieilles chansons traditionnelles. Pour les jeunes hommes, l'épluchette de blé d'Inde était aussi une occasion d'embrasser leur bien-aimée, car il y avait généralement un ou quelques épis rouges. La personne qui trouvait un épi rouge avait le privilège d'embrasser celui ou celle qu'il ou elle voulait.

«*Les garçons s'amusaient beaucoup à ce petit jeu. Souvent, le détenteur de l'heureuse trouvaille dissimulait son épi et allait embrasser à l'improviste, une ingénue qui ne s'y attendait*

pas... Les jeunes filles, par contre, surmontaient plus difficilement leur timidité. Celle qui découvrait l'épi rouge choisissait plutôt de le glisser à son ami qui, en galant homme qu'il était, l'embrassait sur-le-champ.»[11]

La Sainte-Catherine

Le 25 novembre, on fête la Sainte-Catherine en faisant de la tire. Toutefois, à l'époque de nos ancêtres, la Sainte-Catherine était le jour où on fêtait les «vieilles filles», c'est-à-dire les femmes célibataires de plus de 25 ans. Cette fête nous vient de Normandie où il était d'usage de décorer la statue de Sainte-Catherine le 25 novembre.

C'était la plus vieille des filles de la maison, ou du couvent, qui avait l'honneur de revêtir la statue des habits du pays. *«"coiffer Sainte-Catherine" en vint à signifier "rester vieille fille", et que cette sainte fut consacrée... patronne de toutes les filles de trente ans et plus qui n'avaient pas encore trouvé de mari.»*[12] Au XIXe siècle, au Québec, puisque la Sainte-Catherine est une fête religieuse, il n'y a pas d'école. Les familles se rendent visite et la journée finit généralement par une veillée. *«La Sainte-Catherine était, à cette époque-là, une date fort populaire pour la célébration des mariages. À croire que certaines jeunes filles craignaient de "coiffer Sainte-Catherine".»*[13]

Noël

Du temps de nos ancêtres, le jour de Noël était avant tout une fête religieuse. La fête commençait alors que la famille se rendait à l'église pour la messe de minuit. Après la messe de minuit, les gens se réunissaient chez des parents ou amis pour un réveillon. On mangeait à sa faim et ensuite on passait une grande partie de la nuit à raconter des histoires et à danser.

À cette époque, on n'échangeait pas de cadeaux à Noël mais plutôt au Jour de l'An. Noël marquait la fin de l'Avent et le début d'une période de deux semaines pendant lesquelles on faisait la veillée chaque soir.

Chapitre deux

Thème: Les loisirs dans les communautés métisses francophones

Après avoir travaillé à la sueur de leur front pour répondre aux exigences de la *Loi des Terres du Dominion*, nos ancêtres francophones aimaient se réunir pour chanter, danser ou faire du sport.

Mais avant de parler des loisirs des Canadiens français de Bellegarde, de Gravelbourg et de Ponteix ou de ceux de Debden, de Bellevue et de Zénon Park, parlons des coutumes des Métis.

Comme c'est le cas dans les familles canadiennes-françaises, les Métis aiment se réunir pour parler de choses et d'autres. Le premier lieu de rencontre, c'est le perron de l'église, après la messe du dimanche. *«Mais, dans le domaine des sorties, comme dans plusieurs autres, il y a inégalité entre les hommes et les femmes. Selon les témoignages d'une dame, "on sortait peu, nous les filles, même le dimanche il fallait revenir à la maison à six heures pour tirer* (sic) *nos vaches. Les gars, eux, ils sortaient.»*[14]

Les mariages sont une autre occasion de se réunir. *«Bon nombre d'entre eux ont lieu l'hiver, entre les Rois (6 janvier) et le carême (mi-février); au tournant du siècle on choisit plutôt de se marier au printemps ou à l'automne, de préférence le mardi ou le mercredi, et tôt le matin. La noce dure deux jours, parfois davantage.»*[15] Même si pour plusieurs Métis, le mariage n'est qu'une cérémonie religieuse venant légitimiser le mariage fait «à la mode du pays»,[16] c'est tout de même une occasion de fêter.

En effet, au grand chagrin des missionnaires oblats, les Métis aiment faire la fête. *«Les "musiques" sont indispensables aux veillées: violons, accordéons, "ruine-babines" (harmonicas), tambours, guitares, bombardes (guimbardes) ainsi qu'une batterie composée de cuillers, assiettes ou bols de bois ou de fer blanc, etc.»*[17] On dit même qu'on pouvait trouver un violon dans chaque maison métisse à la fin du XIXe siècle. Les Métis aiment aussi follement la danse: *«On danse des reels, gigues, stepdances, cotillons, quadrilles (danses carrées), châtises et même des menuets, surtout chez les plus anciens.»*[18]

Les curés n'aiment pas voir danser les Métis, ni les voir jouer au poker. *«Ceux qui ne dansent ou ne chantent pas peuvent jouer aux cartes; le quatre-sept, l'euchre dit à l'écarté sont, dit-on, populaires. On joue parfois aux dés (poker) pour de l'argent, au grand mécontentement du curé.»*[19]

Dans la communauté métisse, les hommes semblent avoir une passion pour le billard. *«On compte quatre tables de billard à Batoche en 1885: chez Georges Fisher, Jean-Baptiste Boyer, Gabriel Dumont et Joseph Vandal. Cependant le billard est interdit le dimanche sous peine d'amende.»*[20]

La table de billard de Gabriel Dumont a été volée par des soldats canadiens durant la résistance de 1885; elle aurait été chargée sur le bateau à vapeur «Northcote» lorsque celui-ci descendait la rivière Saskatchewan-Sud de Fish

Creek à Batoche le 8 et le 9 mai. Cette table de billard aurait plus tard abouti au pénitencier fédéral de Stoney Mountain au Manitoba. Un autre endroit où on trouve une table de billard à Batoche en 1885 est chez Philippe Garnot. Durant la résistance, Garnot est le secrétaire de Riel.

À Batoche, on accorde beaucoup d'importance à la fête nationale des Métis instituée pour fêter leur patron, saint Joseph. *«Les célébrations commencent par une messe où on arbore la bannière de l'Association Saint-Joseph. Puis c'est la fête champêtre avec épreuves sportives, musique, danse et feux de camp, ainsi que le concours et la vente d'artisanat.»*[21]

La fête consiste généralement en un *pique-nique* paroissial qui a lieu près du village. Quand on parle de sports, on veut dire le tir au fusil, les courses de *buggy*, le tir au poignet et le tir à la corde. Plus tard, au XXe siècle, la balle molle, les courses de chevaux et les rodéos remplaceront plusieurs de ces sports. En ce qui concerne les sports, la natation ne semble pas être très populaire auprès des Métis, quoiqu'on prétende que Gabriel Dumont ait été un excellent nageur.

À Duck Lake, Métis, Canadiens français et Anglais se joignent, dès les années 1890, pour organiser une foire agricole. Cette foire a lieu chaque automne, au mois d'octobre. *«On y donne des prix pour les meilleurs produits dans les catégories suivantes: chevaux, bétail, laitages, grains battus, légumes, viande fumée, confitures, cuirs (peaux de daim, mocassins, gants fourrés, paletots), peintures à l'huile, aquarelles, dessins au fusain ou au crayon; il y a aussi des prix pour les "travaux de dames" qui comprennent chemises et taies d'oreiller brodées, pelottes à épingles, couvre-pieds tricotés, coussins et pantoufles.»*[22]

Les Métis, de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, vivent encore la tradition orale de leurs ancêtres. *«Les "vieilles" surtout racontent des histoires de l'ancien temps, des "histoires de peur", de revenants et "d'avertissements" (i.e. qui prédisent un malheur, un décès, etc.). La mort est le thème principal de plusieurs de ces histoires.»*[23]

Dans le sud de la province, surtout dans les régions de la Montagne de Bois et de la Montagne de Cyprès, les Métis s'adonnent à l'élevage du bétail et des chevaux. Une activité qui capte vite leur intérêt est le rodéo (ou *stampede*) annuel qui met en valeur leurs prouesses sur un *broncho* ou sur un taureau, ou leur habileté au lasso. Un des plus vieux rodéos de la Saskatchewan est celui de Wood Mountain qui date des années 1890.

Dans une lettre qu'il avait adressée à Laurier Gareau pour la chronique *La Parlure fransaskoise*, l'abbé Roger Ducharme de Gravelbourg a décrit cet événement comme suit: *«J'ai beaucoup entendu parler du stampede de Wood Mountain (Sask.) le plus vieux, paraît-il, de l'Amérique du Nord. Lancé comme jeu social, avant le début du siècle, par les Sioux de la réserve de Sitting Bull, les blancs s'y sont joints peu à peu. J'y suis allé finalement et j'ai vu, pour la première fois, tout ébahi, un cowboy raîder ou railleder (to ride), à poil, un bronco s'y tenant d'une seule main au lasso serré très fort autour du corps du cheval, plus ou moins sauvage, se rebiffant bruyamment. Retenu dans une chute, au signal donné, on lâche ce mâron dans le corral pour qu'il désarçonne ce cavalier agaçant dont il veut se débarasser, au plus vite. Les éperons aux talons que le cowpoke darde en cadence aux épaules et aux flancs de la monture débridée qui se lance, s'arrête brusquement, en avant, en arrière, de côté... l'aident à tenir son équilibre. C'est un jeu fascinant, mais dangereux. Si le broncobuster résiste, les quelques secondes réglementaires, aux assauts du renâclant mustang absolument résolu de jeter cet intrus par terre, il est déclaré champion.»*[24]

À part le rodéo, qui est une extension de son gagne-pain, le cowboy métis ou canadien-français de Willow Bunch a-t-il d'autres loisirs? Les films et romans «western» nous ont décrit le cowboy comme étant un passionné de poker, mais aussi un homme qui aime parfois jouer de la guitare ou de l'harmonica. Cette image est-elle bien ancrée dans la réalité de la vie du cowboy? C'est dans *Histoire de Willow Bunch* qu'on trouve la réponse. En 1920, l'abbé Clovis Rondeau tenait ces propos au sujet de la vie du cowboy: «*Durant la saison d'hiver, les animaux étaient abandonnés à leurs instincts et leurs gardiens prenaient des vacances. Ces derniers faisaient alors leur apparition dans les villages et les villes frontières, par bandes de 10, 15 et 25 individus. Ils étaient les bienvenus dans les hôtels où ils entraient les poches pleines pour en sortir les poches vides. Alors le fracas commençait, la boisson, le jeu, le bruit, tirant des coups de feu à tort et à travers, chassant les gens de la maison, l'hôtelier lui-même, mettant tout au pillage.*»[25]

Eh oui, les cowboys vivaient une vie dure au début du siècle; ils ne parlaient donc sûrement pas de leurs exploits dans les lettres qu'ils adressaient à leurs parents.

Chapitre trois

Thème: Les loisirs et les Franco-Canadiens de la Saskatchewan

La vie sociale et les loisirs, dans la communauté agricole de l'Ouest canadien, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, sont souvent les seules occasions qu'ont les pionniers de rencontrer leurs voisins, leurs parents et leurs amis. Les familles habitent souvent à plusieurs kilomètres de leur plus proche voisin. Malgré tout, les historiens n'ont accordé que très peu d'importance aux loisirs dans l'histoire de la communauté francophone de la Saskatchewan.

Au début, les pionniers francophones apportent avec eux les activités sociales et culturelles de leur pays d'origine, que ce soit la France, la Belgique, la Suisse ou le Québec. Puis petit à petit, leurs activités se jumellent à celles des immigrants venus d'autres pays, et les activités de loisirs des francophones de la Saskatchewan prennent une nouvelle dimension.

À cette époque, les visites des pionniers ne se font que rarement l'été; cette saison est réservée aux durs travaux de la ferme. C'est surtout en hiver qu'on rend visite à ses voisins et parents de la région. Pour plusieurs pionniers francophones, l'hiver peut même être l'occasion de prendre le train et d'aller dans sa famille dans le Bas-Canada (Québec).

À cette époque là, on ne se préoccupe pas trop des formalités; les pionniers ne verrouillent que rarement leurs portes. Les moeurs du temps veulent que si un visiteur se présente chez quelqu'un et qu'il n'y a personne, ce visiteur peut entrer, allumer un feu, se préparer un repas et même passer la nuit. Si un visiteur est chez un voisin à l'heure du repas, il est invité à s'asseoir et à partager le repas. Refuser de nourrir un visiteur aurait été perçu comme une insulte.

La vie sociale des pionniers canadiens-français veut même que l'on aide ses voisins, qu'ils soient parents ou étrangers. On se regroupe souvent en «bee» ou corvée pour aider à bâtir maison et étable, ou même pour monter l'église et le presbytère. On organise parfois des corvées pour aider un voisin qui est malade ou blessé à semer ses champs, ou à les récolter, à faire ses foins ou à prendre soin de ses animaux. Dans certains cas, les femmes organisent des «bees» pour faire leurs provisions de savon ou pour «piquer» une couverture. Quant aux hommes, la corvée est organisée pour couper le bois de chauffage. Invariablement, ces corvées deviennent l'occasion d'une soirée ou «veillée».

Ces veillées peuvent être l'occasion de jouer aux cartes: le bridge, le whist, le 500 et la barrouche sont des jeux de cartes populaires dans les foyers canadiens-français. Les veillées sont aussi l'occasion d'organiser des danses. À cette époque, il n'y a pas encore de salles paroissiales dans les communautés francophones de la Saskatchewan. Les danses ont donc lieu dans les maisons des gens; la plus grande maison du coin est le lieu de plusieurs soirées. Bien sûr, chacun apporte un petit quelque chose pour améliorer le repas à la fortune du pot. Dans certaines régions francophones, on emprunte même le mot anglais «potluck» pour décrire ces repas à la fortune du pot.

La Rolanderie

L'histoire de la Rolanderie, une colonie établie dans le sud-est de la Saskatchewan vers la fin du XIXe siècle par des aristocrates français, montre comment certains groupes de pionniers francophones ont essayé de transplanter leurs valeurs culturelles dans cette province. Établie comme colonie agricole par la petite noblesse de France, la Rolanderie attire des hommes comme Rudolf Meyer, le comte de Roffignac, le vicomte Joseph de Langle, le marquis Jean de Jumilhac et le comte Henri de Soras, pour n'en nommer que quelques-uns.

Le village le plus près de la Rolanderie est Whitewood, mais on verra aussi naître la mission de Saint-Hubert en 1886. Mme Jessie Grierson-Park, originaire de Whitewood, écrivait dans le *Herald* de Whitewood du 3 octobre 1940: *«Ces "gentilshommes gais et gallants" venant de France, offraient un contraste avec le Hongrois vêtu d'une peau de mouton et sa femme vêtue d'une robe paysanne et d'un châle multicolore. Les Français s'efforcent de transplanter la culture de la vieille France dans le sol de la Prairie; ils veulent continuer de vivre dans ce nouveau pays avec les traditions du vieux.»*[26] Ces nobles bâtissent de beaux et grand châteaux dans la région de Saint-Hubert et ils leur donnent le nom de leur château de France, comme «Bellevue», «Richelieu» et «Rolanderie». Pour meubler ces châteaux, ils apportent chaises, tables et lits de la France. Lorsque les nobles décident de retourner en France, ils vendent beaucoup de ces meubles à des familles canadiennes: *«Une famille a acheté une belle horloge de parquet, merveilleusement sculptée et datant de la Révolution française.»*[27]

Photo: Archives de la Saskatchewan

La fanfare de Whitewood, vers 1885.

Cette petite noblesse de la Rolanderie aime faire défiler ses plus beaux attelages; on dit que le comte de Langle se promenait *«avec cocher et valet de pied»* mais même lui n'attirait pas l'attention des pionniers. *«Ils étaient acceptés, comme tous les autres colons, comme cette nouvelle et changeante vie du pays.»*[28]

Les comtes, nouvellement arrivés de France, vivent dans un certain luxe: *«Ils importaient des produits alimentaires, des confiseries et des vins dispendieux et tous objets de luxe qu'ils avaient connus auparavant.»*[29] Ils amènent leurs chevaux pur-sang et leurs chiens de race, ainsi que leurs meilleurs attelages.

Chaque année, au mois d'août, tout le monde dans la région, nobles français, bergers hongrois, fermiers finlandais et Indiens se rencontrent près de Whitewood pour des courses de chevaux. *«Assises dans les charrettes à chien, on voyait quelques-unes des femmes françaises titrées, vêtues dans des robes et chapeaux de Paris... Aux yeux d'un enfant, ces dames apportaient une vision momentanée de ce grand monde extérieur, et même, elles semblaient être sorties d'un conte de fée.»*[30]

À Whitewood, on organise aussi des grands bals, comme celui qui est organisé pour marquer la visite du lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, Charles Mackintosh. Tout le monde est invité, bien sûr, à ces grands bals. *«Comme on peut l'imaginer, la tenue était variée pour ces occasions et même peu conventionnelle. Certains venaient en costume demi-cowboy, certains en pantalon et robe de*

flanelle, tandis que d'autres arrivaient en tenue de soirée.»[31] Parmi les danses, Français, Hongrois et Finlandais exécutent des menuets, des quadrilles et des valses. Pour la musique, on peut compter sur des violons et des pianos.

Mais, vers la fin du XIXe siècle, la Rolanderie commence à perdre de son importance; les nobles français regagnent la vieille France et cette vie d'aristocrate qu'avait connue la région prend fin.

La colonie française de Montmartre

Comme dans le cas de la Rolanderie, on espérait établir à Montmartre une colonie agricole française, même si celle-ci n'a jamais eu l'honneur d'avoir des nobles à sa tête. En 1893, Pierre Foursin et la Société Foncière du Canada quittent la France avec le rêve de créer une colonie française en Saskatchewan. Quatre ans plus tard, le rêve s'effondre. Toutefois, leur Montmartre de la Saskatchewan devient une communauté francophone importante du sud de la province.

Les membres de la Société Foncière du Canada ont choisi saint Pierre comme patron de leur colonie pour deux raisons: premièrement l'église de Montmartre en France est sous la protection de ce saint et deuxièmement, c'est le prénom du fondateur Pierre Foursin.

En France, à cette époque, on organise toujours une fête au village le jour de la fête du saint patron et les membres de la colonie font de même le 29 juin 1893: la Saint-Pierre. La journée commence avec la première messe chantée de la colonie. Puis, c'est le pique-nique: *«Le programme comprenait différents concours: courses à pied, sauts en hauteur, sauts en longueur, courses de chevaux sur le terrain qui séparait les maisons Simonin et Mouchenotte.»*[32] Pour cette journée, on a invité les gens de la région; plusieurs Indiens participe même aux concours. Le soir venu, après le départ des visiteurs, les colons français se réunissent dans la Grande Maison pour un grand bal.

Une autre occasion de se rencontrer et de se divertir à Montmartre a lieu le Jour de l'An. En 1895, par exemple, on note qu'un banquet est organisé dans la Grande Maison pour tous les colons. *«Chaque famille devait faire sa part, même les vieux garçons, Cyrille Mangenot, Amédée et Charles Écarnot et les frères DeDecker, devaient apporter leur contribution.»*[33] À l'occasion de ces fêtes, tout le monde doit chanter une chanson. Les hommes n'ont pas le droit de refuser, mais les femmes ont plus de liberté; elles peuvent accepter ou refuser à leur gré. Durant la soirée, Joseph Perrey et Auguste de Trémaudan jouent l'accordéon chacun leur tour, tandis que les autres dansent des valses, des polkas et des mazurkas.

Les soirs d'hiver, les colons se rendent souvent à la Grande Maison. Ils lisent le courrier récemment arrivé de Wolseley, ils échangent des idées et ils jouent à des jeux: cartes, dominos, échecs et dames.

En 1896, les choses changent pour les colons français de Montmartre. Tôt dans l'année, l'enseignant, Auguste de Trémaudan, organise un concert avec ses jeunes protégés. L'enseignant a même composé toutes les chansons du répertoire et a écrit la pièce de théâtre, une tragi-comédie. Les comédiens sont Henri Bastien et Louise Douan. Après le concert, les colons rangent les pupitres et la danse commence. La danse se poursuit jusqu'au lever du soleil, chose importante car on ne veut pas se perdre dans la prairie durant la nuit.

Peu de temps après cette soirée à l'école, Auguste de Trémaudan reçoit la visite du curé de Wolseley, l'abbé Roy. Il annonce à A. de Trémaudan qu'il a reçu ordre de mettre fin à ces danses. *«Le clergé du Canada n'allait pas*

tolérer les danses, surtout les danses comme la valse, le polka et le mazurka et allait même au point de refuser les sacrements à toutes personnes qui participaient ou organisaient des danses.»[34] Les colons de Montmartre se soumettent aux directives de leur curé; dorénavant les soirées à Montmartre consisteront en des jeux et de chants et en général, il n'y a pas de danse.

La danse

Comme on vient de le voir, le clergé du Canada décide, en 1896, d'interdire les danses et les bals. Toutefois, on a vu que la danse est très populaire dans les soirées canadiennes-françaises et métisses de l'époque. Comment les colons de langue française en Saskatchewan réagissent-ils à cette décision du clergé?

Mais avant de parler de la réaction des francophones à cette décision, demandons-nous pourquoi le clergé est contre la danse. C'est que les curés et leurs évêques voient la danse comme étant le premier des maux qui menera à d'autres comme le divorce, le suffrage féminin et l'abandon de la foi. Cette opposition du clergé aux danses et aux bals se poursuit jusque dans les années 1930. Voici un exemple d'articles publiés dans *Le Patriote de l'Ouest* pour faire connaître les dangers de la danse: «*Qu'avez-vous à dire des danses? Bien, bien des choses, mais il faut être bref. Disons donc seulement qu'indifférentes de leur nature, les danses telles qu'elles se pratiquent généralement de nos jours sont pleines de dangers. Elles sont condamnées par les Saints, par les personnes graves et sincèrement chrétiennes, par des gens du monde expérimentés, par la raison et l'expérience qui nous montre une foule de choses commises: 1^er^ AVANT LE BAL, à cause des dépenses excessives de toilette qu'il entraîne et des jalousies qu'il suscite; 2^e^ PENDANT LE BAL, à cause des libertés qu'on se permet et des tête-à-tête dont il est l'occasion; 3^e^ APRÈS LE BAL, à cause du retour seul à seul.*»[35]

Enfin, c'était une époque différente; les Canadiens français se soumettaient plus facilement à la volonté de l'Église. Quand le curé disait quelque chose, les gens l'écoutaient... la plupart du temps. Nous avons déjà vu, à Montmartre, qu'en «général il n'y avait pas de danse».

En parcourant les histoires des villages et autres documents sur l'histoire des francophones de la Saskatchewan, on découvre d'autres références à la danse. Dans ses *Reminiscences d'un pionnier*, Denys Bergot écrit le récit suivant à propos du voyage des Bretons qui viennent fonder la paroisse de Saint-Brieux: «*Bloqués par les glaces, nous devons nous résigner à rester six jours dans le port de Saint-Pierre-et-Miquelon; pendant ce temps, les émigrants essayent de se distraire de différentes façons: jeunes gens et jeunes filles dansent les rondes de leurs pays... Voilà des danses certes que l'Église aurait approuvées; ce n'est pas le Fox-Trot.*»[36]

Photo: Archives de la Saskatchewan

Au début du siècle, il y avait plusieurs groupes de musiciens, tel celui-ci à Duck Lake, qui jouaient pour des danses. Les membres sont: Joe Price, Émile Gregaust, Bill Barrette, Joe de la Gorgendière, Charles Urton, Gaston Dubois, Raoul St. Denis et Joe Fisher.

À Marcelin, même la colère du curé, l'abbé Pierre-Elzéar Myre, ne décourage pas les enfants du docteur Victor Bourgeault et autres indics d'organiser des danses et des soirées sociales. Ces soirées ont généralement lieu dans la résidence au-dessus de la quincaillerie Bourgeault. Ces danses et soirées se poursuivent même après le mariage du fils du docteur Bourgeault avec une jeune anglophone du coin, Mary Crowe.[37]

À Ferland, le curé semble avoir été plus négligent envers la danse. Mme Léophile Fournier-Chabot raconte: *«Dans ce temps-là, c'était défendu alors on n'y pensait pas. Le curé le défendait, surtout au commencement... plus tard, après qu'on a eu l'église en 17, c'était permis de danser aux noces seulement... un soir... pas de noces éternelles...»*[38]

Revenons un moment à Montmartre où Mme Léonie Labrèche raconte que durant sa jeunesse, *«on attachait un fanal sur une perche que l'on plantait au sol. C'était une annonce pour avertir qu'il y avait une soirée chez quelqu'un. On montait sur une petite butte pour voir s'il se passait quelque chose.»*[39]

La famille Béchard de Sedley, pour sa part, ne hait pas se rencontrer de temps à autre pour faire la fête. René Béchard raconte que durant la moisson, lorsque les batteux sont chez eux et qu'il pleut, *«ça dansait; papa jouait du violon, ça steppait. Chacun avait un petit step. Mes soeurs accordaient; on avait toujours un piano à la maison... On ouvrait tout grand... on pouvait danser quatre quadrilles... les valses... Quand il y avait de la pluie, quand on ne pouvait pas travailler, papa les faisait danser; les steps... les gigues. Y'en avait qui étaient bon.»*[40]

La veille de Noël, comme au Québec, plusieurs familles canadiennes-françaises se rassemblent pour le réveillon. Souvent, après avoir mangé à leur faim, les gens se mettent à danser, comme en souvient Mme Irma Privé de Ponteix: *«Je me rappelle très bien, on avait beaucoup de plaisir. On passait jusqu'à cinq, six heures du matin. On dansait même après que c'était fini le réveillon. C'était une belle réunion, parce que c'était une grosse famille.»*[41]

Photo: Archives de la Saskatchewan

Un groupe de bûcherons, dans les buttes Pasqua, avec leurs instruments de musique.

Le bazar

Une autre activité que l'on retrouve souvent dans l'histoire des francophones de la Saskatchewan, c'est le bazar et le souper paroissial. Cette activité est généralement organisée pour prélever des fonds pour l'église. Par exemple, en 1925, le curé et les paroissiens de Bellevue décident qu'ils doivent bâtir une nouvelle église. Même s'il y a division dans la paroisse, quant à l'endroit où sera construit le nouvel édifice, les gens sont prêts à donner.

Un comité est mis sur pied pour organiser le bazar; deux jeunes femmes de la paroisse acceptent d'être candidates au concours de reine de la paroisse (celle qui ramassera le plus d'argent sera couronnée reine). Les deux jeunes femmes font partie de groupes différents quant au futur emplacement de l'église. Une, avec une très grande parenté, organise des grosses parties de cartes; l'autre organise des soirées

amusantes avec un peu d'alcool et des jeux de toutes sortes.

Enfin, le grand jour du bazar arrive: *«Le bazar dura du premier au quatre novembre. Après la messe de la Toussaint, on sortit les bancs, on rangea les autels pour faire place nette. L'église est la seule salle disponible... Des articles à vendre ou à rafler, la pêche, des jeux de toutes sortes, même des pièces de théâtre que le maître d'école, M. Rompré, avait exercées et des chansons dans les entr'actes.»*[42]

Une autre activité très populaire de ces bazars, dans les communautés francophones de la Saskatchewan, semble être une tradition américaine. Il s'agit de la «vente des paniers». Plusieurs femmes préparent un panier de pique-nique et lors des soirées, vers onze heures, on met les paniers en vente. La femme doit manger son pique-nique avec l'homme qui a acheté son panier.

L'abbé Roland Gaudet, dans *St. Isidore de Bellevue, 1902-1977*, raconte qu'une telle vente a eu lieu au bazar de 1925. *«Le clou du dernier soir fut la vente des paniers et les derniers paniers à se vendre furent ceux des candidates. Celui de Bernadette se vendit pour $200.00, tandis que celui de Ina ne se vendit que pour $100.00.»*[43] Les deux jeunes hommes qui ont acheté ces paniers (ce sont deux frères) reçoivent bien sûr l'appui des autres membres de la communauté, car 200 $ représentent une somme fabuleuse à cette époque.

Les concerts

Au début du siècle, une des activités populaires dans les communautés francophones est le concert. Ces concerts empruntent librement au vaudeville qui est très populaire à cette époque, aux États-Unis. Le vaudeville mélange différentes genres artistiques. Le concert fait de même. On y retrouve des pièces de théâtre et des chansons, des récitals de piano et des danseurs à claquettes.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Angèle Delhommeau (née Regnier), de White Star, dans le rôle de Madeleine de Verchères, en 1927.

En parcourant les pages du *Patriote de l'Ouest*, nous pouvons trouver plusieurs articles sur les concerts des communautés francophones de la Saskatchewan. Dans une courte période de sept mois, de janvier à juillet 1918, nous avons relevé un total de 53 articles parlant des concerts d'Arborfield, Delmas, Duck Lake, Gravelbourg, Howell (Prud'homme), Marcelin, Montmartre, Ponteix, Prince Albert, Saint-Denis, Sainte-Marthe, Saint-Hubert Mission, Saint-Louis, Vonda et Willow Bunch. En voici quelques exemples.

Dans le *Patriote de l'Ouest* du 16 janvier 1918 on peut lire l'article suivant dans la chronique de Gravelbourg: *«Le 27 du mois de décembre*

dernier a eu lieu, dans la salle Saint-Jean-Baptiste, une séance dramatique et musicale. On joua "Cercle de femmes" comédie tout à fait spirituelle de Jean Segaux. Les rôles étaient remplis par Madame Cadieux et mesdemoiselles Gravel, Blanchard, Labrèche, Belisle, Leblanc et Charlebois... Une autre comédie intitulée: "Madame Beaucordon", jouée par Mademoiselle Belisle, Messieurs E. et G. Gravel et Georges Hébert.»[44] Les deux frères Gravel sont Émile et Guy. Dans le livre de l'histoire de Gravelbourg, on apprend que Guy Gravel est un passionné du théâtre. *«Aimant l'écriture, le chant, le théâtre, Guy rêvait davantage à Paris qu'à la prairie. Mais son attachement à la famille l'emporta et, aussitôt reçu pharmacien, il accourut à Gravelbourg où il se fit construire une petite pharmacie en 1908.»*[45]

Dans le même numéro du *Patriote de l'Ouest* du 16 janvier 1918, on apprend qu'il y a aussi eu un concert pendant les fêtes à Sainte-Marthe, près de Whitewood. *«En la fête de l'Épiphanie, un groupe de paroissiens manifestant leurs bonnes dispositions ont préparé une agréable, et très édifiante, soirée. Aussi bien une séance de deux heures a paru courte à la nombreuse assistance.»*[46] Lors de ce concert, certains ont joué du piano, des jeunes ont fait entendre leurs habiletés oratoires, il y a eu des chants et des pièces religieuses.

À Delmas, entre temps, Aurélie Vallière, Juliette Roy et Margot Langlois répètent une pièce de théâtre: *«Nous offrons nos félicitations aux dames de la Croix rouge pour leur beau succès de leur fête de Noël. La pièce "Le beignet de Noël" fut très bien rendue.»*[47] La soirée est organisée par les dames de la Croix-Rouge et il ne faut pas oublier que la guerre bat encore son plein en Europe, en janvier 1918. Pour terminer cette soirée, les dames ont eu recours à une personnalité bien connue de Delmas à cette époque. *«La belle voix de M. Jos Duval fut, comme toujours, très appréciée dans son joli répertoire de chansons canadiennes.»*[48]

Un mois plus tard, les 10 et 11 février 1918, les trois communautés de Delmas, Gravelbourg et Sainte-Marthe organisent de nouveaux concerts pour mettre un terme aux Jours gras. Le Carême s'en vient, mais il faut avoir un dernier concert avant le grand jeûne. C'est aussi le cas à Ponteix. *«Les élèves du couvent nous ont donné les derniers jours du carnaval, dans le soubassement de l'église, une soirée récréative parfaitement réussie, bien que préparée seulement depuis une semaine et complètement en dehors des heures de classe.»*[49]

À cette époque, on organise souvent des concerts comme moyen de prélever des fonds, comme celui qui a eu lieu à Willow Bunch en février 1918 au profit de la Société Saint-Jean-Baptiste. À Saint-Hubert Mission, par contre, on organise un concert en mars 1918 pour célébrer le retour de la guerre de quatre vétérans. Et, dans bien des cas, on organisait des concerts dans les sous-sols des maisons, tout simplement parce qu'on aimait faire du théâtre. C'était le cas pour les enfants de Rosario Gareau de Bellevue. Cette tradition théâtrale s'est poursuivie jusqu'à nos jours avec les petits-enfants et les arrière-petits-enfants de Rosario Gareau.

Les sports

Des sports, il y en a toujours eu dans nos communautés francophones. Dans les petites écoles de campagne d'antan, les jeunes organisent des parties de balle-au-camp pendant l'été, et l'hiver, ils se regroupent sur les *sloughs* ou étangs pour jouer une bonne partie de *chinny* ou hockey. À la fin du siècle dernier et au début du XXe siècle, les sports ne sont pas organisés comme ils le sont de nos jours. Dans bien des cas, la seule occasion de jouer contre une autre équipe c'est lors des *Sports Day* ou foires régionales.

Balle molle: Située dans la région de Bellegarde dans le sud-est de la province, Antler

connaît son premier *Sports Day* le 1er juillet 1900. *«La tradition commence le 1er juillet 1900 alors qu'une équipe du CPR reçoit un congé d'une demi-journée et se joint aux hommes du village et de la région pour un après-midi de parties de balle.»*[50]

À Zénon Park, dans le nord-est de la province, on commence à jouer à la balle dès l'arrivée des colons, en 1910. *«Les gens se regroupaient les dimanches après la messe à la ferme de Zénon Chamberland, un mille et demi au sud du village actuel. Les femmes étaient occupées à préparer le dîner tandis que les hommes formaient des équipes et jouaient au baseball et les enfants couraient et jouaient des jeux.»* [51] Ces rencontres ont lieu dans un parc à la ferme de Zénon Chamberland et c'est de ce parc que vient le nom de Zénon Park.

À Debden, ce n'est qu'en 1931 qu'on organise le premier club de balle molle. Ce club est organisé par le maître de l'école de Debden, Irénée Lefrançois. Toutefois, on doit avoir joué auparavant à la balle molle à Debden. Le club de M. Lefrançois est composé de *«Henri Blais, Conrad Cyr, Charles-Auguste Bélair, Hector Brunet, Roland Gagné, Edward Lajeunesse, Fernand Lajeunesse, Paul-Henri Paquette, Léo Brunet, Ubalde Lajeunesse et Omer Blais.»*[52]

Hockey: Comme il a été mentionné plus tôt, les premières parties de hockey en Saskatchewan ont eu lieu au grand air sur des étangs gelés. Même le grand Gordie Howe, originaire de Floral au sud-est de Saskatoon, apprend à patiner et joue au hockey sur un étang. À cette époque, les enseignants et les enseignantes n'aiment pas le terme hockey et les jeunes de l'époque apprennent qu'ils doivent dire «gouret» au lieu de hockey.

Commençons notre tournée à Debden. *«La première patinoire ouverte, bordée en planches fut construite sur le petit lac de Joseph Couture tout près du village. Organisée par Urgel Brunet père, cette patinoire rudimentaire fut en usage tous les hivers jusqu'en 1926.»* À partir de 1935, l'équipe de hockey de Debden porte le nom des Canadiens. Ce n'est qu'en 1955 que le village de Debden construit un *aréna*.[53]

Photo: Archives de la Saskatchewan

Une partie de chinny comme celle-ci était chose commune dans les communautés francophones d'autrefois.

Comme Debden, Zénon Park n'a pas de patinoire couverte avant les années 1950. Toutefois, cette lacune n'empêche pas les jeunes hommes de la région de se réunir pour un bon match. *«Au début, le hockey est un excellent jeu auquel on jouait les dimanches sur un étang, tant en ville qu'à la campagne. Les bâtons de hockey étaient faits de branches de saule et les jambières étaient commandées grâce aux catalogues d'Eaton's et de Simpson's.»*[54] Dans bien des cas, les jeunes n'ont pas les moyens de se commander des jambières d'Eaton's ou Simpson's. Des bas bourrés de catalogues, attachés avec des élastiques, servent de jambières.

Curling: Le curling est un sport souvent associé aux Prairies et à la Saskatchewan, peut-être à cause des victoires des frères Richardson durant les années 1950 et 1960. On disait souvent, il y a quelques années, qu'en hiver, dans les petits villages de la Saskatchewan, il

était possible de trouver la plupart des gens à l'*aréna* de curling, le matin, l'après-midi et le soir. C'est aussi le cas dans les communautés fransaskoises de l'époque.

Dans le sud-est, à Antler, une patinoire couverte avec place pour le curling est construite en 1925. Il en coûte 8 $ pour les gens du village et 6 $ à ceux de la campagne pour une saison de curling. *«Le premier bonspiel a lieu dans le nouvel aréna, en 1927, avec dix-huit équipes. La popularité de ces bonspiels obligent la compagnie à construire un autre terrain de curling sur le côté est de la patinoire, en 1930.»*[55]

Dans bien d'autres communautés, il faut attendre la fin de la deuxième guerre mondiale avant de se doter d'un terrain de curling couvert; Zénon Park (1946), Delmas (1947) et Prud'homme (1956).

Autres sports: Au cours des années, d'autres sports connaissent un certain succès dans les communautés francophones de la Saskatchewan. Le tennis et le croquet font leur apparition à Debden en 1928. À Antler, il y a deux terrains de tennis qui datent déjà de plusieurs années: *«À un moment il y avait deux terrains de tennis à l'ouest de la gare du CPR, entre la gare et la maison de l'agent; ils avaient été construits en 1906 et avaient déjà un bon gazon en 1909.»*[56] Le premier terrain de golf d'Antler est construit en 1909. Et, dans cette communauté, on joue au basketball dès le début des années 1920.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Le croquet était aussi un sport pratiqué dans certains villages francophones de la Saskatchewan..

Enfin, il semble y avoir eu un autre sport pratiqué dans toutes les fermes de la Saskatchewan entre le début du siècle et la fin de la deuxième guerre mondiale. Il s'agit de la «chasse aux *gophers*».[57] Tous les jeunes pratiquent ce sport. Durant la crise économique des années 1930, le gouvernement offre même une prime d'un cent la queue.

Dans un article de journal en 1910, dans la région de Delmas, on encourage même les fermiers à passer l'hiver à essayer d'inventer un meilleur piège à *gopher*. *«En 1920, Wilfrid Giroux et Joseph Poitvin ont inventé le piège à gopher à Ponteix, Sask.»*[58]

Laurier Gareau, dans une chronique de la *Parlure fransaskoise*, a décrit la chasse aux *gophers* comme suit: *«Chaque printemps, à la fonte des neiges et lorsque les petites bêtes apparaissaient de leurs hibernations, nous partions à la chasse aux "bizaines".*[59] *Nous attelions le "team"*[60] *sur le "stone-boat"*[61] *et nous nous rendions au Marais de roches (un étang à un demi-mille à l'ouest de la maison) pour remplir d'eau notre gros baril de cinquante gallons. Puis, nous nous rendions dans le "pacage"*[62] *pour faire la chasse aux "bizaines". Nous nous promenions dans le "pacage" jusqu'à temps de voir une de ces vilaines petites rongeuses. Puis, nous la poursuivions jusqu'à son trou où la guerre commençait. Nous, les enfants, nous étions munis de bâtons de baseball, ou de bouts de madrier, tandis que mon père maniait les seaux d'eau. La tactique était bien simple. Mon père vidait seau d'eau après seau d'eau dans le trou et lorsque la "bizaine" osait se montrer le nez, nous*

l'assomions avec nos armes. Hélas, nous étions rarement aussi rapide que la petite bête et il arrivait neuf fois sur dix qu'elle réussissait à s'échapper entre nos jambes. Nous ne réussissions pas à en tuer tellement, mais nous avions beaucoup de plaisir à essayer.»[63]

Enfin, il y a eu une multitude d'autres formes de loisirs au cours des années. Quand il n'y avait pas de télévision, de Nintendo ou de Game Boy pour aider à passer le temps, il fallait bien que les gens trouvent d'autres façons de se divertir. Richard Lapointe et Lucille Tessier ont consacré toute une section de leur livre, *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan,* à la vie sociale et aux amusements.[64] Toutefois, il y aurait encore beaucoup d'autres recherches à faire sur ce sujet.

Notes et références

1 Yvon Desautels. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Paulines, 1984. — P. 16
2 Ibid., p. 5
3 Ibid., p. 5
4 Ibid., p. 9
5 Ibid., p. 9
7 Ibid., p. 10
8 Ibid., p. 11
9 Ibid., p. 13
10 Ibid., p. 14
11 Ibid., p. 6
12 Ibid., p. 7
13 Ibid., p. 7
14 Diane Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — Batoche 1870-1930. — Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990. — P. 56
15 Ibid., p. 57
16 À la mode du pays: (on dit aussi à la façon du pays). Le mariage «à la mode du pays» était un simple contrat verbal entre l'homme et la femme. Ces mariages étaient légitimes aux yeux de l'Église catholique, à cette époque, si le contrat était fait dans une région qui ne pouvait pas être visitée par un missionnaire. Les mariés devaient faire bénir le mariage par un curé le plus tôt possible.
17 Diane Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — P. 57
18 Ibid., p. 57
19 Ibid., p. 58
20 Ibid., p. 58
21 Ibid., p. 60
22 Ibid., p. 60-61
23 Ibid., p. 62
24 Laurier Gareau. — «La Parlure fransaskoise». — L'Eau Vive. — (15 déc. 1988). — P. 14
25 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970. — P. 143
26 L.W. Park. — «Early French Settlement in Whitewood and District». — The Whitewood Herald. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — L'original a été publié à Whitewood en oct. 1940. — Traduction. — SHS 228
27 Ibid.
28 Ibid.
29 Ibid.
30 Ibid.
31 Ibid.
32 Roméo Bédard, abbé. — History of Montmartre, 1893-1953. — Regina : Archdiocese of Regina, 1953. — Traduction. — P. 24
33 Ibid., p. 27
34 Ibid., p. 34
35 Chanteclair. — «Qu'avez-vous à dire des danses?». — Le Patriote de l'Ouest . — (19 mars 1914)
36 Denys Bergot — Réminiscences d'un pionnier. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — P. 12
37 Marcelin Historical Society. — History of Marcelin and District. — Marcelin : Marcelin Historical Society, 1980. — Traduction. — P. 2
38 Léophile Chabot. — Entrevue. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — (Collection du ministère de la Culture et des Loisirs). — R-5191 ; R-5192
39 Léonie-Louise Labrèche. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — R-5158
40 René Béchard. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — R-5179
41 Irma Privé. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — R-5157
42 Roland Gaudet, abbé. — Saint Isidore de Bellevue, 1902-1977. — Bellevue : Roland

Gaudet, 1977. — P. 12

43 Ibid., p. 13

44 «Gravelbourg». — Le Patriote de l'Ouest. — (16 janv. 1918). — P. 3

45 Gravelbourg Historical Society. — Heritage, Gravelbourg - District, 1906-1985. — Gravelbourg : Gravelbourg Historical Society, 1987. — P. 396

46 «Sainte-Marthe». — Le Patriote de l'Ouest. — (16 janv. 1918). — P. 3

47 «Delmas». — Le Patriote de l'Ouest. — (23 janv. 1918). — P. 3

48 Ibid., p. 3

49 «L'Hirondelle de Ponteix». — Le Patriote de l'Ouest. — (20 fév. 1918). — P. 10

50 Antler and District History Committee. — Footprints in the Sands of Time. — Antler : Antler and District History Committee, 1983. — Traduction. — P. 187

51 Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — Zenon Park : Zenon Park History Book Committee, 1983. — Traduction. — P. 69

52 Le Livre Historique. — Écho des pionniers 1912-1985, Histoire de Debden et district. — Debden : Comité du Livre historique de Debden et district, 1985. — P. 55

53 Aréna: patinoire qu'on connaît au Canada (amphithéâtre couvert pour les sports d'hiver), différente de l'arène (la partie sablée pour les jeux et les combats) de l'Europe.

54 Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — Traduction. — P. 71

55 Antler and District History Committee. — Footprints in the Sands of Time. — Traduction. — P. 196

56 Ibid., p. 193

57 Gopher: «Spermophile: n.m. zoologie. Petit rongeur voisin de la marmotte, à abajoues volumineuses, qui vit dans des terriers où il entasse des graines.»

58 Delmas History Book Committee. — Delmas, A Harvest of Memories. — Delmas : Delmas History Book Committee, 1990. — Traduction. — P. 422

59 Bizaine: nom utilisé dans la région de Bellevue au lieu de gopher.

60 Team: deux chevaux attelés à une voiture, une charrue.

61 Stoneboat: traîneau rudimentaire utilisé pour transporter des pierres ou du fumier.

62 Pacage: pâturage.

63 Laurier Gareau. — «La parlure fransaskoise». — L' Eau vive. — (27 avr. 1989). — P. 14

64 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 190-201

Bibliographie

Antler and District History Committee. — Footprints in the Sands of Time. — Antler : Antler and District History Committee, 1983

Bédard, Roméo, abbé. — History of Montmartre, 1893-1953. — Regina : Archdiocese of Regina, 1953

Bergot, Denys. — Réminiscences d'un pionnier. — Regina : Archives de la Saskatchewan

Delmas History Book Committee. — Delmas, A Harvest of Memories. — Delmas : Delmas History Book Committee, 1990

Desautels, Yvon. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Paulines, 1984

Gareau, Laurier. — «La Parlure fransaskoise». — L'Eau Vive. — (15 déc. 1988)-(27 avr. 1989)

Gaudet, Roland, abbé. — Saint Isidore de Bellevue, 1902-1977. — Bellevue : Roland Gaudet, 1977

Gravelbourg Historical Society. — Heritage, Gravelbourg - District, 1906-1985. — Gravelbourg : Gravelbourg Historical Society, 1987

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Le Livre Historique. — Écho des pionniers 1912-1985, Histoire de Debden et district. — Debden : Comité du Livre historique de Debden et district, 1985

Park, L.W. — «Early French Settlement in Whitewood and District». — The Whitewood Herald. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — L'original a été publié Whitewood en oct. 1940. — Traduction. — SHS 228

Payment, Diane. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — Batoche 1870-1930. — Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990

Rondeau, Clovis, abbé ; Chabot, Adrien, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970

Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — Zenon Park : Zenon Park History Book Committee, 1983

Enregistrements sonores:

Chabot, Léophile. — Entrevue. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — (Collection du ministère de la Culture et des Loisirs). — R-5191 ; R-5192

Labrèche, Léonie-Louise. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron . — Regina : Archives de la Saskatchewan. — R-5158

Béchard, René. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan. — R-5179

Privé, Irma. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Archives de la Saskatchewan. — R-5157

Les Fransaskois et le système scolaire

Tout au long de l'histoire de la Saskatchewan, l'éducation a été la cause de nombreux conflits entre francophones et anglophones. Continuellement, les francophones de la Saskatchewan ont dû se battre pour que leurs enfants soient éduqués en français. À certains moments, le français ne pouvait être enseigné qu'une heure par jour, et pendant plus de 40 ans, c'est l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan qui va préparer les cours et les examens de français. Aujourd'hui, la lutte pour améliorer la qualité de l'enseignement du français se poursuit toujours.

Chapitre un

Les Français et l'enseignement avant 1905

Chronologie des lois scolaires en Saskatchewan

Afin de mieux comprendre l'histoire de la lutte pour le droit à l'enseignement en français en Saskatchewan, voici une chronologie des lois scolaires de la province. Les renseignements sont basés sur le document préparé par Me Roger Lepage pour présentation en cours du Banc de la Reine en 1985.

1875 - Acte des Territoires du Nord-Ouest (il reconnaît aux habitants du Nord-Ouest le droit de créer des écoles publiques et séparées);

1884 - Ordonnance des Écoles (cette ordonnance semble être en vigueur jusqu'en 1918 quoiqu'il y ait eu de nombreux amendements au fil des ans);

1905 - Loi sur la Saskatchewan (rien n'est prévu dans cette loi quant à la langue d'enseignement)

1918 - Loi des écoles (cette loi prévoit que les cours de première année pourront être donnés en français et qu'il y aura une heure de français par jour pour les autres années). La Loi des écoles semble être en vigueur jusqu'en 1978 quoiqu'il y ait eu de nombreux amendements, dont ceux de 1929 à 1931;

1978 - Loi scolaire (cette loi autorise la création d'écoles désignées).

L'enseignement du français avant 1905

Lorsque Louis Riel et le Conseil provisoire de la Rivière-Rouge dressent la liste des droits des Métis en 1870, ils demandent, comme condition d'entrée dans la Confédération canadienne, le statut de langues officielles, tant pour l'anglais que pour le français, au palais législatif et dans les cours de justice. Ce statut de langues officielles, les Métis de la Terre de Rupert le revendiquent également en matière d'éducation; ils veulent le droit à l'enseignement du français, comme de l'anglais, et aussi le droit à leurs écoles confessionnelles (catholiques ou protestantes).

Pour Riel et ses partisans, en matière d'éducation, le statut de langues officielles devait tout simplement venir reconfirmer un droit accordé dès le début du XIXe siècle par la Compagnie de la Baie d'Hudson. «*Dans deux documents notamment, un de 1813 et un autre de 1836 émanant de la Compagnie de la Baie d'Hudson, il est prescrit de dispenser l'enseignement aux enfants dans leur langue maternelle "whether English or French".*»[1]

Bien sûr, il n'existait pas beaucoup d'écoles dans le Nord-Ouest à cette époque. La Compagnie de la Baie d'Hudson n'était préoccupée que de l'enseignement donné aux enfants de ses employés. Quant aux Métis et aux Indiens, c'est l'Église qui devait leur fournir un enseignement, en français ou en anglais.

À la Rivière-Rouge, les abbés Provencher et Dumoulin, les deux premiers missionnaires de la région, commencent à enseigner le catéchisme, puis l'alphabet, dès leur arrivée en 1818. Une première école est fondée à Pembina par l'abbé Dumoulin vers 1820 ou 1821. Puis, lorsque l'abbé Provencher s'établit en permanence à Saint-Boniface quelques années plus tard, il

s'occupe d'ouvrir une école pour garçons, puis une pour filles: «L'événement le plus marquant de cette année-là reste cependant l'aboutissement des démarches entreprises en 1924 pour mettre sur pied une école de filles. Angélique et Marguerite Nolin viennent en effet s'établir à Saint-Boniface, où elles ouvrent les portes d'une école de filles au mois de janvier 1929.»[2]

Cette école pour filles ne semble exister que quelques années, car en 1844, les Soeurs grises sont appelées à reprendre le travail des demoiselles Nolin. «*Le 11 juillet 1844, trois semaines après que les Soeurs grises eurent atteint la rivière Rouge, elles ouvrirent l'école pour filles que Mgr Provencher voulait depuis si longtemps.*»[3]

Les Frères des écoles chrétiennes viennent ensuite appuyer le travail des Soeurs grises à Saint-Boniface. Louis Riel, par exemple, reçoit son éducation tant des Soeurs grises que des Frères des écoles chrétiennes. «*Louis commença l'école à l'âge de sept ans. Il fréquenta d'abord l'institution des Soeurs grises, à Saint-Boniface. Lorsque les Frères des Écoles Chrétiennes ouvrirent une nouvelle école, il y fut envoyé.*»[4]

S'il y a des écoles à la Rivière-Rouge dès 1820, la situation est toute autre dans la région qui deviendra en 1905 la province de la Saskatchewan. Avant l'adoption de l'*Acte des Territoires du Nord-Ouest* en 1875, les seules écoles existantes en Saskatchewan sont les écoles des missions. Les Soeurs grises, par exemple, ont fondé, dès 1860, une école à l'Île-à-la-Crosse. «*Saint-Jean-Baptiste de l'Île-à-la-Crosse, la plus ancienne de toutes, où résident deux prêtres avec trois frères convers et autant de soeurs grises. Celles-ci avaient sous leur direction une école pour les filles et un orphelinat pour les garçons.*»[5]

D'autre part, les missionnaires oblats enseignent souvent eux-mêmes le catéchisme, et parfois l'alphabet, aux jeunes Métis de la Montagne de Bois, de la Montagne de Cyprès, de la Prairie Ronde (Dundurn), de la Petite Ville (le clan Dumont s'établit à cet endroit au sud de Batoche en 1868) et de Saint-Laurent de Grandin.

Mais puisque les Métis et les Indiens sont des peuples nomades, il ne semble pas y avoir d'école formelle dans ces régions avant le début des années 1870.

L'école de la mission de Saint-Laurent de Grandin

Les pères Alexis André, o.m.i., et Vital Fourmond, o.m.i., ouvrent une première école à Saint-Laurent de Grandin en 1875. L'enseignant est Norbert Larence, un ancien surintendant des travaux publics sous le gouvernement d'Assiniboia (Compagnie de la Baie d'Hudson) et juge de paix dans le gouvernement provisoire de 1869-1870 à la Rivière-Rouge. Le père Fourmond écrit à propos de cette première école: «*Ces petits enfants font vraiment la consolation de leur Majesté par leur bonne tenue et leur bonne volonté. Déjà par leur zèle à chanter, ils relèvent dignement la solennité de nos offices.*»[6] Le père Fourmond ne précise pas si les jeunes apprennent à lire et à écrire. Ils chantent bien à la messe et le curé est heureux.

Le 17 juillet 1881, Mlle Onésime Dorval quitte le Lac Sainte-Anne près d'Edmonton, en compagnie de sa protégée Marie Darmour et de Mgr Vital Grandin, évêque de Saint-Albert, pour se rendre à la mission de Saint-Laurent de Grandin comme enseignante. Ils arrivent tous les trois à Saint-Laurent le 26 juillet, mais le curé de la mission, le père Vital Fourmond, o.m.i., ne semble pas les attendre si tôt. Selon Mlle Dorval, «*le pauvre père Fourmond... était à blanchir à la chaux l'église et le presbytère, accoutré pour la circonstance.*»[7] À son arrivée, Mlle Dorval découvre «*une bien pauvre petite église, très basse faisant suite à la maison du père, sans aucun confort; l'austère pauvreté régnait partout;*

pas loin de l'église une misérable masure servant de cuisine, de classe, de réfectoire.»[8]

Malgré la pauvreté qui règne dans la mission, Mlle Dorval se met à la tâche. Elle ouvre l'école et y accueille ses premiers élèves. «*Mgr Grandin nous a amené une excellente institutrice dans la personne de Mlle Onésime Dorval dont le savoir égale le dévouement. 8 pensionnaires, 3 petits garçons et 5 petites filles sont nourris à la mission. 30 enfants sont inscrits sur les registres avec promesse de les envoyer à l'école toute l'année, ce qui n'a pas été fait jusqu'ici. Il ne nous manque qu'un logement plus convenable.*»[9]

Afin de comprendre cette citation, il faut connaître le mode de vie des Métis. Le clergé essaie de les convaincre d'abandonner leur mode de vie nomade et de s'établir dans des fermes le long de la rivière Saskatchewan-Sud. Toutefois, les Métis sont toujours des chasseurs de bison et des fréteurs et lorsqu'ils quittent la mission, ils emmènent avec eux leur femme et leurs enfants. Même s'ils ont promis de laisser leurs enfants à l'école toute l'année, il est possible que certains ne soient pas encore revenus de la chasse annuelle ou bien que, partis de Fort Garry, ils soient sur le chemin du retour avec plusieurs charrettes de provisions.

1875: Acte *des Territoires du Nord-Ouest*

L'arrivée des Blancs, Français et Anglais, à la fin du XIXe siècle va enfin mener à l'établissement de lois pour gérer les écoles. Ces lois ne seront pas toujours favorables aux francophones.

Lorsque l'*Acte des Territoires du Nord-Ouest* est adopté en 1875, il prévoit des dispositions pour la création de districts scolaires. «*... il y sera toujours pourvu qu'une majorité de contribuables d'un district ou d'une partie des Territoires du Nord-Ouest, ou d'aucune partie moindre ou subdivision de tel district ou partie, sous quelque nom qu'elle soit désignée, pourra y établir telles écoles qu'elle jugera à propos, et imposer et prélever les contributions ou taxes nécessaires à cet effet...*»[10] Les Canadiens français catholiques peuvent aussi créer des districts scolaires séparés où leur langue et leur foi feront partie du programme d'enseignement.

Le premier district scolaire public catholique des Territoires du Nord-Ouest est mis sur pied à Bellevue en 1885. «*Que l'arrondissement composé des Sections vingt-quatre, vingt-cinq et trente-six, et de telles parties des Sections vingt-trois, vingt-six et trente-quatre non comprises dans la réserve des sauvages, connue sous le nom de la "Réserve du chef sauvage Une Flèche" dans le Township quarante-trois au Rang vingt-huit...*»[11] Il existe quatre écoles publiques catholiques en 1885, à Duck Lake, Bellevue, Saint-Louis et Saint-Laurent.

L'année précédente, le Conseil des Territoires avait établi un système scolaire semblable à celui du Québec et avait mis sur pied un Conseil de l'Instruction publique. «*L'Ordonnance Scolaire du 6 août 1884 instaurait un "Conseil de l'Éducation", subdivisé en une Section Protestante et une Section Catholique, comptant chacune six membres nommés par le Lieutenant-gouverneur en Conseil.*»[12]

Chacune des deux sections du «Conseil de l'Éducation» a la responsabilité d'administrer ses écoles, d'accréditer son personnel enseignant, d'accorder des diplômes aux enseignants, de choisir les manuels scolaires et de nommer des inspecteurs d'écoles. C'est Mlle Onésime Dorval qui reçoit le premier certificat d'enseignement du district de la Saskatchewan de la section catholique du Conseil de l'Éducation des Territoires du Nord-Ouest. Elle devient ainsi la première institutrice reconnue de la Saskatchewan.

En 1886, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest adopte une nouvelle ordonnance qui réglemente pour la première fois l'enseignement du français. Selon ces règlements, les

commissaires d'un district scolaire ont le droit de «permettre l'enseignement du français à l'élémentaire». Dorénavant, l'anglais est la seule langue d'enseignement officielle des Territoires, mais il est permis d'enseigner en français à l'élémentaire. *«Ainsi donc, la première fois que le français est mentionné dans une Ordonnance Scolaire comme une langue d'enseignement "permise", c'est pour en réduire l'importance.»*[13]

Deux ans plus tard, de nouveaux règlements limitent à nouveau l'enseignement du français dans les Territoires. En effet, en 1888, une ordonnance déclare que les commissaires de toutes les écoles devront s'assurer *«qu'un cours primaire soit offert en anglais»*.[14] Il n'est même pas question du français dans cette ordonnance. De plus, la composition du «Conseil de l'Éducation» est changée par l'ordonnance scolaire de 1888. *«En effet, la participation des membres du Conseil de l'Éducation des Territoires du Nord-Ouest est établie à trois catholiques, mais à cinq protestants.»*[15]

Jusqu'à présent, les Canadiens français ne semblent pas avoir réagi avec trop de vigueur aux différents changements apportés par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Ce ne sera pas le cas avec l'ordonnance adoptée en décembre 1892. *«En effet, cette Ordonnance supprimait le Conseil de l'Éducation, et les deux Sections qui le composaient. Cette mesure retirait donc complètement aussi aux deux directeurs, protestants et catholiques, le droit d'administrer leurs écoles. À leur place était institué un Comité de l'Instruction Publique, composé des membres du Comité Exécutif du Conseil des territoires, et de quatre personnes, soit deux Catholiques et deux Protestants, nommés par le Lieutenant-gouverneur, mais sans droit de vote.»*[16]

L'ordonnance de 1892 restaurait le cours primaire en français qui avait été permis jusqu'en 1888, et permettait aussi l'enseignement d'un cours de religion, pourvu que ce cours soit donné durant la dernière demi-heure de la journée. Mais ce qui choque particulièrement les Canadiens français, et leur clergé, c'est la perte du droit d'administrer les écoles. *«Au plan religieux également, la situation était sérieusement compromise, puisque les catholiques avaient perdu le contrôle de leurs écoles.»*[17] L'ordonnance de 1892 reste en vigueur jusqu'en 1896.

Chapitre deux

L'éducation en Saskatchewan jusqu'en 1940

En 1905, lors de la création de la province de la Saskatchewan, la loi ne prévoit aucune nouvelle disposition au sujet de l'éducation française. *«Le 21 février 1905, Sir Wilfrid Laurier, Premier ministre du Canada, déposa en première lecture les projets de loi décrétant l'autonomie des deux nouvelles provinces. Le paragraphe 2 de l'article 16 original du Projet de Loi Nº 70 prévoyait le respect des principes et traditions inscrits dans l'Acte des Territoires du Nord-Ouest de 1875.»*[18] Cet article crée des divisions au sein du cabinet libéral et Wilfrid Laurier se voit obligé de retirer cette clause.

La nouvelle *Loi sur la Saskatchewan* prévoit seulement *«le droit d'établir des écoles séparées, non confessionnelles, sujettes aux règlements du Ministère de l'Éducation.»*[19] Toutefois, pour l'archevêque de Saint-Boniface, Mgr Langevin, cette décision est décevante. *«Le maintien d'un système d'écoles séparées non confessionnelles dans les deux provinces nouvellement créées, fut un objet de cruel désappointement pour Mgr Langevin, aux yeux duquel "écoles neutres" et "écoles sans Dieu," étaient synonymes.»*[20]

Pour la communauté de langue française de la nouvelle province, la *Loi sur la Saskatchewan* veut dire qu'ils ont toujours le droit d'avoir un cours primaire en français. *«Ils ne pouvaient d'ailleurs s'attendre à obtenir davantage, même d'un gouvernement bien disposé à leur égard, car ils ne faisaient figure, ni d'une force politique puissante, ni d'un groupe de pression influent.»*[21]

Entre 1905 et 1917, il y a une pénurie d'enseignants de langue française en Saskatchewan. Toutefois, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan n'est fondée qu'en 1912, et pendant les premières années elle n'a même pas de personnel, elle n'est même pas au courant de cette pénurie. *«Nous manquions d'instituteurs, d'institutrices, mais comme nous n'avions pas de secrétariat permanent, pas de statistiques officielles, nous ne réalisions pas du tout l'étendue du mal.»*[22]

À cause de cette pénurie d'enseignants de langue française, les Canadiens français de la Saskatchewan se voient obligés de fermer plusieurs de leurs écoles françaises en 1917. Pour cette raison, les dirigeants de l'ACFC décident cette année-là de se joindre à leurs confrères du Manitoba et de l'Alberta pour former l'Association Interprovinciale. *«Le nouvel organisme recrutait des enseignants bilingues au Québec et en Ontario en plus d'assurer leur entretien pendant un séjour obligatoire à l'école normale de la Saskatchewan. L'AI accordait aussi des prêts aux jeunes Franco-Saskatchewanais qui suivaient les cours d'une école normale au Québec ou en Saskatchewan. Elle jouait le rôle de "bureau de placement" en tenant à jour la liste des postes libres et en se chargeant de la correspondance avec les instituteurs intéressés par l'un ou l'autre des postes.»*[23]

L'Association Interprovinciale existe jusqu'en 1925, date à laquelle elle devient le comité d'éducation de l'ACFC.

1918: Amendements à la *Loi des écoles*

Jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, en 1914, il ne semble pas y avoir de tension ouverte entre francophones et anglophones en ce qui concerne les écoles de la province. Toutefois, avec la guerre de 14-18, les relations entre francophones et anglophones changent en Saskatchewan. Des organismes comme la *Saskatchewan Grain Growers*, la *Saskatchewan School Trustees Association* et la *Saskatchewan Association of Rural Municipalities* demandent ouvertement qu'on interdise l'usage des langues étrangères dans les écoles de la province.

Ces groupes s'en prennent surtout aux Allemands, mais les Canadiens français n'y échappent pas, en grande partie à cause de l'opposition des Canadiens français du Québec à la conscription et aux efforts de guerre. Dans ses mémoires, Raymond Denis raconte l'atmosphère qui règne dans la province à cette époque: *«Nous ne pouvions pas assister à une assemblée quelconque sans entendre crier "les Frenchmen dans Québec" et dans toutes les réunions, commissaires d'écoles, personnel enseignant, même chez les "Grain Growers" on n'entendait qu'un cri qui était devenu un slogan: "Une langue, une école, un drapeau", c'est-à-dire la langue anglaise, l'école anglaise et le drapeau anglais.»*[24]

La contestation anglophone s'amplifie et au congrès de la *Saskatchewan School Trustees Association* à Saskatoon en 1918, les délégués demandent que l'anglais soit la seule langue d'enseignement en Saskatchewan. À la suite de ce congrès, le gouvernement libéral de William Martin décide d'adopter un amendement à la *Loi des écoles*. Martin est premier ministre et ministre de l'Instruction publique. «Le Gouvernement libéral, dirigé par l'Honorable M. Martin, gouvernement qui, *jusque-là, s'était montré plutôt tolérant, changea brusquement d'attitude et annonça qu'il allait soumettre à la législature un projet de loi qui allait régler une fois pour toutes la question des écoles.*»[25]

Bientôt les Canadiens français apprennent que l'amendement Martin vise à limiter l'usage du français dans les écoles. *«L'enseignement ne serait plus donné qu'en anglais dans toutes les écoles, bien que les commissions scolaires aient encore eu le droit d'autoriser l'enseignement d'une heure de français par jour.»*[26]

Les francophones s'organisent; menés par Mgr Mathieu de Regina, ils réussissent à convaincre le gouvernement Martin de modifier son amendement pour permettre l'enseignement de la première année en français ainsi qu'une heure par jour dans les autres classes.

Pour le jeune Raymond Denis, ce compromis est inacceptable. Il veut continuer la bataille contre le gouvernement et la *Saskatchewan School Trustees Association* dans l'espoir que l'on fasse une distinction entre la langue française et les autres langues étrangères. Mgr Mathieu doit lui rappeler qu'au Manitoba et en Ontario, les francophones ont voulu tout avoir et ont fini par ne rien avoir du tout. Denis accepte la logique de l'Archevêque de Regina. *«J'étais jeune dans ce temps-là, à peine 33 ans, d'humeur plutôt batailleuse, mais j'avais une confiance profonde dans le jugement de Mgr Mathieu et je m'inclinai.»*[27]

Avant même l'adoption de l'amendement Martin, et à la suite des déboires du congrès de la *Saskatchewan School Trustees Association* à Saskatoon en 1918, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan décident de fonder une nouvelle association. Jusqu'à cette rencontre, les commissaires d'école franco-canadiens avaient toujours travaillé avec leurs confrères anglophones.

Mais à la suite du congrès de 1918, les commissaires francophones décident qu'ils n'ont plus rien à gagner en restant membres de la *Saskatchewan School Trustees Association*. Ils décident de fonder leur propre association. Trois hommes sont responsables de la mise sur pied

de l'Association des commissaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan (ACEFC).

Un soir, Raymond Denis se rend à l'atelier du *Patriote de l'Ouest* à Prince Albert pour discuter de la situation des écoles avec le père Achille-Félix Auclair, o.m.i., directeur du journal et Donatien Frémont, journaliste. Sans consulter les autres commissaires, les trois hommes nomment un comité provisoire: Émile Gravel de Gravelbourg est nommé président et Raymond Denis est nommé secrétaire général. Fait intéressant à noter, aucun des commissaires nommés membres du comité à cette réunion ne refuse sa nomination. Les autres membres du premier comité de l'ACEFC sont Siméon Ducharme de Saint-Victor, Jean Haran de Forget, Jules Casgrain de Prince Albert, Théodule Lalonde de Zenon Park, Charles Handfield de Storthoaks, Raymond Leduc d'Assiniboia, René Rosy de Laflèche et J.A. Roy de Delmas.

Le premier congrès de l'Association des commissaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan a lieu en 1919 à Regina. L'ACEFC existera jusqu'au début des années 1980, date à laquelle elle deviendra la Commission des écoles fransaskoises, qui deviendra plus tard l'Association provinciale des parents fransaskois. À partir des années 1930, les commissaires francophones travailleront étroitement avec les commissaires anglophones catholiques.

Entre 1918 et 1928, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan font tout ce qu'ils peuvent pour améliorer leurs écoles. En 1925, l'ACFC commence à organiser un «Concours de français». Nous reparlerons de ce concours dans un autre document.

1929: Élection de J.T.M. Anderson

À la veille de la crise économique des années 1930, un nouvel élément vient menacer l'enseignement du français. Vers 1927, le Ku Klux Klan fait son apparition en Saskatchewan. Le Klan mène une campagne vigoureuse contre *«l'enseignement du français, le port de l'habit religieux et la présence de crucifix dans les écoles.»*[28]

Les Canadiens français comprennent alors qu'il y aura d'autres attaques contre l'enseignement du français dans les écoles de la province. En 1917, l'ACFC a recommandé au gouvernement de la Saskatchewan d'utiliser les manuels scolaires Roch Magnan pour l'enseignement du français. Ce n'est qu'en 1920 que le gouvernement accepte enfin ces manuels de lecture, mais, en 1926, certains anglophones s'opposent à leur utilisation. *«À la rentrée des classes en 1926, le gouvernement reçut plusieurs plaintes au sujet des manuels de lecture Magnan, agréés quelques années plus tôt. Ces manuels, avançait-on, étaient trop "sectaires" et ils contenaient des passages tendant à favoriser ouvertement l'idéologie catholique.»*[29]

Le Ku Klux Klan commence à recruter ouvertement de nouveaux membres et la «gent des encapuchonnés»[30] a beaucoup de succès dans le sud de la province. Lorsque l'ACFC demande au gouvernement, en 1927, de créer une École normale dans la province pour la formation d'enseignants bilingues, le Ku Klux Klan mène une campagne vigoureuse contre cette requête.

L'ACFC s'unit alors aux libéraux de la Saskatchewan pour essayer de discréditer les propos des *Klansmen*. *«Le premier ministre libéral James Gardiner, en même temps ministre de l'Instruction publique, et le président de l'ACFC, Raymond Denis, firent valoir certains points chacun de leur côté.»*[31]

On révèle, entre autres, qu'environ 50 jeunes anglophones, seulement, utilisent les manuels Magnan, comparativement à 8 000 jeunes Canadiens français. Quant à la demande du KKK requérant qu'on enlève les crucifix et autres images religieuses des écoles, l'ACFC et le

gouvernement répondent que cette question de crucifix ne concerne qu'une douzaine de districts scolaires sur les 4 800 de la province.

Toutefois, toutes les protestations de l'ACFC et du gouvernement Gardiner ne réussissent pas à modérer l'élan des *Klansmen*. Ils s'associent avec les conservateurs, dirigés par James Thomas Milton (J.T.M.) Anderson, et les progressistes. Aux élections de 1929, les libéraux de James Gardiner subissent une défaite et les conservateurs prennent le pouvoir, appuyés par les progressistes.

Anderson ne tarde pas à supprimer les droits des francophones. En septembre 1929, quelques mois seulement après les élections, il abolit l'échange des brevets d'enseignement avec le Québec. Cette décision rend presque impossible le recrutement d'enseignants francophones pour les écoles de la province.

En décembre de la même année, le gouvernement annonce que le catéchisme ne sera, dorénavant, enseigné qu'en anglais. Le premier ministre Anderson permettra, toutefois, aux francophones d'enseigner le catéchisme en français pendant une demi-heure, si la classe a lieu après la fermeture officielle de l'école à trois heures et demie.

Cependant, le gouvernement n'a pas encore fini de harceler les Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Le Bill 1 est déposé en février 1930. Ce projet de loi interdit l'affichage des symboles religieux et le port de l'habit religieux dans les écoles publiques de la Saskatchewan. Le gouvernement Anderson veut aussi abolir le droit d'enseigner en première année en français. En 1918, en plus d'avoir obtenu le droit à l'enseignement du français pendant une heure par jour, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan avaient également obtenu que l'enseignement en première année se fasse uniquement en français. *«Le 9 mars 1931, un projet de loi supprimant le cours primaire en français était adopté en troisième lecture à l'Assemblée législative de Regina. Désormais, le français ne pouvait plus s'enseigner que comme matière d'étude à raison d'une heure par jour.»*[32]

Même s'ils protestent ardemment contre ces mesures, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan ne réussissent pas à faire changer d'idée le gouvernement Anderson. De plus, ils ne sont pas un groupe suffisamment fort pour conduire les conservateurs à la défaite. Toutefois, c'est la grande crise économique des années 30; le gouvernement Anderson n'y peut rien et il perd les élections de 1934. Les libéraux reviennent au pouvoir et le premier ministre James Gardiner accepte d'éliminer certains règlements imposés par ses prédécesseurs.

Chapitre trois

Vers une école fransaskoise

Malgré les tentatives de la *Saskatchewan School Trustees Association* (1918) et du Ku Klux Klan (1929) pour éliminer complètement l'enseignement du français en Saskatchewan, et donc mener à l'assimilation des Franco-Canadiens de la Saskatchewan, la communauté de langue française demeure stable jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au début des années 1940, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan sont environ 50 000.

Ils peuvent survivre en Saskatchewan en grande partie parce qu'ils se trouvent encore dans des villages isolés, comme Bellevue et Ferland et qu'il y a encore une forte population francophone dans des endroits comme Prud'homme et Gravelbourg. Mais ce qui est encore plus important, pour leur survivance, c'est que les Canadiens français contrôlent encore plusieurs de leurs districts scolaires.

En 1926, par exemple, il y a, dans la province, 133 écoles où le cours primaire est offert en français et où il y a une heure de français par jour de la 2e à la 7e année. Les Franco-Canadiens peuvent donc dire qu'ils contrôlent jusqu'à 133 écoles au temps du KKK. Malgré les tentatives du gouvernement Anderson, cette situation n'a pas tellement changé au début de la guerre. L'élection du parti CCF en 1944 va changer tout ça.

1944: Le CCF et les grandes unités scolaires.

Depuis plusieurs années, on parle souvent en Saskatchewan d'abandonner le système des petits districts scolaires pour centraliser les écoles et créer de grands districts, ou commissions scolaires. Même s'il en est question, le gouvernement libéral au pouvoir dans la province ne fait rien quant à cette recommandation.

En 1944, il se produit un événement qui pousse plusieurs Franco-Canadiens de la Saskatchewan à se demander s'ils veulent continuer à appuyer leur allié traditionnel, le parti libéral de la Saskatchewan. Cette année-là, des représentants des associations francophones du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta se rendent devant les gouverneurs de Radio-Canada, à Montebello au Québec, pour demander des licences pour exploiter quatre stations de radio française dans l'Ouest canadien. Le Bureau des gouverneurs accorde une seule licence, celle de CKSB à Saint-Boniface.

Un des anciens chefs francophones de la Saskatchewan, Raymond Denis, employé depuis 1935 par la Compagnie d'assurance la Sauvegarde à Montréal, est irrité par cette décision. Il blâme les libéraux qui sont au pouvoir, tant à Ottawa qu'en Saskatchewan. En Saskatchewan, les libéraux de W.J. Patterson doivent tenir une élection provinciale et pour la première fois en dix ans, un parti menace de leur enlever le pouvoir. Il s'agit de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF) dirigée par T.C. Douglas.

«Traditionnellement, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan votent libéral. Pour cette raison, Patterson demande à Raymond Denis de revenir en Saskatchewan faire la cabale pour son parti. Denis reçoit cette demande de Patterson quelques jours après la décision du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada concernant les postes de la Saskatchewan.»[33]

Raymond Denis refuse de venir faire la cabale pour le parti libéral de la Saskatchewan, mais bien d'autres Franco-Canadiens, comme l'abbé Maurice Baudoux de Prud'homme, pensent qu'il faut continuer d'appuyer ce parti contre la CCF. *«Il craint l'avènement du parti socialiste-démocrate parce que "dans le domaine scolaire (pour ne parler que de celui-là) les tendances de ce parti sont à la centralisation à outrance et que le système de grandes unités auquel le gouvernement actuel n'a donné jusqu'ici qu'une adhésion de principe, serait tôt réalisé advenant la prise de pouvoir par la CCF."»*[34]

Mais encore une fois, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan ne forment pas un groupe suffisamment puissant pour empêcher l'élection de T.C. Douglas et de son parti en 1944. Le nouveau gouvernement implante, au cours des années suivantes, un système de grandes unités scolaires, ce qui veut dire la disparition des petites écoles de campagne et la perte subséquente d'influence des francophones sur l'enseignement.

«En 1944, dans le cadre de la campagne de regroupement des arrondissements en unités plus étendues, le district de Lacadia n° 290 fut rattaché à la Grande Unité Scolaire de Radville. L'école de Lacadia ferma ses portes à l'été de 1955 et les élèves suivirent dorénavant leurs cours à l'école régionale de Radville.»[35]

Les francophones perdent le contrôle de leurs écoles car ils sont invariablement en minorité dans les grandes écoles centralisées, sauf dans quelques cas comme à Bellevue, à Zénon Park, à Gravelbourg et à Bellegarde. *«Le quart de siècle qui s'écoula entre la mise en vigueur du plan de régionalisation et le retour aux écoles bilingues au début des années 1970 fut l'un de ceux où l'on enregistra le plus haut taux d'assimilation. Le désir de se fondre dans la majorité anglaise côtoyée quotidiennement à l'école régionale poussa plus d'un jeune à délaisser sa langue maternelle.»*[36]

La loi des écoles de 1969 et les écoles désignées

Entre 1944 et 1964, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan voient leurs écoles de campagne disparaître et leurs enfants assimilés par un régime centralisateur. L'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan poursuit son travail de revendication auprès du gouvernement provincial pour obtenir le droit, non seulement d'enseigner le français, mais le droit d'enseigner en français. En 1958, le ministère de l'Éducation reconnaît pour la première fois le programme de français de l'ACFC et accorde un crédit pour ce cours. Auparavant, les jeunes francophones devaient passer l'examen de «French» pour prouver leur compétence en français au gouvernement de la Saskatchewan. Malgré cette reconnaissance, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan continue de s'occuper des cours de français et à faire passer les examens, comme elle l'a fait depuis 1925.

Au printemps 1965, des parents francophones de Saskatoon annoncent qu'ils vont retirer leurs enfants de l'école, le 14 avril, pour protester contre l'article 203 de la *Loi des écoles*. Cet article déclarait que l'anglais était la seule langue d'enseignement et que les parents pouvaient obtenir pour leurs enfants jusqu'à une heure de français par jour. *«Cette décision est le résultat immédiat des refus répétés par la Commission scolaire de mettre à la disposition des enfants canadiens français, les miettes culturelles qui leur sont accordées par la loi actuellement.»*[37]

C'est une des premières fois qu'on parle de valeur culturelle canadienne-française dans le débat des écoles. Afin de régler cette situation, le nouveau gouvernement libéral de Ross Thatcher met sur pied la Commission d'enquête Tait. Le rapport de cette commission d'enquête recommande que le gouvernement permette et encourage l'enseignement du français, de l'allemand et de l'ukrainien.

À la suite de ces recommandations, le gouvernement Thatcher adopte des modifications à la *Loi des écoles* en 1967 et 1968. Auparavant, en 1966, le gouvernement avait embauché un «Supervisor of French instruction». Le premier superviseur est Éric Poliquin de Regina. Ce poste de «Supervisor of French instruction» sera transformé en 1980 en Bureau de la minorité de langue officielle (BMLO).

C'est en 1968 qu'est adopté un amendement qui permettra la création d'écoles désignées. *«Le Lieutenant-gouverneur peut désigner des écoles où le français peut être enseigné ou utilisé comme langue d'enseignement pour des périodes d'une journée que les règlements lui permettront d'accorder.»*[38] Le ministère de l'Éducation prend aussi en main le cours de français de l'ACFC et offre maintenant deux crédits pour le «français avancé», anciennement français de l'ACFC.

Les Canadiens français transforment alors leurs écoles en écoles désignées. Dans certaines régions, les parents francophones rencontrent des difficultés parce que certaines commissions scolaires ne veulent pas respecter la *Loi des écoles* et créer une école désignée. C'est le cas à Willow Bunch, à Debden et à Saskatoon, entre autres.

Cependant, dans ce conflit pour la création d'écoles désignées, des francophones s'opposent souvent à des francophones. *«Le plus pénible dans cette affaire de Willow Bunch, c'est que la population francophone elle-même est divisée. Et comme il s'agit d'une petite localité où l'on se connaît et où l'on est même proche parent, la situation devient particulièrement douloureuse.»*[39] Dans le cas de l'affaire de Willow Bunch, le gouvernement Thatcher doit finalement intervenir et obliger la Grande Unité de Borderland à établir une école désignée.

La création d'écoles désignées et l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* par Ottawa conduisent plusieurs parents anglophones à choisir le français comme langue d'enseignement pour leurs enfants. En 1978, le gouvernement néo-démocrate adopte la *Loi scolaire* donnant à tout élève le droit de s'inscrire dans une école désignée. Cette *Loi scolaire* change donc le caractère des écoles désignées; dans la plupart des cas elles deviennent des écoles d'immersion pour les jeunes anglophones.

En 1979, le gouvernement adopte des amendements à la *Loi scolaire.* Ces amendements font une différence entre les écoles désignées: «Type A» pour enfants francophones et «Type B» pour enfants en immersion. Toutefois, la loi ne limite pas l'accès à une école ou à l'autre; un jeune anglophone peut s'inscrire dans une école de «Type A» et vice-versa.

La création des écoles fransaskoises

Peu de temps après la création des écoles «Type A», l'ACFC et certains groupes de parents francophones commencent à dire que l'école «bilingue» mène aussi à l'assimilation. *«L'école bilingue est une utopie qui ne fait que contribuer à l'anglicisation des francophones.»*[40] Les francophones commencent alors à demander leurs propres écoles, ainsi que la gestion de celles-ci.

Depuis 1919, la communauté francophone est représentée, dans tous ces débats scolaires, par l'Association des commissaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan (ACEFC). En février 1983, l'ACEFC change de nom et devient la Commission des écoles fransaskoises (CEF). *«M. Leblanc a tenu à préciser que l'ACEFC ne faisait que changer de nom, et ne modifiait d'aucune manière ses statuts.»*[41] Malgré cette affirmation d'un des parents, M. Gérard Leblanc, la CEF devient une association de parents plutôt que de commissaires d'école. En 1989, elle change encore de nom pour devenir l'Association provinciale des parents francophones (APPF).

En 1984, la Commission des écoles fransaskoises propose un projet qui permettrait aux francophones de gérer leurs écoles. Le gouvernement conservateur de Grant Devine rejette la demande des parents fransaskois. En décembre 1986, Maître Roger Lepage se présente devant le juge Wimmer à Regina pour plaider la cause des Fransaskois. Deux ans plus tard, en 1988, le juge Wimmer rend son jugement, un jugement favorable aux francophones de la Saskatchewan.

Le gouvernement Devine répond au jugement Wimmer en mettant sur pied le comité Gallant sur la gestion des écoles fransaskoises. Ce comité en arrive à une solution pour l'implantation de la gestion scolaire, mais le gouvernement refuse de déposer à l'Assemblée législative le projet de loi qui permettrait la gestion de leurs écoles par les Fransaskois.

Les parents francophones doivent attendre l'élection d'un gouvernement néo-démocrate en 1991. Ce gouvernement amende la Loi scolaire, rendant aux francophones le contrôle de leurs écoles, comme l'avaient eu leurs grands-parents au début du siècle. Ces amendements permettant la gestion des écoles fransaskoises par des Fransaskois sont adoptés le 2 juin 1993 par l'Assemblée législative de la Saskatchewan.

C'est le 24 juin 1994 qu'ont lieu les élections pour les premiers Conseils scolaires fransaskois. Les élections ont lieu dans huit communautés: à Regina (école Mgr de Laval), Saskatoon (école Canadienne-française), Prince Albert (école Valois), North Battleford (école Père Mercure), Bellegarde, Saint-Isidore de Bellevue, Vonda (école Providence) et Gravelbourg (école Beau Soleil).

Une fois élus, les nouveaux commissaires d'école fransaskois commencent à se préparer pour prendre en main les huit écoles. Avant le transfert des écoles des commissions scolaires locales aux huit conseils scolaires fransaskois (transfert qui a lieu en janvier 1995) les commissaires d'école doivent négocier l'achat des bâtiments et de l'équipement des écoles en question. Un Conseil général des écoles fransaskoises est créé pour aider à gérer les écoles fransaskoises.

D'autres communautés viendront sûrement s'ajouter aux huit premières écoles fransaskoises. Maintenant l'avenir semble prometteur pour la communauté fransaskoise.

Notes et références

1 René Rottiers. — Soixante-cinq années de luttes... Esquisse historique de l'oeuvre de l'ACFC. — Regina : Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, 1977. — P. 20

2 Société historique de Saint-Boniface. — Histoire de Saint-Boniface. — Saint-Boniface : Éditions du Blé, 1991. — P. 106

3 Dennis King. — Les Soeurs Grises et la colonie de la rivière Rouge. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1983. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 34

4 Colin Davies. — Louis Riel et la Nouvelle Nation. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1981. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 6

5 René Rottiers. — Soixante-cinq années de luttes... Esquisse historique de l'oeuvre de l'ACFC. — P. 21

6 Jules LeChevallier, o.m.i. — Saint-Laurent de Grandin. — Vannes : Imprimerie Lafolye et J. de Lamarzelle, 1930. — P. 45

7 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many cultures - One faith : The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990. — Traduction. — P. 518

8 Codex historicus de la mission de Saint-Laurent-de-Grandin. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9.45
Cette masure misérable fut démolie en 1883 et remplacée par un hangar qui allait servir de couvent aux religieuses de la congrégation des Fidèles Compagnes de Jésus.

9 Ibid.

10 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 34

11 Ibid., p. 35

12 René Rottiers. — Soixante-cinq années de luttes... Esquisse historique de l'oeuvre de l'ACFC. — P. 24

13 Ibid., p. 25

14 Ibid., p. 25

15 Ibid., p. 25

16 Ibid., p. 25

17 Ibid., p. 28

18 Ibid., p. 28

19 Ibid., p. 28

20 Raymond Joseph Armand Huel. — L'Association Catholique Franco-Canadienne de la Saskatchewan : un rempart contre l'assimilation culturelle 1912-1934. — Regina : Publications fransaskoises, 1969. — P. 4

21 Ibid., p. 5

22 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan. — P. 25

23 Richard Lapointe ; LucilleTessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 215

24 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — P. 34

25 Ibid., p. 40

26 Richard Lapointe ; LucilleTessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 219

27 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — P. 42

28 Richard Lapointe ; LucilleTessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 227

29 Ibid., p. 227

30 Ibid., p. 226

31 Ibid., p. 227

32 Ibid., p. 231

33 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. 51

34 Ibid., p. 52

35 Richard Lapointe ; LucilleTessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 263

36 Ibid., p. 269

37 «Contre l'article 203 de l'Acte Scolaire». — La Relève. — (16 avr. 1965). — P. 1

38 Roger J. Lepage. — «Les associations francophones contre le Gouvernement de la Saskatchewan devant le juge Wimmer». — Document préparé pour le procès à la Cour du banc de la reine. — (Déc. 1986)

39 «Le conflit scolaire de Willow Bunch». — La Liberté et le Patriote. — (19 nov. 1969). — P. 1

40 «L'école bilingue : une utopie?». — L'Eau Vive. — (16 juill. 1975). — P. 16

41 «Raoul Granger est élu président». — L'Eau Vive. — (16 févr. 1983). — P. 1

Bibliographie

Codex historicus de la mission de Saint-Laurent de Grandin. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9.45

Davies Colin. — Louis Riel et la Nouvelle Nation. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1981. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

Denis, Raymond. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Huel, Raymond Joseph Armand. — L'Association Catholique Franco-Canadienne de la Saskatchewan : un rempart contre l'assimilation culturelle 1912-1934. — Regina : Publications fransaskoises, 1969

King, Dennis. — Les Soeurs grises et la colonie de la rivière Rouge. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1983. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many cultures - One faith : The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

LeChevallier, Jules, o.m.i. — Saint-Laurent de Grandin. — Vannes : Imprimerie Lafolye et J. de Lamarzelle, 1930

Lepage, Roger J. — «Les associations francophones contre le Gouvernement de la Saskatchewan devant le Juge J. Wimmer». — Document préparé pour le procès à la Cour du banc de la reine. — (Déc. 1986)

McLeod, Keith A. — «Politics, Schools and the French Language». — Shaping the Schools of the Canadian West. — David C. Jones et al. — Calgary : University of Calgary, 1979

Noonan, Brian. — Saskatchewan Separate Schools. — Altona : Friesen Printers, 1980

Rottiers, René. — Soixante-cinq années de luttes... Esquisse historique de l'oeuvre de l'ACFC. — Regina : Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, 1977

Société historique de Saint-Boniface. — Histoire de Saint-Boniface. — Saint-Boniface : Éditions du Blé, 1991

Articles de journaux

«Contre l'article 203 de l'Acte Scolaire». — La Relève. — (16 avr. 1965)

«Le conflit scolaire de Willow Bunch». — La liberté et le Patriote. — (19 nov. 1969)

«L'école bilingue : une utopie?». — L'Eau Vive. — (16 juill. 1975)

«Raoul Granger est élu président». — L'Eau Vive. — (16 févr. 1983)

Les «Concours de français» de l'ACFC

À cause de politiques gouvernementales, l'enseignement du français en Saskatchewan est limité à une heure par jour durant la majeure partie du XXe siècle. De plus, les différents gouvernements de la Saskatchewan refusent de s'occuper du recrutement d'enseignants bilingues, de la préparation d'un programme d'études de français et de la préparation des examens de français. Pour cette raison, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan décide en 1925 de préparer ses propres examens. Les «Concours de français» de l'ACFC deviennent ainsi, de 1925 à 1969, une institution dans la province. Chaque printemps, un samedi matin du mois de juin, tous les élèves qui suivent les cours de français de l'ACFC se rendent à l'école pour écrire les examens. Ensuite, jusqu'à la fin de juillet, ils attendent patiemment l'arrivée du Patriote de l'Ouest et plus tard de la Liberté et le Patriote, afin de connaître leurs résultats. Le langage de l'ACFC a toujours été «d'écrire les examens» et les élèves étaient «promus». Ces termes sont utilisés dans ce document.

Chapitre un

L'élection d'un nouveau chef et le «Concours» de 1925

«C'était en 1926. J'enseignais alors dans le nord de la province, à Zenon Park, dans une petite école dotée du très joli nom de "La Marseillaise". J'avais alors, en comptant plusieurs petits nouveaux arrivés depuis les beaux jours du printemps, trente-huit élèves, répartis dans les sept premières années du cours élémentaire, ce qui, il va sans dire, me tenait fort occupée... À cette date, l'ACFC n'était qu'un tout petit enfant, mais on commençait à songer sérieusement depuis une ou deux années à inaugurer les examens français. L'année 1924-25 s'était passée sans qu'on puisse mettre ce projet à exécution, mais en septembre 1925, on annonça au corps enseignant qu'en juin 1926, ça y serait!»[1]

Puisque le gouvernement de la Saskatchewan refuse de s'occuper des programmes de français pour les écoles de la province et de faire passer des examens aux jeunes Franco-Canadiens, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan décide, à son congrès biennal tenu à Regina en mars 1925, d'élaborer ses propres examens de français.

«C'est durant ce même congrès que les commissaires d'école réclamèrent avec insistance des examens de français avec obtention de diplômes. Le but était évident. Tout dans l'école dirige le personnel enseignant et les élèves vers l'étude de l'anglais. Visites de l'inspecteur deux fois par année, visites qui se limitent à la partie anglaise de l'enseignement et gare, si ces inspecteurs font des rapports non satisfaisants... Même si la petite institutrice fait tout ce qu'elle peut au point de vue français, personne ne le sait, personne ne s'en aperçoit. Rien non plus pour encourager les élèves, ni inspection française, ni examen, ni diplôme.»[2]

Au congrès de 1925, les membres de l'ACFC et de l'Association des commissaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan (ACEFC) décident que cette situation doit changer. En plus d'élire Raymond Denis président des deux organisations, les délégués adoptent aussi des résolutions demandant que l'ACFC instaure des examens de français pour 1926 et les années subséquentes et qu'elle nomme deux visiteurs d'école franco-canadiens.

Mais avant de pouvoir instaurer les examens de français et les visites d'écoles, l'ACFC et l'ACEFC doivent s'attarder sur la question d'un programme d'enseignement du français. Au congrès de 1925, c'est un professeur de Ponteix, David Gratton qui présente un rapport sur la situation des enseignants dans les écoles de la province.

«Nos élèves lisent d'une façon passable, mais il en est très peu parmi eux qui sont en mesure d'appliquer les règles de grammaire et d'écrire une dictée convenable. La faute n'en est pas uniquement au personnel enseignant. Certes les commissaires d'écoles, quand ils engagent les instituteurs, leur recommandent d'enseigner le français dans toute la mesure où la loi le permet, mais ensuite on ne les voit plus. Plus de visites à l'école. Les curés de paroisses, à de rares exceptions près, ne viennent pas beaucoup plus souvent. L'instituteur reste seul, avec un outillage défectueux, sans programme d'études pour le français, seul devant des inspecteurs qui tentent par tous les moyens à leur disposition de réduire de plus en plus la place allouée au français.»[3]

David Gratton fait un rapport sur la situation qui est déplorable en Saskatchewan! Les enseignants ont le droit d'allouer une heure par jour à l'enseignement du français, mais personne ne leur a dit comment utiliser cette heure. Il n'y a ni uniformité dans l'enseignement, ni programmes d'enseignement du français. Selon l'instituteur de Ponteix, c'est à l'ACFC de se pencher sur ce problème. Il rappelle aux délégués qu'ils ont déjà parlé d'examens de français. Ces examens fixeraient un but à l'enseignement du français et motiveraient autant les élèves que les enseignants.

«Mais, pour instituer des examens, il faut un programme qui soit le même pour toutes les écoles. Pas d'examens possibles sans programme. Je vois donc un travail tout tracé pour notre ACFC. Nomination d'un comité pédagogique formé de professeurs compétents qui mettront sur pied un programme qui sera imposé à toutes nos écoles pour l'enseignement du français. Et ensuite des examens.»[4]

Le message de David Gratton est clair; il faut que l'ACFC se mette à l'oeuvre. Heureusement, les délégués élisent Raymond Denis à la présidence. C'est un homme convaincu et, plus important, un homme d'action.

«Au contraire de ses prédécesseurs plus effacés, Raymond Denis chercha à imprégner l'ACFC de sa forte personnalité. Orateur de talent, homme d'une grande lucidité et doué d'une suprême confiance en ses moyens, il désirait ardemment devenir le chef national des Franco-Saskatchewanais, ce qui lui valut malheureusement plusieurs ennemis. Quoi qu'il en soit, l'ACFC avait bien besoin d'être revitalisée lorsque Raymond Denis fut élu président en 1925.»[5]

Raymond Denis ne tarde pas à agir. Un mois seulement après son élection, il s'occupe du problème des inspecteurs d'écoles. Depuis bien des années, l'ACFC demandait au ministère de l'Instruction publique de nommer un inspecteur d'école bilingue pour les écoles françaises, requête qui était toujours refusée. Il y avait eu quelques inspecteurs canadiens-français, comme F.-X. Chauvin, J.-E. Morrier et Louis Charbonneau, mais il leur était rarement permis de visiter des écoles de langue française.

«Ainsi le tristement célèbre A.W. Keith se permettait d'ouvrir les portes des petites écoles de campagne à coups de pied, d'y interdire l'usage des manuels français pourtant agréés par son ministère, d'interpréter les dispositions des lois scolaires comme bon lui semblait, d'arracher les crucifix des murs comme à Bellevue et à Domrémy, de menacer ouvertement les commissaires comme à Saint-Denis, de terroriser les institutrices nouvellement sorties de l'école normale, de se vanter publiquement qu'aucun Québécois n'obtiendrait jamais de brevet d'enseignement dans son territoire, de rédiger des rapports de toute évidence mensongers et, pardessus tout, de scandaliser la population catholique en visitant les écoles au bras de sa maîtresse, au vu et au su de tout le monde!»[6]

L'ACFC décide alors, en avril 1925, de nommer ses propres inspecteurs d'école. Travaillant étroitement avec les deux évêques de la province, Mgr Mathieu de Regina et Mgr Prud'homme de Prince Albert, l'ACFC nomme deux Oblats comme inspecteurs d'école, les pères Auclair et Jan.

Et même si David Gratton a fait remarquer aux congressistes qu'il faut établir un programme d'enseignement avant de pouvoir songer à un examen, Raymond Denis, lui, est toujours prêt à mettre la charrue devant les boeufs.

«Ces examens me semblaient indispensables si nous voulions développer l'enseignement du français, le faire aimer par le personnel enseignant et par les élèves. On nous l'avait demandé pour 1926. Pourquoi ne pas commencer en 1925. Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud... Les gens raisonnables me dirent que c'était une folie. Un examen de cette envergure

ne s'improvise pas. Il doit être soigneusement préparé. Qui va dresser le programme des examens? Quelles matières couvrira-t-il? Qui en fera la correction? Il y a aussi bien d'autres détails à étudier. Nous sommes à la fin avril. Comment pourriez-vous être prêts pour le 20 juin, dernière date limite?»[7]

Malgré cela, Raymond Denis reçoit l'appui de plusieurs enseignants qui croient qu'un examen en 1925 aidera à améliorer celui de 1926. Dès le début de mai 1925, Raymond Denis annonce la tenue du premier «Concours de français» de l'ACFC. Il aura lieu vers le 20 juin et comprendra une dictée, un devoir de rédaction française et quelques questions de grammaire. Tous les élèves de la 4e à la 12e année pourront écrire l'examen.

Les dirigeants de l'ACFC espèrent qu'au moins mille élèves passeront les examens, soit environ 15 % de ceux qui étudient le français. Au lendemain de l'examen, on apprendra que 1 062 candidats ont écrit le premier examen. Toutefois, durant les semaines qui précèdent l'examen, Raymond Denis doit convaincre certains de la nécessité de participer.

«Durant un temps, j'ai eu peur. Un bon nombre de nos pensionnats refusaient de participer parce que leurs élèves étaient mal préparés. "Mais, mes soeurs, les élèves des autres pensionnats ne sont pas mieux préparés et si les vôtres ne participent pas aux examens, nous comprendrons que vous avez peur, parce que probablement vous enseignez peu de français ou vous l'enseignez mal." Ce fut une campagne de persuasion qui nous fit dépenser bien du temps.»[8]

1 062 élèves participent au premier «Concours de français». Quatre-vingt districts scolaires et la plupart des couvents participent au premier concours. À cette époque, c'est seulement dans les couvents et au Collège Mathieu que les élèves peuvent suivre leurs études jusqu'à la 12e année, mais au Collège Mathieu on enseigne le cours classique et les élèves ne participent pas au concours de l'ACFC. Parmi les couvents représentés, mentionnons ceux des Dames de Sion à Prince Albert, Notre-Dame d'Auvergne à Ponteix, Laflèche, Prud'homme, Saint-Louis, Montmartre, Cantal et Bellegarde.

Selon Mme Victor Détilleux, alors Anna Dufort, l'école La Marseillaise ne participe au concours de français qu'en 1926, mais dans ses mémoires Raymond Denis donne la liste des écoles qui ont participé au premier concours et La Marseillaise N° 3327 y figure; six élèves de quatrième année et trois de septième auraient écrit l'examen de 1925.

«Avec ce concours, c'est une page d'histoire qui vient de s'écrire. Je suis fier d'y voir figurer les noms des trois écoles de ma paroisse St-Denis: Casavant, Dinelle et St-Denis et ceux des deux écoles de mon autre paroisse, celle de Vonda. Cette liste des écoles françaises qui participèrent aux examens de 1925 devrait être soigneusement conservée pour références. C'est pour elles un titre de gloire.»[9]

Étiennette Collin de Gravelbourg avait eu la médaille d'or en 11e année, Yvonne Leray de Prud'homme l'avait eue en 10e année et Jeanne Cuelenaere de Prince Albert en 9e année.

Malgré son enthousiasme, Raymond Denis doit reconnaître qu'il a encore beaucoup de travail à faire. À cette époque, il y a environ 133 écoles où le français est enseigné de la 1re à la 7e année. Puisqu'on ne compte pas les couvents dans ce chiffre, on constate que l'ACFC n'a réussi à faire passer son examen que dans moins de la moitié des écoles françaises. C'est un problème qui se posera encore pendant quelques années.

«Il y avait seulement quelque 133 écoles dans la province où le français était enseigné de la première à la septième année et 171 écoles où le français n'était enseigné qu'en septième et huitième années. En 1926, 1 360 élèves seule-

ment ont écrit l'examen annuel de l'ACFC (on estimait que 50 écoles n'avaient pas pris part).»[10]

Même si l'ACFC a réussi à organiser un premier «Concours de français», son travail n'est pas fini. Plus tôt dans l'année, David Gratton a recommandé la mise sur pied d'un comité pédagogique qui étudierait la question d'un programme d'enseignement de français. Et, il faut aussi s'occuper du problème de la pénurie d'enseignants bilingues dans les écoles de la province.

Afin de faciliter le recrutement d'enseignants bilingues, l'association persuada le surintendant de l'Instruction publique du Québec de modifier le programme des écoles normales de sa province et d'y ajouter des cours d'anglais pour les instituteurs qui se destinaient à l'enseignement dans l'Ouest canadien. Les chefs de file canadiens-français luttèrent également pour la nomination d'un professeur d'expression française à l'École normale de Saskatoon et pour l'inclusion de cours de méthodologie de l'enseignement du français au programme des écoles normales. L'ACFC réussit à convaincre le ministre d'approuver le programme de français qu'elle avait proposé et d'ajouter le français à la liste des examens officiels.»[11]

Chapitre deux

Une tradition s'établit en Saskatchewan

Tout devrait alors être en place pour des examens annuels. Hélas, ce n'est pas nécessairement le cas. Il y a encore beaucoup de travail à faire et il semble y avoir beaucoup de problèmes à surmonter. Malgré cela, dans les districts scolaires, les enseignants commencent, dès septembre 1925, à préparer leurs élèves pour les examens de juin 1926.

«J'étais à ma deuxième année d'enseignement à Zenon Park, et je commençais à préparer sérieusement mes élèves pour cet événement. La leçon de grammaire était donnée trois fois par semaine, et les devoirs étaient corrigés et expliqués. Chaque mois, il y avait un examen écrit sur tout ce que les élèves avaient pris durant cette période, et à Noël sur tout ce qui avait été couvert durant le premier terme. Avant Pâques, les élèves avaient revu presque tout le livre; avec les examens mensuels ordinaires suivit donc aussi l'examen écrit, depuis le commencement du livre jusqu'à la dernière page apprise.»[12]

Mais à Pâques, les enseignants sont informés qu'il sera peut-être impossible de préparer les examens à temps pour la fin de l'année scolaire. Les enseignants, comme les élèves, sont déçus. Au mois de mai, les enseignants reçoivent une lettre du secrétaire général de l'ACFC leur annonçant que les examens auront lieu tel que prévu.

«On enverrait les questions aux instituteurs juste à temps pour ce jour. C'était à peu près tout ce qu'on nous annonçait. Pour la papeterie, les surveillants, etc., il fallait se débrouiller! Je me rappelle avoir commissionné un voisin qui se rendait au village, de me rapporter deux grandes tablettes de papier à écrire. Cela réglait la question "papier". Si j'ai bonne souvenance, on nous avait conseillé de surveiller l'examen nous-mêmes et de faire preuve de la plus scrupuleuse honnêteté. C'était le mot d'ordre!»[13]

Plus tard, lorsque les examens seront mieux rôdés, l'ACFC insistera pour qu'il y ait des surveillants autres que l'enseignant dans la salle de classe. L'examen de 1926 doit avoir lieu le deuxième samedi de juin. Dans les écoles de la province, les instituteurs continuent à préparer leurs élèves pour le grand jour.

«Quelques jours avant l'examen, ma classe de septième composée de trois ou quatre élèves, se plaignait de ne rien comprendre à l'analyse logique, et craignait ne pouvoir réussir l'examen. Alors la veille du grand jour, après souper, je pris les élèves à ma maison de pension et durant trois heures nous avons fait de l'analyse logique, après quoi ils se sentaient assez bien préparés. Mais le lendemain... pas d'analyse logique aux questions d'examen. Les enfants en étaient presque déçus! J'espère tout de même que ma leçon n'a pas été complètement oubliée.»[14]

Les premières années, Raymond Denis est souvent appelé à donner un coup de main au chef du secrétariat de l'ACFC, Joseph-Eldège Morrier de Prince Albert, pour préparer les examens. Ce n'est qu'avec l'embauche d'Antonio de Margerie au poste de secrétaire général, en 1929, qu'un système bien organisé est mis en place pour le «Concours de français» de l'ACFC.

En 1929, Raymond Denis approche Antonio de Margerie, alors jeune enseignant à Hoey, et lui offre le poste de secrétaire général de l'ACFC, poste qui était occupé depuis 1923 par Joseph-Eldège Morrier.

«Quand le commandeur Eldège Morrier abandonne le poste de chef du secrétariat permanent de l'ACFC après quelques années de services, Antonio de Margerie accepte de prendre la relève. La rémunération pour ses nombreuses fonctions, il faut le dire tout haut, est et demeurera toujours bien modique. Le 1er juillet 1929, il entre officiellement en fonctions, à peu près au même moment où débute la crise économique et la terrible sécheresse des années 1930. Bon nombre de Franco-Canadiens de la Saskatchewan, dont une bonne partie de la couche instruite, partent vers l'Est.»[15]

À cause de la situation économique, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan n'ont pas beaucoup d'argent à donner à leur association provinciale. Antonio de Margerie doit presque faire cavalier seul pour assurer la survivance de la langue française en Saskatchewan durant cette période. Il installe les bureaux de l'ACFC chez lui, à Vonda. Il met de l'ordre dans les affaires de l'organisme, entre autres le «Concours de français».

«De la 4e à la 8e année, les examens de l'ACFC portaient sur l'orthographe, la grammaire et la composition. À partir de la 9e année, on ajoutait un examen de littérature. Les examens avaient lieu "le samedi du mois de juin qui tombe entre le 5 et le 13 de ce mois."»[16]

Antonio de Margerie s'occupe de trouver les enseignants qui vont préparer les examens et ensuite les corriger. Il fait travailler les membres de sa famille à l'organisation des «Concours de français». Un de ses fils, l'abbé Bernard de Margerie, se souvient d'avoir aidé son père.

Je me rappelle avoir travaillé au Gestetner, au miméographe, mais un ancien modèle, aussi jeune que je peux me rappeler. Je pense bien que je devais tourner des copies au miméographe quand j'avais six ans ou sept ans. Un temps fort de l'année, toujours, c'était les fameux examens de français. Tout le travail se faisait chez nous: le travail d'impression des questionnaires, la mise sous scellé de ces questionnaires-là, dans des enveloppes brunes avec tous les timbres de caoutchouc que tu peux imaginer, avec toutes les mentions, "secret", "ne pas ouvrir avant telle heure"... Le matin où on envoyait ça, tout le monde y travaillait... tous ceux qui avaient l'âge de raison... même maman, qui n'est pas la plus grande épistolière, y travaillait aussi... on y mettait notre orgueil de famille.»[17]

Une fois que les examens reviennent, la famille de Margerie se remet à l'oeuvre. Cette fois, il s'agit d'envoyer les examens aux correcteurs; les dictées d'un certain groupe sont envoyées à une certaine enseignante, etc. Une fois que toutes les corrections sont faites, il faut colliger les résultats et préparer les listes pour *Le Patriote de l'Ouest* et plus tard pour *La Liberté et le Patriote*.

À la fin de juillet ou au début d'août, les jeunes Franco-Canadiens de la Saskatchewan attendent avec impatience l'arrivée du courrier, car les résultats de leur examen de français sont publiés dans les pages du journal.

Cette tradition de se rendre à l'école par une belle journée ensoleillée de juin pour écrire les examens de français de l'ACFC, la plupart de nos parents l'ont vécue; de même, la tradition d'attendre l'arrivée de *La Liberté et le Patriote* pour découvrir les résultats. Avaient-ils été promus avec honneur ou tout simplement promus? Avaient-ils obtenus un prix provincial?

À partir de 1954, les élèves peuvent obtenir un crédit du gouvernement de la Saskatchewan pour les cours de français de l'ACFC. En 1967, le gouvernement de la Saskatchewan prend en main l'enseignement du français dans la pro-

vince et élimine le «Concours de français» de l'ACFC. Une tradition prend fin.

Qu'est-il advenu des jeunes Franco-Canadiens qui ont gagné les prix provinciaux au dernier «Concours de français» de l'ACFC, en 1967: *«12e année: Claudette Bourgeois de Gravelbourg (Langue française-90%) et Roger April du Collège Notre-Dame à Prince Albert (Littérature-93%)*
11e année: Rita Gaudet de Bellevue (Langue française-93%) et Sylvain Gaudet du Collège Notre-Dame à Prince Albert (Littérature-93%)
10e année: Ghislaine Beaulac de Debden (Langue française-94%) et Estelle Blain de l'Académie de Prince Albert (Littérature-94%)
9e année: Lucie Théoret de Bellevue (Langue française-93%) et Marie Baillargeon de Vawn (Littérature-97%).»[18]

Tous les gagnants de prix provinciaux, tant de l'élémentaire que du secondaire, recevaient un prix; généralement ces prix étaient des livres offerts par le Québec et la France. Antonio de Margerie, Raymond Denis et autres n'avaient pas peur d'aller quêter pour pouvoir offrir des prix aux jeunes de la Saskatchewan afin de les encourager à parfaire leur français. Une des grandes gagnantes du «Concours de français» a été Monique Gravel de Gravelbourg. Elle a fini première de sa classe si souvent que l'ACFC a baptisé un trophée de son nom, en son honneur. Ce trophée était remis au meilleur élève du secondaire.

Comme Mme Détilleux de Zenon Park, les enseignants prennent à coeur les examens de français et s'assurent de bien préparer leurs élèves. Si, en 1925, plusieurs religieuses hésitent à participer au premier «Concours» parce que leurs élèves sont mal préparés, il n'en est pas de même par la suite. La compétition est de la partie. Les Franco-Canadiens n'ont pas peur d'afficher leur fierté. Les filles du Couvent Jésus Marie de Gravelbourg veulent battre les filles du Couvent des Soeurs de la Providence de Prud'homme. Les jeunes élèves de l'école de Ferland sont en compétition avec ceux de l'école de Bellegarde ou de Delmas.

Et, après avoir passé toute l'année à préparer leurs élèves, ces mêmes religieux et religieuses et enseignants et enseignantes laïques acceptent de passer une partie de leur été à corriger ces mêmes examens. Et, ils le font par fierté, car l'ACFC n'a pas les moyens de les payer. C'est la raison pour laquelle l'ACFC a choisi d'honorer Soeur Germaine Gareau à son congrès de novembre 1991. À cette occasion, Soeur Gareau a été acceptée comme membre de la Société des Cents Associés à cause de sa contribution à l'enseignement du français en Saskatchewan. Soeur Gareau a sûrement été choisie pour représenter tous les religieux, religieuses et laïcs qui au cours des ans ont assuré le succès des «Concours de français» de l'ACFC.

Les «Concours de français» de l'ACFC font partie de notre culture. Raymond Denis, qui a aidé à préparer les questions du premier examen de français en 1925, a été accusé par la suite d'avoir laissé des erreurs dans certaines questions de l'examen. Toutefois, s'il n'avait pas donné un coup de main au commandeur Joseph-Eldège Morrier, il est fort probable qu'il n'y aurait jamais eu d'examen. Et des milliers de jeunes Franco-Canadiens de la Saskatchewan n'aurait jamais vécu cette expérience inoubliable par un beau samedi matin ensoleillé.

Références

1 Anna Dufort. — L'Eau Vive. — (31 oct. 1979)
2 Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan. — P. 117
3 Ibid., p. 119
4 Ibid., p. 120
5 Richard Lapointe ; Lucille Tesiser. — Histoire des Franco Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 222
6 Ibid., p. 220
7 Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — P. 122
8 Ibid., p. 122
9 Ibid., p. 126
10. Keith A. McLeod. — «Politics, Schools and the French Language». — Shaping the Schools of the Canadian West. — David C. Jones. — Calgary : University of Calgary, 1979. — Traduction. — P. 76
11 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco Canadiens de la Saskatchewan. — P. 224
12 Anna Dufort. — L'Eau Vive. — (31 oct. 1979)
13 Ibid.
14 Ibid.
15 Richard Lapointe. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 270
16 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco Canadiens de la Saskatchewan. — P. 224
17 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 271
18 La Liberté et le Patriote. — (31 août 1967)

Bibliographie

Denis, Raymond . — [Mes Mémoires]. — Vol.1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Dufort, Anna VOIR AUSSI Anna Détilleux. — «En fouillant dans le passé, le premier examen de français de l'ACFC en Saskatchewan». — L'Eau Vive. — (31 oct. 1979)

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

McLeod, Keith A. — «Politics, Schools and the French Language». — Shaping the Schools of the Canadian West. — David C. Jones. — Calgary : University of Calgary, 1979

Résultat des examens de l'ACFC. — La Liberté et le Patriote. — (31 août 1967)

L'assimilation

Tout francophone de la Saskatchewan connaît bien le terme «assimilation»! Chez nous, comme nous le répètent constamment nos associations fransaskoises, l'assimilation est la plus grande menace pour notre survivance. Mais lorsqu'on voit des manchettes comme la suivante dans nos journaux, «une assimilation galopante», de quoi parlons-nous exactement? Enfin, est-ce que tous les facteurs du processus d'assimilation sont négatifs?

Chapitre un

Un nouveau peuple

Avant d'aller plus loin dans cette discussion sur l'assimilation, il est important d'essayer de définir ce que veut dire le terme. Le *Petit Robert 1* nous propose certains éléments de définition: *«(déb. XIXe) Acte de l'esprit qui s'approprie les connaissances qu'il acquiert. (v. 1840) Action d'assimiler des hommes, des peuples; processus par lequel ces hommes, ces peuples s'assimilent (américanisation, francisation). Le fait d'aller du différent au semblable.»*[1]

La première définition proposée par le *Petit Robert* n'a rien de négatif; il s'agit du processus par lequel nous nous approprions des connaissances; chacun d'entre nous va, durant sa vie, s'approprier, ou assimiler, de nouvelles connaissances. La deuxième définition, liée à l'assimilation des hommes ou des peuples, est celle qui nous tracasse le plus. Il est important de noter que ce sens du mot date de 1840, année où Lord Durham a proposé l'assimilation du peuple canadien-français. Nous en reparlerons un peu plus tard. Enfin, la troisième définition, le fait d'aller du différent au semblable, peut être positive, négative ou neutre.

Explorons maintenant la première définition dans le contexte de la population de la Saskatchewan.

S'il existe une culture fransaskoise, elle doit être beaucoup plus que le folklore traditionnel canadien-français; elle doit être un heureux mélange entre le folklore de nos ancêtres, qu'ils soient venus du Québec ou d'Europe, et cent ans de vie dans les prairies de l'Ouest. La culture, pour ceux qui se disent Fransaskois, ne sera pas seulement la fête de la Saint-Jean-Baptiste car elle n'a pas plus d'importance que les perogies empruntés à nos voisins d'ascendance ukrainienne.

La culture fransaskoise est bel et bien vivante, mais à cause d'une multitude de facteurs assimilateurs, elle est devenue aussi différente de la culture québécoise qu'elle est devenue semblable à la culture anglo-canadienne. C'est que nos ancêtres se sont appropriés de nouvelles connaissances dans leur pays d'adoption.

Examinons certains facteurs d'assimilation qui ont changé la façon de vivre et la façon de penser des Fransaskois. Chacun de ces facteurs a poussé les francophones de la Saskatchewan à devenir un peuple; ils sont devenus un peuple différent du peuple québécois et du peuple français. Au cours des années, tout en gardant certaines traditions de leurs ancêtres venus de France, de Belgique ou du Québec, ils ont développé leurs propres traditions et coutumes en assimilant des éléments des traditions des autres peuples venus s'établir en Saskatchewan, comme les Ukrainiens, les Polonais, les Allemands, les Anglais, etc.

Lorsqu'ils sont arrivés en Saskatchewan au début du siècle, il y avait de grandes différences entre les Français, les Belges et les Canadiens français. Ces différences, on les retrouvait au niveau de la langue, des vêtements, de la nourriture et des coutumes. Si la Saint-Jean-Baptiste était la grande fête des Canadiens français, elle n'avait pas la même importance pour les Bretons de Saint-Brieux ou les Belges de Bellegarde.

Les Canadiens français n'ont pas eu à changer leurs vêtements lorsqu'ils sont arrivés dans l'Ouest canadien puisqu'ils connaissaient déjà le froid sibérien de nos hivers canadiens. Tel n'était pas le cas pour les Bretons de Saint-Brieux.

«Tout le monde avait entendu parler des rigueurs de l'hiver canadien, mais personne ne pouvait se rendre compte exactement de ce que c'était. Ils l'apprirent assez vite. Tout à coup, tout changea subitement, le vent se mit à souffler du nord ouest et ce fut la neige et le froid... Il faut aussi se rappeler que les vêtements qu'ils avaient apportés avec eux de France n'étaient pas suffisamment chauds pour les protéger contre les rigueurs du froid canadien.»[2]

Puisque les vêtements de France ne sont pas suffisamment chauds pour les grands froids de la Saskatchewan, les Bretons adoptent vite la mode canadienne et revêtent de gros *parkas*, de grosses mitaines de laine et des bottes de feutre comme ceux que portent leurs cousins canadiens-français. Dans ce cas, il est préférable d'être semblable et d'avoir chaud plutôt que d'être différent et d'avoir froid!

Les méthodes agricoles pratiquées au Québec, en France et en Belgique au début du siècle ne conviennent pas à l'Ouest canadien où la superficie des fermes est trois, quatre même dix fois celle des fermes des vieux pays. Le fermier canadien-français du Québec, élevé dans une ferme de 30 arpents (environ 10 hectares), doit changer ses méthodes de culture une fois installé dans une ferme de 160 acres (environ 64 hectares). Il doit adopter les méthodes de culture mises au point par ceux qui sont venus avant lui, qu'ils soient Français, Anglais ou d'une autre nationalité.

À cause des circonstances géographiques, les francophones ont dû s'assimiler aux autres colons venus s'établir en Saskatchewan; mais ils ont aussi apporté avec eux des éléments culturels de leur pays d'origine. Lorsque des centaines de recrues belges et françaises ont suivi l'abbé Jean-Isidore Gaire en Amérique du Nord, en 1892, pour fonder les paroisses de Saint-Maurice de Bellegarde, Saint-Raphaël de Cantal et Saint-François-Régis de Wauchope, ils ont apporté avec eux certaines valeurs sociales, économiques et politiques. C'est aussi le cas des recrues bretonnes de Saint-Brieux et de White Star qui ont fait le voyage à bord du paquebot «Le Malou» en 1904. Les Canadiens français de Ham-Nord au Québec et de New Bedford, Massachusetts qui ont suivi l'abbé Philippe-Antoine Bérubé jusqu'à Debden et Arborfield en 1910 sont aussi venus avec leur bagage culturel. Chacun, qu'il soit Canadien français, Belge, Suisse ou Français, est arrivé en Saskatchewan avec un mode de vie.

Toutefois, ils n'ont pas seulement assimilé les coutumes des autres, mais ils ont partagé leurs valeurs culturelles, sociales et économiques avec d'autres pour créer la culture fransaskoise. Très vite, les Belges de Wauchope ont inclus la Saint-Jean-Baptiste dans leurs traditions et fondé un des premiers cercles locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste en Saskatchewan.

Cette assimilation, pour assurer leur survivance sociale, économique et culturelle, tous les francophones de la Saskatchewan l'ont vécue. L'assimilation s'est même produite au niveau de la langue. Lorsqu'ils sont arrivés en Saskatchewan, les colons français, belges et canadiens-français parlaient tous le français, mais le français pouvait varier d'un groupe à l'autre. Chacun avait ses expressions régionales et locales, son patois, son dialecte, etc. En Saskatchewan, afin de pouvoir se comprendre, une assimilation est inévitable; on adopte des expressions de France dans certaines circonstances et celles du Québec dans d'autres.

Non seulement l'assimilation se fait-elle entre les différents groupes français de la Saskatchewan mais ceux-ci commencent aussi à emprunter des mots et des expressions à d'autres groupes ethniques de la province. C'est surtout dans le domaine agricole qu'on remarque ce phénomène parce que la plupart des outils et de l'équipement agricole arrive des États-Unis. Puisqu'on ne connaît pas les noms français de ces outils et de cet équipement, on utilise les termes anglais. Une combine c'est une combine et non pas une moissonneuse-batteuse pour les fermiers de Bellegarde, de Saint-Brieux ou de Bellevue. Ce n'est que plusieurs années plus tard, une fois

que le fermier sera bien habitué à parler de sa combine qu'il découvrira que le mot juste est moissonneuse-batteuse. Trop tard! Dans la plupart des cas, il continue à parler de sa combine sauf quand la caméra de Radio-Canada est plantée devant lui; là, il va bredouiller le mot moissonneuse-batteuse!

Avant de devenir Fransaskois, les divers groupes français de la province ont subi une certaine assimilation. Lorsqu'ils sont arrivés dans l'Ouest, ils étaient des Français, des Belges, des Suisses, des Canadiens français, des Acadiens et des Franco-Américains. En Saskatchewan, seraient-ils tous des Canadiens français?

Dès le début du siècle, le terme «Franco-Canadiens» commence à être utilisé en Saskatchewan pour décrire les immigrants de langue française, car tous les francophones ne se disent pas «Canadiens français»: *«Ici dans l'Ouest, la population de langue française étant constituée d'éléments aux origines diverses, un terme nouveau s'imposait pour les représenter tous. Canadiens de la province de Québec et des autres provinces, Franco-Américains, Acadiens, Français, Belges, etc., se sont tous autant de nuances que le terme général "franco-canadien" parce que tous parlent la belle langue française.»*[3] La nouvelle association française fondée en 1912 à Duck Lake a pris le nom de «L'Association Franco-Canadienne de la Saskatchewan» en 1913. Au fil des années, les divers groupes de langue française de la province ont adopté le terme Franco-Canadien qui a remplacé dans bien des cas les termes Belge, Suisse, Français et Canadien français.

Une nouvelle assimilation a lieu dans les années 1970. Les francophones se donnent le nom de «Fransaskois» en 1972, à la suite d'un concours de *l'Eau Vive*, mais ce terme n'est pas adopté à bras ouverts par les Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Le terme Fransaskois ne commencera à être utilisé sur une base régulière qu'au début des années 1980. L'Association des jeunes francophones de la Saskatchewan est la première à ajouter le terme Fransaskois à son nom officiel lorsqu'elle devient l'Association jeunesse fransaskoise en 1977 soit cinq ans après la tenue du concours de *l'Eau Vive*. Aujourd'hui, le terme Franco-Canadien est rarement utilisé et l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan est la seule qui l'utilise encore dans son nom.

Certains demanderont qui est Fransaskois. Doit-on avoir habité la province pendant plusieurs générations? Peut-on parler de Néo-Fransaskois pour décrire les francophones nouvellement arrivés dans la province, ou encore les francophiles voulant se joindre au groupe fransaskois? Et bien que le groupe français soit passé du différent au semblable pour s'identifier comme Fransaskois, il y a toujours de grandes différences entre eux.

René-Marie Paiement, un ancien employé de l'ACFC écrivait dans *l'Eau Vive* en 1979 à propos des Fransaskois: *«Il y a des Fransaskois qui le sont jusqu'au bout des orteils. Il y a des Fransaskois qui ne le sont que de nom ayant accepté la langue, les valeurs, les schèmes de pensée de la majorité. Entre ces deux catégories, il y a toute une gamme de Fransaskois: ceux qui s'identifient au groupe; ceux qui sont sur la clôture; ceux qui se cherchent; ceux qui sont francophones dans leur foyer sans vouloir s'impliquer publiquement; ceux qui se disent francophones tout en composant avec la majorité. Et on peut continuer!»*[4]

L'assimilation s'est ainsi réalisée au fil des années! Les groupes de langue française se sont d'abord accoutumés à la désignation de Franco-Canadien et ensuite celle de Fransaskois. Comme peuple, ils n'ont pas eu peur de s'approprier des connaissances et d'aller du différent au semblable. Comme groupe, les Fransaskois ont évolué; ils ont subi les effets positifs de l'assimilation. Malheureusement, l'assimilation a aussi un côté négatif.

Chapitre deux

La perte des nôtres

«Il y a des Fransaskois qui ne le sont que de nom ayant accepté la langue, les valeurs, les schèmes de pensée de la majorité.»[5]

Ils sont venus nombreux, les fils et les filles de France, de Belgique et de Suisse pour s'établir dans la Prairie de la Saskatchewan. Ils sont venus pour s'éloigner de la persécution religieuse, de la pauvreté et de la guerre. Ils sont venus plus nombreux du Québec et de la Nouvelle-Angleterre; ils sont venus parce qu'il n'y avait plus de bonnes terres agricoles au Québec, parce qu'ils n'aimaient pas vivre dans les grandes villes industrialisées de la Nouvelle-Angleterre ou tout simplement parce que la Saskatchewan offrait une belle occasion pour un jeune professionnel de s'établir juriste, médecin ou enseignant.

Les colons de langue française sont venus nombreux bien qu'on se soit souvent plaint que le gouvernement fédéral ait encouragé l'immigration des Slaves au détriment de celle des Canadiens français et des Français. Bien sûr, au Québec le clergé catholique n'encourageait pas beaucoup l'émigration des Canadiens français. Dans *Le Patriote de l'Ouest* du 16 mai 1912, Amédée Cléroux, agent de colonisation du gouvernement fédéral en Saskatchewan, publie une lettre du père A.M. Josse, o.m.i., missionnaire-colonisateur à Grande-Prairie en Alberta. Selon le missionnaire oblat, *«la faute, la grande faute, c'est que l'on n'a point assez prêché la bonne croisade parmi les Canadiens Français.»*[6]

Entre 1885 et le début de la crise économique des années 1930, la population de langue française des anciens districts d'Assiniboia et de la Saskatchewan des Territoires du Nord-Ouest (la Saskatchewan, après 1905) est passée de moins de 700 personnes à plus de 50 000.

Au cours des années, depuis la crise économique, le nombre de personnes parlant français a diminué de façon dramatique au point qu'aujourd'hui il est d'environ 10 000. Où sont allés les autres francophones? Ont-ils quitté la province pour aller s'établir ailleurs ou ont-ils été assimilés selon la définition de 1840 *«Action d'assimiler des hommes, des peuples; processus par lequel ces hommes, ces peuples s'assimilent.»*[7] Ont-ils accepté la langue, les valeurs, les schèmes de pensée de la majorité?

Depuis le début du siècle, les francophones se sont battus pour sauvegarder leur langue et leur culture: pour ne pas être assimilés. L'éducation a été l'arène principale des luttes pour la survivance des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Et c'est toujours par l'éducation qu'on espère freiner la perte des nôtres.

Au début de la colonisation de l'Ouest canadien, le français, comme l'anglais, est la langue officielle des Territoires du Nord-Ouest. Graduellement, au cours des années, les droits des francophones sont abolis par la majorité anglophone. C'est surtout grâce à l'enseignement que les Franco-Canadiens de la Saskatchewan espèrent assurer leur survivance en Saskatchewan.

Lorsque l'*Acte des Territoires du Nord-Ouest* est adopté en 1875, il prévoit des dispositions pour l'enseignement en français et la création de districts scolaires français. *«... il y sera toujours pourvu qu'une majorité de contribuables d'un district ou d'une partie des Territoires du Nord-Ouest, ou d'aucune partie moindre ou subdivi-*

sion de tel district ou partie, sous quelque nom qu'elle soit désignée, pourra y établir telles écoles qu'elle jugera à propos, et imposer et prélever les contributions ou taxes nécessaires à cet effet...»[8] Les Canadiens français catholiques peuvent donc établir des districts scolaires séparés où leur langue et leur foi font partie du programme d'enseignement. Le français est également utilisé à l'assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest.

Mais par la suite, on commence à limiter le droit à l'enseignement du français. En 1988, des règlements limitent l'enseignement du français dans les Territoires en obligeant l'enseignement de l'anglais. Une ordonnance déclare que les commissaires de toutes les écoles devront s'assurer «qu'un cours primaire soit offert en anglais».[9] Il n'est même pas question du français dans cette ordonnance.

Une nouvelle ordonnance de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, en 1892, restaure le cours primaire en français, celui qui avait été permis jusqu'en 1888, et permet aussi l'enseignement d'un cours de religion, pourvu que ce cours soit donné durant la dernière demi-heure de la journée. Mais ce qui a particulièrement choqué les Canadiens français, et leur clergé, c'est la perte du droit d'administrer les écoles. *«Au plan religieux également, la situation était sérieusement compromise, puisque les catholiques avaient perdu le contrôle de leurs écoles.»*[10]

Lorsque la province de Saskatchewan est créée en 1905, la nouvelle Loi de la Saskatchewan prévoit *«le droit d'établir des écoles séparées, non-confessionnelles, sujettes aux règlements du Ministère de l'Éducation.»*[11] Et les choses semblent bien aller jusqu'au début de la première guerre mondiale, en 1914. Puisqu'ils ont souvent tendance à se regrouper dans des régions spécifiques (Gravelbourg, Ponteix, Bellegarde, Saint-Denis, Bellevue, Debden), les francophones établissent leurs propres districts scolaires et écoles où ils continuent d'enseigner le français.

Il y a souvent pénurie d'enseignants de langue française en Saskatchewan et les Franco-Canadiens sont obligés de fermer plusieurs écoles françaises. Les dirigeants de l'ACFC se joignent à leurs confrères du Manitoba et de l'Alberta pour former l'Association Interprovinciale en 1917. *«Le nouvel organisme recrutait des enseignants bilingues au Québec et en Ontario en plus d'assurer leur entretien pendant un séjour obligatoire à l'école normale de la Saskatchewan. L'A.I. accordait aussi des prêts aux jeunes Franco-Saskatchewanais qui suivaient les cours d'une école normale au Québec ou en Saskatchewan. Elle jouait le rôle de "bureau de placement" en tenant à jour la liste des postes libres et en se chargeant de la correspondance avec les instituteurs intéressés par l'un ou l'autre des postes.»*[12]

Mais lorsque la guerre éclate en 1914, les Canadiens français votent contre la conscription alors que bon nombre d'anglophones désirent venir en aide à la mère patrie (Angleterre). Des sentiments anti-français se développent donc chez les Anglais de la province, comme il s'en développe contre les Allemands. Dans ses mémoires, Raymond Denis raconte l'atmosphère qui règne dans la province à cette époque: *«Nous ne pouvions pas assister à une assemblée quelconque sans entendre crier "les Frenchmen dans Québec" et dans toutes les réunions, commissaires d'écoles, personnel enseignant, même chez les "Grain Growers" on n'entendait qu'un cri qui était devenu un slogan: "Une langue, une école, un drapeau", c'est-à-dire la langue anglaise, l'école anglaise et le drapeau anglais.»*[13]

Le gouvernement libéral de la Saskatchewan décide alors en 1918 d'adopter un amendement à la *Loi des écoles*. *«Le Gouvernement libéral, dirigé par l'Honorable M. Martin, gouvernement qui, jusque-là, s'était montré plutôt tolérant, changea brusquement d'attitude et annonça qu'il allait soumettre à la législature un projet de loi qui allait régler une fois pour toutes la question des écoles.»*[14] Comment allait-il régler l'affaire?

«L'enseignement ne serait plus donné qu'en anglais dans toutes les écoles, bien que les commissions scolaires aient encore eu le droit d'autoriser l'enseignement d'une heure de français par jour.»[15]

Durant les années 1930, le gouvernement conservateur de la Saskatchewan modifie la *Loi des écoles* mais les Franco-Canadiens ont toujours droit à l'enseignement d'une heure de français par jour.

Malgré ces changements, le nombre de personnes parlant français reste sensiblement le même jusqu'à la fin des années 1950 puisque presque tous les Franco-Canadiens sont isolés dans leur ferme ou réunis dans des petits villages ayant une forte concentration de francophones. Ils parlent régulièrement français entre eux et, dans bien des cas, les enfants vont seulement apprendre l'anglais à l'école. Le clergé décourage les mariages exogames; il encourage même des mariages entre cousins pour que les deux conjoints soient francophones et catholiques.

Il est alors relativement facile de s'isoler des méfaits de l'assimilation. Dans bien des cas, les petites écoles de campagne, tout en respectant la loi scolaire et en n'enseignant qu'une heure de français par jour, sont un bassin de promotion de la langue française. La langue d'usage à la récréation est le français comme elle est généralement la langue d'usage lorsque vient le temps de préparer le concert de Noël. À la maison, on lit des livres en français et on s'abonne à des journaux et à des revues de langue française. Puisqu'il n'y a pas encore de télévision, les soirées se passent en famille à jouer aux cartes, à chanter des vieux chants traditionnels français ou à conter des histoires. Avec les frères et soeurs ou avec les amis, les jeux sont en français.

Mais, qu'advient-il lorsque les murs de cet isolement sont brisés? Qu'advient-il lorsqu'on ferme les petites écoles de campagne pour établir des écoles centralisées? Qu'advient-il lorsque les Franco-Canadiens abandonnent leur ferme et leur petit village pour se diriger vers la grande ville pour étudier à l'université ou pour trouver du travail? Qu'advient-il lorsque le clergé perd son influence et que les mariages mixtes deviennent en vogue? Enfin, qu'advient-il lorsque le plus puissant médium au monde, la télévision, et il n'y a que la télévision anglaise, envahit les foyers francophones? C'est l'assimilation galopante!

La centralisation scolaire

Qu'advient-il lorsqu'on ferme les petites écoles de campagne? En 1944, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan ne forment pas un groupe assez puissant pour empêcher l'élection du parti CCF. Au cours des années suivantes, le nouveau gouvernement procède à l'implantation d'un système de grandes unités scolaires qui mène à la disparition des petites écoles de campagne et à la perte subséquente d'influence des francophones sur l'enseignement. Un exemple se produit dans la région de Radville, un village avec une forte concentration de francophones. *«En 1944, dans le cadre de la campagne de regroupement des arrondissements en unités plus étendues, le district de Lacadia n° 290 fut rattaché à la Grande Unité Scolaire de Radville. L'école de Lacadia ferma ses portes à l'été de 1955 et les élèves suivirent dorénavant leurs cours à l'école régionale de Radville..»*[16] Noyés dans une école à prédominance anglaise, les Franco-Canadiens de Radville survivent pendant quelques années en envoyant leurs enfants dans des couvents et au Collège Mathieu, mais bientôt on ne lutte plus et aujourd'hui il n'y a même pas de programme d'immersion à l'école de Radville. Il n'y a qu'un programme de français de base. Ce même phénomène se reproduit dans bien d'autres centres francophones de la Saskatchewan.

Les francophones perdent la gérance de leurs écoles car ils sont invariablement minoritaires dans les plus grandes écoles centralisées, sauf dans quelques régions comme Bellevue, Zénon

Park, Gravelbourg et Bellegarde. *«Le quart de siècle qui s'écoula entre la mise en vigueur du plan de régionalisation et le retour aux écoles bilingues au début des années 1970 fut l'un de ceux où l'on enregistra le plus haut taux d'assimilation. Le désir de se fondre dans la majorité anglaise côtoyée quotidiennement à l'école régionale poussa plus d'un jeune à délaisser sa langue maternelle.»*[17]

L'urbanisation

Qu'advient-il lorsque les Franco-Canadiens abandonnent leur ferme et leur petit village pour se diriger vers la grande ville afin d'étudier à l'université ou de trouver du travail?

Avec la création des écoles centralisées, un plus grand nombre d'élèves francophones finit la 12e année. Beaucoup de ces jeunes s'inscrivent ensuite à l'université pour ensuite entreprendre une carrière. La plupart de ces nouveaux diplômés choisissent de s'établir en ville plutôt que de retourner à la campagne.

Un autre facteur qui accélère l'urbanisation des francophones de la Saskatchewan, à la fin des années 50 et au début des années 60, est la mécanisation de l'industrie agricole. Avec la prospérité de la période d'après guerre, les chevaux sont remplacés dans chaque ferme par un ou même deux tracteurs. Les *combines*, ou moissonneuses-batteuses, arrivent des États-Unis immédiatement après la guerre. Le travail de la ferme se fait de plus en plus vite. Puisque l'équipement agricole devient de plus en plus puissant, les fermiers cherchent à agrandir leur ferme. Alors qu'avant la guerre, un fermier peut bien gagner sa vie avec une demi-section de terre, la superficie moyenne d'une ferme en 1991 est de sept carreaux (1 091 acres). En 1941, il y a au Canada plus de 732 000 fermes; en 1991, ce nombre est réduit à 267 000.[18] Alors que la superficie des fermes augmente, le nombre de fermiers diminue. Ne pouvant plus gagner leur vie grâce à la ferme, bon nombre de francophones se dirigent vers les villes. En 1981, la majorité des francophones (55 %) vivent en ville.

Pour le jeune francophone urbain, ce n'est pas facile de rencontrer d'autres francophones. Ce n'est pas comme dans une plus petite ville comme Gravelbourg ou Zénon Park. Et puisqu'il a accès à une plus grande variété d'activités de loisirs que son cousin en milieu rural, il ne cherche pas nécessairement à trouver des activités en français. Bientôt, il vit sa vie exclusivement en anglais.

Exogamie

Qu'advient-il lorsque les mariages mixtes deviennent en vogue? De plus en plus de francophones se marient à des personnes d'une autre ethnie. Sauf dans quelques cas, l'anglais est la langue prédominante de ces familles. Mais ce n'est pas seulement la famille immédiate qui subit les effets de l'exogamie ou du mariage mixte.

Créons ici un petit scénario mettant en scène un problème courant de nos villages fransaskois. Notre scénario met en vedette un couple mixte qui vit en ville. Lui, il est Fransaskois et elle, elle est Canadienne anglaise. Elle ne parle pas un mot de français, n'a jamais voulu l'apprendre, et leurs enfants ont été élevés uniquement en anglais. Il n'a même jamais été question de les envoyer à l'école d'immersion. Ses parents à lui sont tous deux Fransaskois, mais ils parlent facilement l'anglais.

Disons maintenant que le couple annonce que la famille va venir pour les fêtes de Noël. Puisque dans le village fransaskois, la messe de minuit a toujours été dite en français, les parents approchent le comité de la paroisse et demandent que la messe soit dite en anglais. Le mécontentement gronde dans le village. Finalement, le curé rétablit la paix en annonçant qu'il va prononcer une partie de son homélie en anglais et qu'il va demander à la chorale de chanter quelques cantiques en anglais. Les

parents sont contents. Le soir de la messe de minuit, leur fils et sa famille ne réalisent même pas que des dissensions ont divisé le village, à cause d'eux. Ils se plaignent même qu'il y a eu trop de français à la messe.

L'année suivante, le curé prononce encore une partie de son homélie en anglais et des cantiques de Noël sont chantés en anglais. Une nouvelle tradition s'établit dans le village fransaskois. Les années passent. On trouve que c'est gênant de sauter du français à l'anglais et, puisque tout le monde comprend l'anglais, on demande au curé de dire la messe en anglais. Non seulement la messe de minuit mais aussi celle de chaque dimanche de l'année.

Voici un scénario qui s'est produit dans plusieurs petites communautés fransaskoises au cours des dernières années. On cite souvent des cas comme celui-ci pour expliquer le haut taux d'assimilation dans la communauté fransaskoise. La faute ici n'est pas seulement celle du couple mixte, mais aussi celle de la communauté fransaskoise qui veut tellement plaire à la majorité.

Un autre problème engendré par l'exogamie est que très souvent les enfants ne sont pas élevés en français. La langue d'usage à la maison est l'anglais puisqu'un conjoint ne parle pas français. Même si les enfants sont placés en immersion, le français demeure une langue étrangère au foyer.

La télévision

Enfin, qu'est-il advenu lorsque la télévision anglaise a envahi nos foyers francophones?

La télévision est sans aucun doute le plus puissant des moyens de communication. Elle envahit nos foyers avec ses images séduisantes qui sont tellement plus puissantes que la simple voix des annonceurs de radio ou le noir sur blanc des articles de journaux.

Pour la communauté fransaskoise, la télévision anglaise a, possiblement, été l'élément qui a le plus contribué à l'assimilation des francophones. C'est que la radio, et ensuite la télévision anglaise, ont envahi les foyers au moins vingt ans avant l'arrivée des médias français.

C'est en 1922 que le premier poste de radio, CKCK, ouvre ses portes à Regina en Saskatchewan. Immédiatement les chefs de la francophonie de la Saskatchewan voient les dangers de la radio pour la survivance des Franco-Canadiens. «*Le principal château-fort de la vie française, c'est encore la demeure familiale. C'est là que parents et enfants se retrouvent à la fin de la journée et se retrempent dans une atmosphère française. Les pires coups de bélier, se rassure-t-on, ne viendraient même pas ébranler ces retranchements. Et pourtant! Quand les premières stations radiophoniques entrent en ondes peu après la Première Guerre mondiale, d'abord aux États-Unis, puis à Regina et à Saskatoon, les murs de cette redoute, qu'on avait crue jusque-là inexpugnable, s'évaporent. Le danger ne vient plus de l'extérieur, mais bien de l'intérieur; de cette petite boîte magique qui amuse, charme, envoûte, fait rire, chanter et pleurer, mais surtout, qui parle une autre langue, contrôlée par une autre race, obéissant à une autre culture, colportant des valeurs opposées à l'esprit catholique. Une boîte magique qui sape les fondements même de l'élément franco-catholique...*»[19]

Les chefs de la communauté franco-canadienne de la Saskatchewan tentent par plusieurs moyens de contourner l'influence de la radio anglaise. Ils achètent, aux stations anglaises, du temps d'antenne pour présenter des émissions en français. Ils revendiquent une équité de temps d'antenne de la station radiophonique d'État, CBK à Watrous. Enfin, 30 ans après l'ouverture de la première station, à Regina, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan obtiennent, en 1952, la permission d'ouvrir leurs propres stations à Gravelbourg et à Saskatoon.

Toutefois, la radio anglaise a déjà commencé le long processus d'assimilation des francophones

de la Saskatchewan. Depuis 30 ans, sauf quelques petites demi-heures ici et là, les Franco-Canadiens ont été bombardés d'émissions, de nouvelles et d'annonces publicitaires en anglais.

Et au moment même où ils célèbrent l'ouverture des stations de radio CFRG, Gravelbourg, et CFNS, Saskatoon, les francophones apprennent que les anglais auront bientôt ce nouveau média qui va séduire, enchanter et amuser les gens: la télévision. En effet, la télévision arrive à Regina (CKCK) et à Saskatoon (CFQC) en 1953-1954. Les francophones devront attendre jusqu'en 1976 avant de capter en Saskatchewan les images de Radio-Canada. Pendant 22 ans, ils seront bombardés d'images et de voix en anglais. Et puisque la plupart des émissions proviennent des États-Unis, on commence à se laisser influencer par la culture américaine.

Et lorsqu'on obtient enfin la télévision française, la communauté a déjà été «conditionnée» à la culture américaine. On pense maintenant comme les Américains et non plus comme les Français et les Canadiens français. En bon Fransaskois, on tente d'écouter la télévision française mais on a tellement de difficultés à comprendre cette culture étrangère qui vient du Québec et de la France qu'on préfère retrouver les simples petites émissions américaines à la télévision anglaise.

La culture fransaskoise n'est plus la même que celle qui est présentée à la télévision de Radio-Canada, la SRC aujourd'hui, et il devient tellement plus facile de ne plus lutter pour conserver sa langue aussi. Bientôt, le processus d'assimilation est achevé.

La situation actuelle

Si on se fie aux chiffres que nous présentent les associations fransaskoises, il y aurait encore quelque 50 000 personnes d'origine française en Saskatchewan aujourd'hui, soit autant qu'au début de la crise économique des années 1930. Mais selon le dernier recensement, moins de 10 000 parlent encore la langue de leurs ancêtres; les autres seraient assimilées.

Que font les associations fransaskoises pour essayer de freiner ce phénomène? On revendique l'établissement d'écoles fransaskoises. On demande plus de services en français (gouvernementaux, de santé, etc.). On essaie d'encourager les Fransaskois à écouter la radio et la télévision de la SRC plutôt que les stations anglaises. On encourage les gens à lire le journal *l'Eau vive* et on crée des journaux et des revues pour les jeunes. On tente d'encourager les Fransaskois à demander, même exiger des messes en français.

Cependant, c'est à l'individu que revient la responsabilité de choisir de garder sa langue et sa culture. L'individu va encore se diriger vers la grande ville pour faire ses études universitaires ou pour trouver du travail. Va-t-il prendre le temps de chercher à s'associer avec d'autres francophones pour s'amuser et se divertir? L'individu va encore chercher quelqu'un à aimer et les mariages mixtes vont continuer à se concrétiser. Va-t-il chercher à convaincre son conjoint ou sa conjointe d'apprendre le français?

En 1840, à la suite de la rébellion de 1837-1838, Lord Durham avait proposé au gouvernement de Grande-Bretagne de faire tout en son pouvoir pour assimiler les Canadiens français, un peuple sans histoire et sans littérature. Bien sûr, le peuple québécois est aujourd'hui plus fort que jamais, fier de son histoire et de sa littérature.

Même si les recommandations de Lord Durham ne furent pas adoptées en 1840, il a existé, au cours des ans, une politique assimilatrice de la part du Canada anglais. La communauté franco-canadienne de la Saskatchewan a été victime de cette politique assimilatrice. Pourquoi a-t-on limité le français à une heure par jour pendant 50 ans? Pourquoi le gouvernement d'Ottawa a-t-il refusé d'accorder des licences pour des stations

de radio jusqu'en 1952? Mais, malgré cela, les Fransaskois ont accompli de grandes choses dans cette province, depuis un siècle. À notre tour de découvrir la fierté de notre histoire. Ainsi, nous allons pouvoir freiner l'assimilation.

Notes et références

1 Paul Robert. — Le Petit Robert 1. — Paris : Le Robert, 1981. — P. 115

2 Comité historique de Saint-Brieux. — Historique de Saint-Brieux, 1904-1979. — Saint-Boniface : Avant-Garde/Graphiques, 1981. — P. 16

3 «L'Association Franco-Canadienne de la Saskatchewan». — Le Patriote de l'Ouest . — (30 janv. 1930)

4 René-Marie Paiement. — «Es-tu Fransaskois?». — L'Eau vive. — (12 sept. 1979)

5 Ibid.

6 Le Patriote de l'Ouest. — (16 mai 1912)

7 Paul Robert. — Le Petit Robert 1. — P. 115

8 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 34

9 René Rottiers. — Soixante-cinq années de luttes... Esquisse historique de l'oeuvre de l'ACFC. — Regina : Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, 1977. — P. 25

10 Ibid., p. 28

11 Ibid., p. 28

12 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 215

13 Raymond Denis. — [Mes mémoires, Volume 1]. — Archives de la Saskatchewan. — P. 34

14 Ibid., p. 40

15 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 219

16 Ibid., p. 263

17 Ibid., p. 269

18 «Farm stats show need for solutions». — Leader Post. — (8 juin 1992). — P. A7

19 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. xv

Bibliographie

Comité historique de Saint-Brieux. — Historique de Saint-Brieux, 1904-1979. — Saint-Boniface : Avant-Garde/Graphiques, 1981

Denis, Raymond. — [Mes mémoires, Volume 1]. — Archives de la Saskatchewan

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Avant-propos de Richard Lapointe. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Robert, Paul. — Le Petit Robert 1. — Paris : Le Robert, 1981

Rottiers, René. — Soixante-cinq années de luttes... Esquisse historique de l'oeuvre de l'ACFC. — Regina : Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, 1977

«L'Association Franco-Canadienne de la Saskatchewan». — Le Patriote de l'Ouest . — (30 janv. 1930)

Le Patriote de l'Ouest. — (16 mai 1912)

Paiement, René-Marie. — «Es-tu Fransaskois?». — L'Eau vive. — (12 sept. 1979)

«Farm stats show need for solutions». — Leader Post. — (8 juin 1992). — P. A7